



21.501

**Parlamentarische Initiative  
UREK-N.  
Indirekter Gegenentwurf  
zur Gletscher-Initiative.  
Netto null Treibhausgasemissionen  
bis 2050**

**Initiative parlementaire  
CEATE-N.  
Contre-projet indirect  
à l'initiative pour les glaciers.  
Zéro émission nette  
de gaz à effet de serre d'ici à 2050**

*Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.06.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.06.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.06.22 (FORTSETZUNG - SUITE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.09.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.09.22 (ORDNUNGSANTRAG - MOTION D'ORDRE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.09.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 27.09.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 28.09.22 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 29.09.22 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.09.22 (ORDNUNGSANTRAG - MOTION D'ORDRE)  
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.09.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)  
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.09.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Die Fahne ist anspruchsvoll. Wir werden zu den Entwürfen 1 bis 3 eine gemeinsame Eintretensdebatte führen und behandeln dann den Antrag Rieder auf Ausgliederung eines Teils der Vorlage 1. Er betrifft Artikel im Anhang; da geht es um die Änderung des Energiegesetzes.

Ich schlage Ihnen vor, dass wir den Teil, der gemäss Antrag Rieder abgetrennt werden soll, vorab durchberaten. Somit wissen Sie, wenn Sie über diesen Teil abstimmen werden, was in diesem Teil vorkommt und ob Sie diesen Teil abtrennen und später allenfalls dringlich erklären wollen. Das wäre der Vorschlag für das Vorgehen meinerseits. Falls Sie anders vorgehen möchten, könnten Sie das selbstverständlich über einen Ordnungsantrag beschliessen.

Ich werde in der Bereinigung auch die Einzelanträge Z'graggen und Hegglin Peter behandeln. Es sind keine Konzeptanträge. Die beantragten Änderungen können alle einzeln abgelehnt oder angenommen werden. Wir werden einzeln darüber abstimmen. Wenn wir den erwähnten Teil bereinigt haben, werden wir entscheiden, ob wir ihn ausgliedern oder nicht.

Mit diesen Vorbemerkungen zum Vorgehen gebe ich das Wort gerne der Berichterstatterin. Es ist dies unsere zweite Vizepräsidentin, Frau Baume-Schneider.

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Si nous nous engageons en politique et si, plus particulièrement, nous aimons le débat politique, c'est probablement parce que nous souhaitons contribuer à



apporter des solutions à des problèmes de société et à élaborer des bases légales utiles pour, justement, faire face à ces problèmes de société. S'il est un enjeu global, lié à l'actualité, avec des répercussions directes et indirectes d'une part sur le plan macroéconomique et, de l'autre, sur la vie quotidienne de la population, c'est bien celui de la sécurité de l'approvisionnement en énergie et celui du changement climatique.

Durant cette session, nous avons l'opportunité et la responsabilité de mettre sous toit plusieurs lois garantissant la sécurité juridique pour des entreprises et pour des collectivités publiques, des lois qui prennent également en considération les préoccupations de la population.

Nous traitons aujourd'hui l'initiative parlementaire "Contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers. Zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050".

Je me permets une brève contextualisation avec quatre repères chronologiques et quelques précisions concernant la procédure, avant de présenter les axes principaux du projet soumis à votre approbation.

Premièrement, en date du 27 novembre 2019, l'Association suisse pour la protection du climat a déposé l'initiative populaire "pour un climat sain (initiative pour les glaciers)". Cette dernière, forte de ses 113 125 signatures valables, demandait d'inscrire dans la Constitution l'objectif découlant de l'Accord de Paris du 12 décembre 2015, qui a été approuvé par l'Assemblée fédérale en juin 2017. L'initiative vise à réduire à zéro net les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Comme vous aurez pu le constater, ni l'initiative ni le contre-projet direct élaboré par le Conseil fédéral en août 2021 ne figurent au programme de notre session. Vous souvenez peut-être que, en date du 31 mai 2022, notre conseil a voté le prolongement du traitement de l'initiative au 7 août 2023 avec, comme corollaire, son traitement au plus tard durant la session d'été de l'année prochaine.

Aujourd'hui, nous nous concentrons donc sur le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers.

Deuxièmement, en date du 12 octobre 2021, la CEATE-N a décidé d'élaborer un projet d'acte issu de l'initiative parlementaire 21.501 en guise de contre-projet indirect. C'est le projet dont nous débattons. Dans le sillage de la décision favorable de notre commission, en novembre 2021, la commission du Conseil national a poursuivi ses travaux. Ce choix politique est en quelque sorte un écho à la nécessité de mettre en oeuvre plus rapidement certains objectifs non contestés de l'initiative populaire et de montrer le rôle d'impulsion nécessaire de la Confédération, des cantons et des communes en matière de protection du climat. Il s'agit dès lors de proposer des adaptations législatives qui prévoient notamment des objectifs intermédiaires et des mesures d'encouragement en faveur de la décarbonation de l'industrie et du parc immobilier.

Troisièmement, en date du 3 juin 2022, le Conseil fédéral s'est prononcé favorablement sur le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers.

Quatrièmement, en date du 15 juin 2022, après un riche débat, le Conseil national a adopté, par 134 voix contre 56, le contre-projet indirect. Par la suite, en date du 24 juin, notre commission l'a approuvé, par 10 voix contre 2, avec quelques adaptations, vous le verrez, certaines mineures, d'autres majeures, sur lesquelles je vais revenir.

Parallèlement au traitement de cet objet, la commission a également travaillé sur le dossier du fameux "Mantelerlass", plus précisément sur la loi relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (21.047). Ce dossier sera d'ailleurs à l'ordre du jour de notre séance du 22 septembre prochain. Dans le cadre de nos travaux, force a été de constater que notre pays, à l'instar d'autres pays, est confronté à une vulnérabilité évidente sur le plan énergétique, une vulnérabilité liée aux nombreuses incertitudes en matière d'approvisionnement en électricité.

Que ce soit en effet sur le marché européen face à l'absence d'accord-cadre, mais aussi face à la si tragique situation de guerre en Ukraine et ses conséquences sur la livraison de

AB 2022 S 716 / BO 2022 E 716

gaz russe – que l'on pense à l'état du parc nucléaire en France ou encore que l'on soit attentif aux perspectives climatiques et au risque de pénurie en hiver –, notre commission a décidé qu'il était urgent de prévoir en quelque sorte une offensive dans le domaine du photovoltaïque.

Etant donné que le contre-projet indirect propose des modifications d'articles de la loi sur l'énergie, nous avons considéré qu'il était opportun d'arrimer en quelque sorte un wagon supplémentaire en matière de promotion d'énergie renouvelable au contre-projet indirect.

Nous saluons en effet les efforts du Conseil fédéral pour éviter que la Suisse connaisse des problèmes d'approvisionnement en électricité durant les prochains mois d'hiver. Nous remercions Mme la conseillère fédérale Sommaruga qui nous a régulièrement tenus informés de l'évolution de la situation. Toutefois, lors de notre séance du 26 août, notre commission a décidé de créer des bases légales en vue de l'accélération du développement d'énergie photovoltaïque aussi bien sur les surfaces libres que sur les bâtiments. Plus précisément,





nous vous proposons un triptyque avec les articles 45a, 45b et 71b, qui concernent respectivement l'obligation d'utiliser de l'énergie solaire lors de nouvelles constructions, l'utilisation d'énergie solaire pour les infrastructures de la Confédération, mais également – et c'est un sujet sensible – des dispositions transitoires jusqu'à fin 2025 pour de grandes installations photovoltaïques qui produisent au moins 45 pour cent des 20 gigawatt-heures durant le semestre d'hiver, soit du 1er octobre au 31 mars.

Je terminerai mon préambule en précisant que notre commission a retenu une procédure parlementaire plutôt inédite, mais j'ai le sentiment qu'elle est habile et surtout honnête. Cette procédure permet de corrélérer nos intentions politiques avec un échéancier redoutablement efficace. En effet, en adossant nos propositions au contre-projet indirect, nous gagnons un précieux temps par rapport à un traitement plus conventionnel, qui aurait pu être fait dans le "Mantelerlass" ou encore par le biais d'une initiative parlementaire ou d'une motion. Selon la proposition Rieder, la mise en oeuvre des dispositions retenues par notre conseil pourra déployer rapidement ses effets par voie de loi fédérale urgente.

Je me permets encore de préciser que, sans du tout vouloir écarter les instances et les partenaires concernés par le présent projet, nous avons renoncé à l'étape de la consultation, en vertu de l'article 3a alinéa 1 lettre b de la loi fédérale sur la procédure de consultation, au motif qu'aucune information nouvelle n'était à attendre du fait que les positions des milieux intéressés sont connues. La commission du Conseil national a d'ailleurs également renoncé avant nos travaux à une consultation, sachant qu'en 2020 le Conseil fédéral a quant à lui réalisé une consultation sur le contre-projet direct. Néanmoins, nous avons proposé une audition à la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie et à la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Concernant le projet "initial" de contre-projet indirect, sans les articles sur le photovoltaïque, nous avons reçu une réponse écrite en date du 17 juin 2022 qui mentionnait que les deux conférences précitées n'avaient pas de considérations majeures à faire valoir. Quelques éléments étaient mentionnés dans la lettre. Elle parlait de la nécessité d'ouvrir le programme extraordinaire de remplacement des installations de chauffage en envisageant un programme en complément au programme "Bâtiments" existant et en améliorant ainsi l'efficacité énergétique. De plus, elle contenait la demande d'encourager les raccordements aux réseaux de chaleur. Elle faisait aussi référence à un montant annuel de 200 millions de francs durant dix ans. Les deux conférences regrettaient l'absence de valeurs indicatives dans le secteur de l'agriculture, mais ce n'est pas du tout impossible étant donné la formulation ouverte de l'article pertinent du projet.

Par contre, concernant l'ajout des articles traitant des infrastructures photovoltaïques, nous avons toutes et tous reçu un courriel des mêmes conférences, le 12 septembre dernier, mentionnant des réserves concernant l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour le photovoltaïque dit "de montagne", ou encore, plus particulièrement, pour l'énergie solaire sur les bâtiments.

Je ne saurais conclure le débat d'entrée en matière sans préciser que les travaux menés par le Conseil national sont appréciés à leur juste valeur par le comité de l'initiative pour les glaciers. Il nous a aussi écrit – nous avons été fortement sollicités – en date du 8 septembre 2022, pour préciser qu'il est prêt à un retrait conditionnel, sous réserve que notre conseil n'affaiblisse pas trop le projet soumis à notre approbation. Vous aurez peut-être observé le fait que notre collègue Ruedi Noser fait partie des signataires dudit courriel. Il pourra peut-être s'exprimer à ce sujet.

Je me permets encore de revenir aux trois grands axes, aux trois principes, sur lesquels il convient de porter notre attention.

Il s'agit premièrement de prendre en considération les enjeux des effets du changement climatique, soit la nécessité de considérer la vulnérabilité des écosystèmes par rapport à la situation présente et attendue des changements climatiques. La Confédération, les cantons et les communes ont un rôle exemplaire à jouer, qui est confirmé dans la présente loi, avec des objectifs plus ambitieux à l'horizon 2040, tandis que la loi propose des objectifs intermédiaires entre 2031 et 2040 et entre 2041 et 2050. La loi fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans des secteurs tels que le bâtiment, les transports ou l'industrie. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la liste n'est pas exhaustive, des adjonctions sont possibles.

Deuxièmement, il s'agit pour la Confédération de fournir aux entreprises et aux différentes branches, sur une base volontaire, des conseils professionnels pour qu'elles établissent une feuille de route, afin d'encourager des processus innovants par le biais d'aides financières de l'ordre de 1,2 milliard de francs sur une période de six ans. Ce soutien à l'innovation assure une certaine sécurité d'investissement à l'économie suisse, en particulier au secteur industriel, notamment aux PME qui, en atteignant leurs objectifs climatiques, s'affirment avec de nouvelles compétences dans le domaine du développement durable.

On peut penser, par exemple, à des soutiens financiers qui visent à faire baisser les coûts des projets de décarbonisation, par exemple dans le domaine de l'utilisation de l'hydrogène ou encore de la capture de CO<sub>2</sub>.





Ce soutien est significatif, car il permet à notre pays de se positionner de manière attractive et convaincante dans un marché en pleine évolution, un marché aux enjeux prometteurs sur le plan économique. Il s'agit donc de ne pas rater le virage qui nous permettra d'être à la pointe de ces nouvelles technologies. Le Conseil fédéral peut également conclure avec le secteur financier des conventions visant à rendre les flux financiers compatibles avec les objectifs climatiques.

Troisièmement – j'ai bientôt terminé –, la loi propose un programme d'impulsion extraordinaire, limité à dix ans, qui favorise un soutien financier dans le domaine des chauffages, afin de remplacer les installations de chauffage à combustible fossile ou encore les chauffages électriques inefficaces. Notre commission, vous l'aurez peut-être observé, a élargi le périmètre de ce programme à l'efficacité énergétique. Globalement, le programme a une portée évidente sur nos importations en énergie fossile et il rend les investissements socialement supportables pour de nombreuses personnes. A ces principes s'ajoute donc la volonté politique de notre commission de proposer une réponse adaptée à la situation de pénurie d'approvisionnement en énergie, en proposant d'appuyer les installations photovoltaïques.

D'une manière générale, le contre-projet indirect qui vous est proposé prévoit d'inscrire dans la loi, conformément à l'Accord de Paris sur le climat auquel il est également fait référence dans l'initiative sur les glaciers, un objectif de neutralité carbone, tout en l'assortissant de mesures de protection du climat spécifiques. Il faut le dire ou le constater: à la suite du refus par le peuple de la loi sur le CO<sub>2</sub>, il s'agit de rattraper le temps perdu dans deux domaines clés, celui du chauffage et celui de l'industrie. Inscrire donc l'objectif de zéro émission nette dans une loi fédérale permet de fixer un cap politique clair à moyen et à long terme. Concrétiser l'objectif principal

**AB 2022 S 717 / BO 2022 E 717**

de l'initiative au moyen d'objectifs intermédiaires et au moyen de valeurs indicatives pour les différents secteurs est également un signal extrêmement positif.

La loi met opportunément l'accent, à l'article 5, sur le fait que toutes les entreprises devront avoir ramené leurs émissions à zéro net d'ici à 2050 au plus tard. A l'article 6, la loi précise que, pour encourager les technologies et les processus innovants, la Confédération assure aux entreprises des aides financières jusqu'en 2030. Il convient également de relever que, pour la majorité de la commission, la Confédération veille, au moyen de l'article 9, à ce que la place financière suisse apporte une contribution effective à un développement à faible émission capable de résister aux changements climatiques.

En parcourant le dépliant, vous constaterez que notre commission reprend en grande partie le contre-projet indirect tel qu'il a été décidé par le Conseil national. Nous proposons quelques menues précisions de terminologie. Nous proposons en outre d'adapter quelques alinéas; je prends l'exemple, qui me tient à coeur, de la prise en considération des régions périphériques et des régions de montagne: nous proposons de supprimer la formulation "si possible" à l'article 12 alinéa 2. Nous sommes également un peu plus précis en ne parlant pas uniquement des effets des changements climatiques, mais aussi de la protection contre ces effets.

Notre commission a souhaité prendre en considération l'engagement différencié dans les cantons, justement en s'adaptant au programme "Bâtiments". La population est désormais largement consciente du potentiel d'économie. Il est important de continuer à soutenir les personnes qui souhaitent changer leurs installations de chauffage.

Comme je l'ai mentionné, notre commission a souhaité anticiper les conséquences d'une pénurie d'électricité, bien qu'il soit extrêmement difficile de les anticiper. Nous aurons la possibilité de discuter plus longuement de l'article 71a et également des propositions de notre collègue Heidi Z'graggen. La commission propose à l'unanimité d'introduire l'article 71a. Il s'agit de créer une base légale permettant la mise en place rapide d'installations photovoltaïques sur des surfaces libres. Dans le cadre des travaux de la commission, nous n'avons plus eu l'occasion, par la suite, de discuter clairement de toutes les réserves qui ont été émises par rapport à cette proposition qui peut sembler téméraire, mais qui est surtout un signal politique fort par rapport à l'ambition d'avoir un concept global au niveau du photovoltaïque. Je crois que cela sera mentionné dans le cadre des débats: nous pourrons, par la suite, encore vérifier des questions de procédure par rapport au respect du droit supérieur et voir ce qu'il peut être possible d'aménager, justement par rapport à la proposition de notre collègue Z'graggen ou d'autres propositions au niveau du Conseil national.

En conclusion, avec le dispositif proposé par cette loi, tant les cantons, les communes, les propriétaires fonciers, la population que les instances publiques peuvent avoir une loi qui, rapidement, peut entrer en vigueur. Et peut-être pour vous rassurer, en dernier lieu, notre commission a complété son offensive en faveur du photovoltaïque avec un sujet nettement plus apaisé, soit que la Confédération, sur ses propres infrastructures, exploite le potentiel d'énergie solaire; c'est véritablement une proposition très tranquille; alors que pour les





questions relatives aux cantons, j'aurai l'occasion d'y revenir lors du traitement de l'article 45a, nous avons pris une option qui a été décidée par 6 voix contre 6 avec ma voix prépondérante de présidente. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet article.

J'en aurais terminé avec mes propos dans le cadre du débat d'entrée en matière. Je vous invite, vous l'aurez compris, à accepter cette entrée en matière conjointe sur les trois objets soumis à votre approbation, soit la loi fédérale relative aux objectifs en matière de protection du climat, l'arrêté fédéral sur le financement de l'encouragement de technologies et de processus innovants et l'arrêté fédéral sur le financement du programme extraordinaire de remplacement des installations de chauffage.

**Stark Jakob (V, TG):** Gute Politik ist wie gute Musik: Sie braucht einen Rhythmus. Grosse Themen verlangen den Doppeltakt: Ziele in der Verfassung, Umsetzung im Gesetz. Dem trägt die Gletscher-Initiative eigentlich Rechnung. Sie will die Ziele der Schweizer Klimapolitik in einem neuen Artikel 74a der Bundesverfassung formulieren; die Massnahmen zur Erreichung der Ziele sollen in der Ausführungsgesetzgebung festgelegt werden. Der direkte Gegenentwurf des Bundesrates hält dieses Prinzip ebenfalls ein und will die Ziele ebenfalls in die Verfassung schreiben.

Nun liegt uns aber weder das eine noch das andere vor, sondern es ist ein indirekter Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative. Dieser Entwurf ist nun leider böse aus dem Takt geraten. Der Rhythmus stimmt nicht mehr bzw. man findet ihn nur noch im Titel: Der Titel heisst jetzt "Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz". Im Gesetz enthalten sind aber neben den Zielen nun auch Massnahmen zur Erreichung der Ziele, Technologieförderung einerseits, Heizungsersatz andererseits. Dies gehört nicht in dieses Gesetz, sondern ins CO<sub>2</sub>-Gesetz, dessen Revision dringlich ansteht; die Vernehmlassung wurde bereits vor einem halben Jahr abgeschlossen. Im vorliegenden Erlass soll es nur um die Ziele der eidgenössischen Klimapolitik gehen. Es soll, wie Sie auch in der Botschaft auf Seite 9 nachlesen können, ein "Rahmengesetz" sein.

Den Verzicht auf eine Verankerung der Ziele der Klimapolitik in der Bundesverfassung mag man aus Zeitgründen noch akzeptieren. Dass man nun aber das Ziel- oder Rahmengesetz für gesetzliche Umsetzungsmassnahmen benützt, ist falsch – staatspolitisch, rechtstechnisch, sachlich. Statt auf die Ziele zu fokussieren und diese in einem übergreifend akzeptierten Kompromiss festzuhalten, stehen bereits wieder die Massnahmen im Vordergrund der Diskussion. Es entsteht zudem eine Doppelspurigkeit mit dem CO<sub>2</sub>-Gesetz, dessen Revision wie gesagt unmittelbar ansteht. Das weckt den Argwohn, dass eine Salamtaktik angewandt wird, das schafft Verwirrung, Intransparenz und Misstrauen – alles Dinge, die wir vermeiden sollten, insbesondere in wichtigen Themen.

Aus diesen Gründen beantragt Ihnen eine Minderheit der Kommission, die beantragten Massnahmen zur Technologieförderung und zum forcierten Ölheizungsersatz im Rahmen der Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes zu regeln, Artikel 6 und Artikel 50a EnG im vorliegenden Erlass zu streichen und gleichzeitig nicht auf die Finanzierungsvorlagen – die Bundesbeschlüsse 2 und 3 – einzutreten.

Für dieses Vorgehen sprechen auch energie- und finanzpolitische Argumente. Energiepolitisch sind wir zurzeit enorm gefordert, um die nötige erneuerbare Energie für die Dekarbonisierung bereitzustellen. Eine weitere Forcierung des Ausstiegs aus der fossilen Energie, die die Nachfrage nach elektrischer Energie ja verstärkt, ist zurzeit deshalb verkehrt. Wir müssen angesichts der Covid-19-Schulden und der zusätzlichen Belastungen, sei es durch die Ukraine-Flüchtlinge, sei es die Energiekrise oder anderes mehr, finanzpolitisch priorisieren. Es ist deshalb auch unter diesem Aspekt richtig, die vorgesehenen Ausgaben von 3,2 Milliarden Franken für die Technologieförderung und den forcierten Ölheizungsaustritt um zwei oder drei Jahre zu verschieben.

Ich hoffe sehr, dass das Parlament den Rhythmus in der Klimapolitik finden und auch in Zeiten der Dringlichkeit die Machbarkeit und Umsetzbarkeit im Auge behalten wird. Wenn wir alles gleichzeitig machen wollen, werden wir nichts rechtzeitig tun. Ich empfehle Ihnen deshalb die folgende Priorisierung: erstens die Energiepolitik; zweitens ein Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz, das ganz "sec" formuliert ist; drittens die Totalrevision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes.

**Rieder Beat (M-E, VS):** Ich bitte um Verständnis, dass wir hier in der zweiten Phase einer parlamentarischen Initiative eine Eintretensdebatte führen. Das ist sehr ungewöhnlich. Die Kommissionspräsidentin hat es erklärt, und ich versuche Ihnen jetzt, den Hintergrund des Einzelantrages Rieder – so heisst der Antrag – für eine Abspaltung eines Teils dieses Pakets in einen Entwurf 4 zu erklären. Der Antrag könnte übrigens genauso gut Antrag Zanetti, Antrag Stark oder Antrag Mazzone oder wie auch immer heissen, weil die Kommission

AB 2022 S 718 / BO 2022 E 718

diesem Paket an und für sich mit 13 zu 0 Stimmen, das muss ich hier betonen, ihre Unterstützung zugesagt





hat. Aber das Parlament muss unverfälscht über die verschiedenen Pakete abstimmen können, und daher wäre es sehr gut, wenn mein Einzelantrag am Ende dieser Beratung durchkäme und wir separat über den Teil, den ich jetzt einmal als Solar-Initiative bezeichne, abstimmen könnten.

Ich versuche, Ihnen den Hintergrund dafür darzulegen, wieso die Kommission überhaupt dazu gekommen ist, ein relativ ungewöhnliches Verfahren zu wählen. Die Ausgangslage war diese: Der Bundesrat hat, gestützt auf Artikel 9 und Artikel 29 des Stromversorgungsgesetzes und Artikel 5 des Landesversorgungsgesetzes, mit Entscheid vom 7. September 2022 die Verordnung zur Einrichtung einer Wasserkraftreserve verabschiedet. Die Verordnung tritt am 1. Oktober 2022 in Kraft. Innerhalb eines kurzen Zeitraums hat er zusätzlich thermische Reservekraftwerke und einen Rettungsschirm für die Grosskonzerne beschlossen, eine Sparkampagne lanciert und eine Restwasserverordnung in Auftrag gegeben. Es wird auch diskutiert, bei der Verordnung bezüglich Notstromaggregaten Hand zu bieten. Das sind die Entscheide, die uns im Verlauf dieses Jahres auf den Tisch gelegt wurden.

Die Voraussetzung für diese Entscheide ist die Beurteilung des Bundesrates, dass die Versorgung der Schweiz mit Strom in den kommenden Wintern 2022 und 2023 gefährdet ist. Das ist die Ausgangslage dieser Diskussion. Ursache ist ein Angebotsschock auf den europäischen Strom- und Gasmärkten. Die Folge ist ein exorbitant steigender Strompreis, der auf eine Mangellage schliessen lässt und dem nur durch eine Angebotsausweitung einerseits und/oder Sparmassnahmen andererseits begegnet werden kann.

Wir beraten seit Herbst letzten Jahres das Energie- und das Stromversorgungsgesetz. Wir hatten auch innerhalb der Kommission eine konsolidierte Position, der zufolge in der Schweiz im Winterhalbjahr mindestens 2 Terawattstunden Strom fehlen, allenfalls sogar 5 bis 10 Terawattstunden. Im Durchschnitt der letzten zwanzig Jahre haben wir 4 Terawattstunden Strom zu wenig produziert. Das ist das Problem, das es zu lösen gilt.

Wir können es mittel- und langfristig lösen. Damit werden wir uns nächste Woche beschäftigen. Was können wir als Gesetzgeber aber kurzfristig überhaupt tun? Die Antwort der UREK-S ist klar: eine Solarenergieproduktion im grossen Stil für das Winterhalbjahr in der Schweiz. Das ist die Antwort Ihrer Kommission, deshalb haben wir dieses Verfahren auch gewählt. Dieses Ziel erachten wir als absolut prioritär. Daher haben wir einen Weg gesucht, um es mittels eines dringlichen Bundesgesetzes noch in der Herbstsession durch den Rat zu bringen. Das "Fahrzeug", das ausgewählt wurde, ist die Gletscher-Initiative bzw. der Gegenvorschlag dazu. Dieser hat inhaltlich einen nicht zu übersehenden Konnex mit dem Problem, zudem steht er im Differenzbereinigungsverfahren, womit er per Ende Session reif für die Schlussabstimmung sein wird.

Wir sind aber der klaren Überzeugung – zumindest ich bin es –, dass wir dem Parlament die Möglichkeit geben müssen, über die vier Pakete getrennt abzustimmen. Von daher rührt mein Abspaltungsantrag. Wir wollen die unverfälschte Willenskundgabe des Parlamentes nicht verhindern. Mit anderen Worten ausgedrückt: Wir hängen zuerst zwei, drei Waggons an einen fahrenden Zug an, fahren einen Teil mit, koppeln das Ganze ab und machen eine eigene Gesetzesvorlage, die wir dann im September durch beide Räte schleusen wollen.

Was will dieser Vorschlag mit Bezug auf die Möglichkeiten zur Produktion von elektrischer Energie genau? Ich beschränke mich auf Artikel 71a des Entwurfes. Wir beantragen Ihnen, wie das die Präsidentin bereits gesagt hat, eine gesetzliche Grundlage für grosse Fotovoltaikanlagen zu schaffen. Dies ist verbunden mit gewissen Konditionen: Mindestproduktion von 20 Gigawattstunden im Jahr, das bedeutet eine Solarfläche von über 100 000 Quadratmetern. Mindestens 45 Prozent dieser Produktion müssen für das Winterhalbjahr zur Verfügung stehen. Nach oben limitieren wir das Ganze auf eine Produktion von 2 Terawattstunden, was exakt der vom Bundesrat geschätzten Lücke im Winterhalbjahr entspricht. Das wollen wir bis Ende September 2022 in einem dringlichen Bundesbeschluss bewilligt und finanziert haben.

Die Begrenzung dieses Beschlusses – das ist sehr wichtig – erfolgt sowohl bezüglich der Grösse der Anlagen als auch bezüglich der Leistung für das Winterhalbjahr und der Gesamtproduktion, die wir vorsehen. Zudem gibt es eine zeitliche Limitierung bis 2025. Bei der Beurteilung dieser Massnahme gehen wir davon aus, dass die Versorgung zumindest auch für die Folgejahre gefährdet ist und wir in den nächsten Jahren keine Alternativen zu dieser Massnahme haben. Ich betone noch einmal: Aus Sicht der UREK-S haben wir keine Alternativen, hier kurzfristig als Gesetzgeber etwas zu tun. Dies allein rechtfertigt es, ein solches Vorgehen zu beantragen, und wohl deshalb hat die Kommission einem solchen Vorgehen einstimmig zugestimmt.

Alle wissen, dass wir unsere generell-abstrakte Gesetzgebung auch auf konkrete Projekte ausrichten und orientieren. Es ist so, dass zwei Projekte im Wallis bestehen, in Grenchols und in Gondo. Aber viel wichtiger ist, dass mit dieser Gesetzgebung ein Rahmen geschaffen wird, mit dem wir bereits initiierte Projekte innert kürzester Frist verwirklichen können. Es ist nun einmal so, dass dieser kleine Bezirk im Wallis, östlich von Raron – ich komme nicht von dort –, auf der Nordseite das grösste Wasserreservoir hat, den Aletschgletscher, und bei der Grosswasserkraft Grosse leisten könnte. Auf der Südseite liegt das Saflichstal, das in keinem Schutzgebiet steht. Es hat eine West-Ost-Ausrichtung. Dieses könnte man mit einer Solaranlage, die eine





Produktionsleistung von 1 bis 2 Terawattstunden bringt, bestücken.

Ich glaube, diese Chance dürfen wir uns heute nicht entgehen lassen. Ich sage nicht, dass das nun die Lösung für alle Probleme in der Schweiz ist. Aber es könnte ein Türöffner für eine Mehrproduktion in der Schweiz sein. Wir wissen nun, dass wir seit Jahrzehnten bei der Mehrproduktion von Elektrizität keine Erfolge haben. Alle Projekte werden mehr oder weniger blockiert. Das Paradebeispiel – das kennen Sie alle – ist jenes bei der Grimsel. Nach zwanzig Jahren sind wir zurück auf Feld eins. Es braucht meines Erachtens ein Zeichen dieses Parlamentes, was wir kurzfristig machen können und was wir kurzfristig zu riskieren bereit sind, um diese Mangellage zu bekämpfen.

Es zeigt sich aufgrund der Faktenlage, dass Sie das nur im Bereich der Fotovoltaik-Grossanlagen leisten können. Wir können jeden einzelnen anderen Stromproduktionsbereich miteinander durchdiskutieren – Sie finden keine andere Lösung. Ich bin der Meinung, dass der Ständerat in der Schweiz genau das richtige Organ ist, um hier endlich einmal ein Zeichen zu setzen, ein Zeichen, das auch auf dem Markt wahrgenommen wird und vielleicht dazu beiträgt, dass wir mittel- und langfristig sinkende Preise haben und weniger in einem Krisenmodus steuern als bis anhin.

Ich bitte Sie daher, auf die Vorlagen einzutreten, dem Abspaltungsantrag zuzustimmen und dann im Endeffekt auch diesem Paket 4 zuzustimmen. Die Detailberatung wird selbstverständlich komplex werden. Es gibt einige vernünftige Zusatzanträge. Aber wir dürfen doch den Fokus nicht verlieren: Die Kommission möchte bis Ende September ein dringliches Bundesgesetz verabschieden, das es uns erlaubt, kurzfristig bis zu 2 Terawattstunden Strom zu realisieren. Ich danke für die Unterstützung.

**Reichmuth** Othmar (M-E, SZ): Ich möchte vorausschicken, dass ich für das Vorgehen bin, wie es jetzt von Kollege Rieder geschildert wurde: Ich plädiere für Eintreten, dann für die Aufspaltung der Vorlage und schliesslich für Zustimmung zu den jetzt zu diskutierenden Vorlagen. Dies tue ich, obwohl ich grundsätzlich der Meinung bin, dass wir nicht immer gleich auf jede Initiative mit einem indirekten Gegenvorschlag reagieren sollten. Würden wir diesem Grundsatz hier ebenfalls nachleben und die Initiative oder einen direkten Gegenvorschlag zur Abstimmung bringen, so würde das Netto-null-Ziel in der Verfassung verankert. Das wäre aus meiner Sicht durchaus begrüssenswert. Ich meine, dass dieses wichtige Netto-null-Ziel aufgrund der Tragweite und der Auswirkungen – wir diskutieren ja heute einige davon – durchaus den Verfassungsrang verdient hätte.

AB 2022 S 719 / BO 2022 E 719

Nun ist es aber anders. Ich sehe das Risiko und die zeitliche Dimension eines solchen Vorgehens. Aktuell ist Handeln das Gebot der Stunde. Ich meine: Ja, wir handeln mit diesem indirekten Gegenentwurf, und zwar vor allem auch, aber nicht nur, mit der Ergänzung, die Ihre Kommission zum schnellen Zubau der grossflächigen Fotovoltaikanlagen mit der Ausrichtung auf die Winterproduktion macht. Doch auch mit der Kernvorlage, so wie sie vom Nationalrat aufgegleist wurde, wird gehandelt.

Wenn wir der Initiative mit einem indirekten Gegenvorschlag begegnen, ist es nicht mit leeren Zielvorgaben getan, sondern ist es richtig, dass wir da Lösungsansätze aufzeigen. Die Vorlage nimmt Rücksicht auf die regional unterschiedlichen Voraussetzungen; das ist richtig so. Sie löst auch Kosten aus, das ist nicht zu vermeiden. Doch sind diese als Investitionen in die Forschung, in Technologien und schlussendlich in Arbeitsplätze und in das örtliche Gewerbe zu betrachten.

Darum bitte ich Sie, auf all diese Vorlagen einzutreten und ihnen möglichst im Sinne des Nationalrates und Ihrer Kommission schlussendlich auch zuzustimmen.

**Müller** Damian (RL, LU): Die langfristige Klimastrategie der Schweiz ist von entscheidender Bedeutung. Doch wir alle wissen, dass wir beim Thema Klima den Blick auf das Machbare legen sollten. Nur so lassen sich die Massnahmen auch umsetzen, nur so werden sie von der breiten Bevölkerung mitgetragen. Das hat uns die Vergangenheit gelehrt.

Ich habe mir zu Beginn der Beratung ernsthaft die Frage gestellt, ob wir bei dieser Initiative wirklich einen indirekten Gegenentwurf brauchen. Denn Hand aufs Herz: Wenn wir ehrlich sind, brauchen wir zuerst ein anständiges CO<sub>2</sub>-Gesetz. Stattdessen wurden im indirekten Gegenentwurf nun Massnahmen eingefügt, die wirklich nicht direkt mit der Vorlage zu tun haben. Die klimapolitischen Zeichen dürfen wir trotzdem nicht ausser Acht lassen: Hitzewellen in ganz Europa und auch bei uns, Gletscherschwund in noch nie gesehener Ausmass, Extremwetterereignisse, die immer grössere Schadenssummen hervorrufen. Deshalb bin ich zur Einsicht gekommen, dass wir schleunigst mit Massnahmen beginnen müssen.

Vor diesem Hintergrund begrüsse ich es, dass es mit der Kommissionsinitiative einen indirekten Gegenentwurf zur Volksinitiative "für ein gesundes Klima", der sogenannten Gletscher-Initiative, gibt. Der vorliegende





indirekte Gegenentwurf übernimmt die zentralen Punkte des direkten Gegenentwurfes, das ist entscheidend. Beispielsweise dürfen Gebäude und Verkehr im Jahr 2050 kein Treibhausgas mehr ausscheiden, und es gibt endlich einen Absenkpfad, der vorgibt, wie wir dahin kommen.

Der indirekte Gegenentwurf muss in meinen Augen aber noch in einem Punkt justiert werden. Ursprünglich waren während zehn Jahren bis 200 Millionen Franken pro Jahr aus dem allgemeinen Bundeshaushalt für den Ersatz von fossilen Heizungsanlagen und elektrischen Widerstandsheizungen, für Wärmepumpen oder für einen Anschluss an ein Fernwärmenetz vorgesehen. Über den finanziellen Anreiz sollen möglichst rasch zusätzliche Heizungsanlagen ersetzt und so die CO<sub>2</sub>-Emissionen des Gebäudeparks und der Strombedarf im Winter weiter gesenkt werden. Da der Markt aber bereits heute Schwierigkeiten hat, die grosse Nachfrage in diesem Segment zu bedienen, haben wir einen Kompromissvorschlag eingebracht.

Es ist schon heute absehbar, dass es kaum möglich sein wird, 200 Millionen Franken pro Jahr für den Heizungersatz umzusetzen. Die Gründe liegen im vorherrschenden Fachkräftemangel und in den Lieferschwierigkeiten von Bauteilen. Es ist viel realistischer, wenn wir von 100 Millionen Franken pro Jahr während der nächsten zehn Jahre für den Heizungersatz ausgehen. Wir dürfen das Thema nicht überdrehen und etwas wollen, das wir am Ende gar nicht einlösen können; das wäre unredlich.

Die Mehrheit der Kommission ist dem Antrag gefolgt und beschränkt den Einsatz der Mittel beim Heizungersatz auf 100 Millionen Franken pro Jahr. Die Ausweitung der Massnahme in den Gebäudebereich ist sinnvoll und dem langfristigen Ziel netto null 2050 zweckdienlich. Zudem wurde beschlossen, dass sich das Programm verstärkt auf die bestehenden Förderungsstrukturen abstützen soll, insbesondere des Gebäudeprogramms von Bund und Kantonen. Ich erlaube mir, es hier deutsch und deutlich zu sagen: Bei der Gletscher-Initiative war nie die Rede von einer solchen Massnahme. Wenn man uns jetzt Druck auferlegen will, damit wir unbedingt eine grosse Summe für eine Massnahme vorsehen, finde ich das persönlich unredlich, denn es geht hier ums Klima und nicht per se ums Geld. Insbesondere müssen die Kantone ebenfalls mitmachen. Diese Programme laufen bekanntlich weiterhin.

Der letzte Punkt dazu: Ich empfehle Ihnen somit, einzutreten und dann bei Artikel 50a, bei diesen 100 Millionen Franken, der Mehrheit zu folgen.

**Thorens Goumaz** Adèle (G, VD): Il y a un an, nous nous en souvenons tous, le peuple suisse rejetait la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>. Aujourd'hui, nous avons une première et excellente occasion de relancer concrètement la politique climatique en Suisse "de manière habile et honnête" – j'aimerais ainsi reprendre les mots de notre rapporteuse et présidente de commission, qui a dit tout à l'heure que nous avons travaillé de manière habile et honnête. Je pense qu'il est habile et honnête également déjà maintenant, dans ce contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers, de prendre des mesures concrètes: il ne faut pas attendre. Nous n'avons tout simplement plus le temps d'attendre.

Aujourd'hui est justement un moment décisif pour reprendre pied dans la politique climatique suisse et, surtout, pour dépasser les blocages du passé. En effet, votre commission a appris, tout comme le Conseil national, de l'échec de l'année passée de la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>. Dès lors, ce projet ne repose ni sur des montages trop complexes ni sur des instruments controversés: il est simple, il est abordable, il est efficace et il est acceptable à la fois économiquement et socialement. C'est un projet équilibré, qui tient tout particulièrement compte de celles et ceux pour lesquels la transition vers le zéro émission nette est plus difficile. Non seulement les zones périphériques et les zones de montagne sortent encore renforcées du traitement de cet objet par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats, mais aussi les personnes financièrement défavorisées, puisque l'acceptabilité sociale est explicitement ancrée dans le projet.

C'est aussi un projet très complet, qui met l'accent sur la nécessité d'une adaptation aux effets négatifs du changement climatique – nous avons vu cet été combien c'est un point important, voire vital. C'est aussi un projet qui tient compte des derniers développements technologiques. Cela n'a pas encore été dit dans ce débat: certains des derniers développements technologiques sont une chance, notamment le retrait de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère – la captation et le retrait de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire les émissions négatives. Ce point peut désormais être ancré dans la loi grâce à ce projet.

Ce projet permet ainsi à la Confédération d'assumer le rôle qui est le sien en matière de transition écologique, celui de rendre accessible aux particuliers comme aux entreprises les solutions leur permettant de réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>.

Une grande liberté est laissée aux acteurs – je pense que c'est un point caractéristique de ce projet – pour réaliser la transition vers le zéro émission net via des actions concrètes qui leur conviennent. Le Conseil fédéral se contente en effet de fixer des objectifs et de donner aux acteurs des moyens, que ce soient des moyens





financiers ou des moyens en termes de compétences techniques, pour atteindre ces objectifs. Ce sont en particulier les différentes branches économiques et les entreprises qui décideront concrètement comment elles réduiront leurs émissions.

Le secteur financier est aussi pris en compte dans ce projet. C'est très important. C'était une demande de longue date dans les débats sur la politique climatique. Pour inclure ce secteur dans les efforts climatiques, on a choisi un instrument qui lui laisse une large marge de manoeuvre et qui lui conviendra, à savoir les conventions d'objectifs.

**AB 2022 S 720 / BO 2022 E 720**

Enfin, et cela me paraît un point essentiel, les collectivités publiques sont tenues de donner l'exemple dans ce projet. Elles sont soumises à des objectifs plus exigeants que les autres acteurs, et c'est la moindre des choses. Si l'on souhaite motiver les autres à avancer, il faut d'abord être exemplaire soi-même.

C'est enfin un projet équitable pour nos enfants, puisqu'il implique une trajectoire régulière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>; ainsi nous ne remettons pas à plus tard ce que nous pouvons faire aujourd'hui déjà et ne le faisons pas reposer sur les épaules d'autrui, en l'occurrence sur celles de nos enfants.

Pour que cela fonctionne, les mesures prévues doivent cependant être appliquées le plus rapidement possible. Nous n'avons plus de temps à perdre et nous devons agir tous ensemble. Dès lors, je vous encourage à prendre aujourd'hui des décisions qui permettront aux initiants de retirer leur texte et d'adhérer pleinement à ce projet. Cela renforcera ce projet et lui octroiera une crédibilité supplémentaire. Ceci signifie en particulier qu'il est indispensable de libérer les moyens financiers suffisants pour soutenir les mesures du programme d'impulsion dans le domaine du chauffage, c'est-à-dire de ne pas affaiblir la version du Conseil national en la matière, comme les initiants le demandent. Ce point est rendu plus urgent et important encore avec le risque de pénurie hivernale de gaz et d'électricité qui nous menace désormais cet hiver, mais probablement d'autres hivers à venir. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à gaspiller de l'énergie avec des bâtiments mal isolés et de maintenir des systèmes de chauffage inadaptés dans un tel contexte.

Pour les petits propriétaires, en particulier les familles ou les retraités, changer de système de chauffage ou isoler son logement représente un investissement considérable qui n'est souvent pas abordable, même avec la meilleure volonté du monde. Ces ménages doivent être soutenus dans leurs efforts. S'il est à la portée de tout le monde de baisser son chauffage cet hiver de quelques degrés, effectuer les travaux nécessaires pour s'émanciper des énergies fossiles ou pour économiser de l'énergie grâce à des mesures techniques dans le bâtiment, cela, chers collègues, n'est pas possible pour tous les ménages. Si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, il faut y mettre les moyens nécessaires. Nous ne pouvons pas attendre des petits propriétaires des investissements qu'ils ne sont pas capables de réaliser financièrement. Pour rappel, l'un des principes de ce projet est l'acceptabilité sociale; nous sommes au coeur de cette problématique.

Par ailleurs, sans soutien conséquent dans le domaine de l'assainissement énergétique des bâtiments, nous allons continuer à avancer au rythme actuel. Les derniers chiffres dont nous disposons datent un peu – la situation s'est peut-être améliorée –; il s'agissait d'un pour cent du bâti assaini énergétiquement chaque année. Cela signifie que nous avons devant nous un siècle pour assainir le secteur du bâtiment et pour changer tous ces chauffages. Vous le savez comme moi: nous ne disposons pas de ce temps.

Selon l'OFEN, pour atteindre nos objectifs climatiques, nous devrions remplacer chaque année 30 000 chauffages à mazout ou à gaz par des pompes à chaleur ou des chauffages au bois. Cet engagement est considérable. Il ne se fera pas tout seul, nous devons mettre les moyens nécessaires pour réaliser cette transition. De plus, l'argent investi par la Confédération dans un tel programme d'impulsion pour le bâtiment crée des emplois, des activités économiques localement ancrées et au bénéfice de toutes et de tous.

L'Office fédéral de l'énergie a lancé récemment une offensive de formation – mieux vaut tard que jamais, je pense qu'on aurait dû le faire auparavant, mais enfin cela se fait – pour que le personnel nécessaire puisse être formé. La branche et les entreprises s'engagent aussi dans ce sens sur le terrain.

Cette transition dans le bâtiment est donc possible; elle est souhaitable. Il faut l'encourager.

Pour toutes ces raisons, je vous demande d'entrer en matière et de soutenir ce projet avec les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Je ne veux pas prolonger outre mesure, mais je dirai encore quelques mots sur le paquet solaire. Je vous recommande également de le soutenir tout en ayant à l'esprit que c'est un concept, c'est-à-dire que nous avons choisi trois mesures qui sont cohérentes, qui vont ensemble et qu'il faut toutes les soutenir, les trois, c'est-à-dire l'effort d'exemplarité de la Confédération dans le domaine du solaire, l'offensive sur le bâti, avec une exigence pour les nouvelles constructions également de fournir de l'énergie solaire, et enfin ces grands projets dans les Alpes dont nous aurons beaucoup à discuter, notamment avec la proposition de notre collègue





Z'graggen. Je pense que ce point doit être précisé, mais il doit impérativement aussi faire partie du paquet, car, encore une fois, c'est un concept cohérent qui est nécessaire et urgent. Je vous encourage également à le soutenir de manière séparée, comme M. Rieder l'a expliqué tout à l'heure.

**Noser Ruedi (RL, ZH):** Herr Stark hat in seinem Votum gesagt, in der Politik brauche es den richtigen Takt, die richtige Melodie, den richtigen Zweiklang. Ich persönlich bin der Ansicht, es brauche auch noch die richtige Musik, und damit man die richtige Musik auswählt, braucht es zuerst eine richtige Analyse. Dazu gehört, dass man sich überlegt, welches eigentlich die Krisensituation ist, in der wir stecken.

Das ist eine vielfältige Krise. Zunächst haben wir vermutlich eine Strommangellage im Winter dieses Jahres. Diese Vermutung beruht darauf, dass man politisch gewisse Sanktionen beschlossen hat, die die Energiewelt in der EU komplett über den Haufen geworfen haben. Die Sanktionen, die verhängt wurden, unterstütze ich persönlich, damit habe ich keine Probleme. Aber Sie gehen mit mir einig: Uns alle verbindet die Hoffnung, dass diese Krise eine kurzfristige Krise ist und dass die Lager sich endlich einigen. Ich sage dies noch mit der Klammerbemerkung, dass die nationalen Interessen der Ukraine dabei gewährleistet sein sollten. Aber die Hoffnung besteht, dass diese Krise im nächsten Winter dank der Hilfe vieler nicht mehr andauern wird.

Dann haben wir aber noch eine zweite Krise. Wir haben auch nächstes Jahr und übernächstes Jahr eine Strommangellage, und zwar, weil wir nicht im EU-Markt eingebunden sind, weil wir mit den Leitungen Probleme haben und weil wir mit den Informationen Probleme haben. Dann gibt es vielleicht auch noch die eine oder andere Retourkutsche, die es nicht gegeben hätte, wenn ...; ich komme darauf zurück. Das ist die zweite Krise. Das heisst, wir werden 2024, 2025 und vielleicht auch 2026, 2027 – je nachdem, wie wir handeln – weiterhin eine Strommangellage haben, die aber nicht mehr ganz so ausgeprägt sein wird, weil vielleicht auf der fossilen Seite das eine oder andere Problem gelöst ist. Aber die Strommangellage bleibt; das ist also die zweite Krise. Das heisst, wir haben eine Krise diesen Winter, und wir werden wegen der Strommangellage eine längerfristige Krise haben.

Aber wir haben auch noch eine dritte Krise, und diese ist jetzt schon im Gang: Die Wirtschaft kann die Preise nicht mehr bezahlen, oder viele Firmen können die Preise nicht mehr bezahlen. Es ist relativ müssig zu sagen, sie hätten hier Vorsorge treffen sollen. Viele haben Vorsorge getroffen, und ich gehe davon aus, dass zwei Drittel der Wirtschaft diesen Winter noch kein Problem haben, aber ein solches im nächsten oder im übernächsten Winter eintreten wird. Die Vorsorge reicht in Gottes Namen nur für ein, zwei oder drei Jahre, und wer Pech hat, dass sein Vertrag 2022 gerade ausläuft, der steckt halt schon jetzt ziemlich im Dreck. Das ist die dritte Krise, die wir haben. Ihre UREK-S hat versucht, für all diese Krisen eine Antwort zu formulieren.

Jetzt möchte ich die Debatte hier noch etwas einordnen, auch für jene Kollegen, die nicht in der UREK-S sind. Am 22. September werden wir über den Mantelerlass diskutieren. Ich kann Ihnen diesbezüglich versprechen, auch wenn Sie ihn noch nicht angeschaut haben: Im Mantelerlass ist alles technologieneutral gelöst, geschrieben und formuliert; Wasser-, Solar- und Windenergie, Methantransformation, Speicherlösungen usw. – alles ist technologieneutral formuliert. Dafür möchte ich meinen Kolleginnen und Kollegen der UREK-S danken. Das ist alles dort gelöst.

**AB 2022 S 721 / BO 2022 E 721**

Wie der Berichterstatter zum Mantelerlass, Herr Beat Rieder, gesagt hat, zieht man jetzt etwas vor, das man beschleunigen kann. Wie Herr Rieder gesagt hat, gilt dieses Gesetz, das wir jetzt vorziehen, nur während drei Jahren und wird dann vom technologieneutralen Mantelerlass komplett abgelöst. Das ist das Konzept Ihrer UREK-S; so wollen wir das machen. Das hat Hand und Fuss, weil man damit wirklich etwas beschleunigen kann.

Herr Rieder wie auch Herr Reichmuth haben zum Inhalt schon gesagt, was zu sagen ist. Ich schliesse mich den beiden Voten an, möchte aber noch zwei, drei andere Punkte erwähnen, die für mich wichtig sind.

Der erste wichtige Punkt ist für mich: Wir sollten über Verantwortung sprechen. Herr Stark, wenn wir nicht eintreten, nehmen wir natürlich auch keine Verantwortung wahr. Das geht meiner Ansicht nach nicht. Man kann darüber diskutieren, ob der Bundesrat kurzfristig mehr Verantwortung übernehmen und entschiedener handeln müsste. Darüber kann man diskutieren. Ich sage Ihnen aber einfach grundsätzlich einen Satz: Wer in einer Krise Verantwortliche sucht und selber nicht handelt, ist einfach auf dem falschen Dampfer.

Selbstverständlich wünsche ich mir vom Bundesrat noch etwas anderes, und ich nehme an, jeder hier drin hätte auch noch einen Wunsch an den Bundesrat. Aber erstens würde ich mir gestatten, dies dem betreffenden Bundesrat unter vier Augen zu sagen, und zweitens werden wir viele Wünsche haben, die der Bundesrat schlussendlich selektieren muss. Die Frage ist: Haben wir hier im Parlament den Willen zu handeln? Das ist die Grundsatzfrage. Notabene glaube ich, dass das den Bundesrat auch bei seinen Arbeiten unterstützen





würde. Darum ist Nichteintreten für mich schlicht und einfach keine Option – es tut mir leid.

Was wir ermöglichen können, ist, der Bevölkerung Zuversicht zu geben. Wir geben ihr die Zuversicht, dass wir in der Lage sind, unsere Probleme zu lösen. Bedenken Sie, was allein schon bei den beiden Projekten passiert, die mein Vorredner, Kollege Rieder, erwähnt hat: Die Verantwortlichen glauben jetzt plötzlich daran, dass ihr Projekt entstehen kann. Sie beginnen plötzlich zu verstehen, dass sie ein Masterpiece machen müssen. Sie verstehen, dass sie jetzt schnell handeln müssen, weil wir schnell handeln. Sie verstehen, dass sie jetzt ihre Pläne über den Haufen werfen und sich anders organisieren müssen, wenn plötzlich Investoren dastehen und sagen, dass sie mitmachen. Da sage ich Ihnen: Das löst in diesem Land Zuversicht aus.

Warum ist diese Zuversicht wichtig? Wollen Sie den Bürgerinnen und Bürgern sagen, sie sollen eine Wärmepumpe kaufen? Wollen Sie den Bürgerinnen und Bürgern sagen, sie sollen ein Elektroauto kaufen, und sollen sie dann gleichzeitig nur noch zusammen mit dem Partner bzw. der Partnerin duschen? Soll das die konstruktive Ansage sein? Frau Bundesrätin, Sie gestatten mir die Bemerkung – ich weiss es aus dem Eigenversuch, und Doris Leuthard hat es auch schon gesagt -: Zusammen duschen kann mehr Strom brauchen als einzeln duschen.

Das ist doch nicht die Message, die wir den Leuten geben sollten. Wir sollten den Leuten doch vielmehr die Message geben: Wir streben eine Energiewende an, die auf Strom basiert, und wir sind bereit, den Strom dafür zu organisieren – und dafür braucht es Kompromisse. Das sage ich als einer, der ökologischen Fragen gegenüber sehr offen ist. Es braucht Kompromisse. Erneuerbare Energien brauchen auch Ressourcen. Nicht nur nichterneuerbare Energien brauchen Ressourcen, auch erneuerbare Energien brauchen Ressourcen. Wenn es uns gelingt, im Wallis in einem Ost-West-Tal 2 Terawattstunden zu produzieren, wenn das funktioniert, dann glaube ich auch, dass der eine oder andere Bürger plötzlich darüber nachdenken wird, ob er nicht mehr Solarzellen bei seinem eigenen Haus aufstellen soll.

Die Menschen brauchen Leuchttürme, und diese geben wir ihnen mit diesem Projekt. Wir brauchen Leuchttürme, und deshalb ist es auch berechtigt, diesen Teil aus der Vorlage vorzuziehen.

Man könnte jetzt darüber sprechen, dass man auch Projekte der Wasserkraft vorziehen könnte. Es gäbe das eine oder andere Projekt. Das Grimsel-Projekt könnte man vermutlich beschleunigen. Das wäre eine Möglichkeit; das kann man auch in diese Vorlage hineinbringen. Ich gehe davon aus, dass es im Nationalrat eine solche Diskussion geben wird. Man kann vielleicht auch das eine oder andere Windrad in diese Vorlage hineinbringen. Aber als Leuchttürme für den Bürger sind diese beiden Dinge ungeeignet. Denn keiner wird im Garten ein Windrad aufstellen oder eine Staumauer bauen. Das Einzige, was die Bürgerin und der Bürger im Land beitragen können, ist, dass sie oder er auch bei der Solarenergie mitmacht. Darum macht es auch Sinn, dass wir diese Bestimmung beschliessen. Darum bitte ich Sie wirklich von Herzen, dass wir das heute beschliessen.

Ich bitte die UREK-N und den Nationalrat, dass sie unsere Pace mitmachen. Ich möchte hier an die UREK-N und den Nationalrat gerichtet klar betonen: Wenn Sie andere Ideen haben, dann brauchen Sie vom Vorgehen her, das Kollege Rieder vorgeschlagen hat, eine Erlaubnis von unserer Kommission für ein Rückkommen. Ich glaube sagen zu dürfen, dass bei uns der Wille vorhanden ist, die demokratischen Rechte hochzuhalten und dem Zweitrat Respekt entgegenzubringen. Das heisst, falls die UREK-N neue Ideen hat oder andere Dinge diskutieren möchte, würden es die demokratischen Spielregeln verlangen – unabhängig davon, ob ich jetzt für oder gegen diese Ideen wäre –, dass wir das Rückkommen auch unterstützen. Das müsste dann relativ schnell gehen. Wir müssten das am Montagnachmittag beschliessen. Aber ich bin sicher, wir würden auch da kreativ sein und das schnell hinbekommen. Ich reiche damit der UREK-N und dem Nationalrat die Hand, damit sie die Pace, die wir vorlegen, unter Wahrung der demokratischen Rechte mitgehen können.

In diesem Sinn bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten. Ich habe jetzt nicht mehr über die CO<sub>2</sub>-Bilanz und über die Gletscher-Initiative gesprochen, weil Kollege Reichmuth alles gesagt hat. Aber ich möchte am Schluss doch noch etwas sagen: Wenn Sie die Massnahmen sehen, die der Bundesrat jetzt beschlossen hat, so werden diese unsere CO<sub>2</sub>-Bilanz zerstören. Das muss man auch einmal beim Namen nennen. Das gibt mir zu denken. Das ist mir nicht zuletzt ein Ansporn, jetzt im Mantelerlass, in dem man zu hundert Prozent auf erneuerbare Energie setzt, einen Effort zu machen, damit diese Massnahmen, die der Bundesrat kurzfristig beschlossen hat, möglichst schnell wieder aufgehoben werden können. Das ist auch unsere Aufgabe.

Darum bitte ich Sie, dem heute zuzustimmen und dem Antrag Rieder zu folgen. Zu den einzelnen Minderheitsanträgen äussere ich mich dann vielleicht noch einmal.

**Mazzone** Lisa (G, GE): C'est un véritable "spoiler" qu'on est en train de vivre. On est en train de tuer tout le suspense du "Mantelerlass", et vu que plusieurs éléments ont déjà été révélés par nos collègues Rieder et Noser, j'aimerais rappeler qu'une crise peut en cacher une autre.





La crise de l'approvisionnement énergétique cache la crise climatique. La crise climatique cache la crise de la biodiversité. On aura l'occasion d'en discuter lors du débat sur le "Mantelerlass".

De la même manière qu'une crise peut en cacher une autre, un projet de loi peut en cacher un autre. On a ici le contre-projet à l'initiative pour les glaciers. Si j'ai entendu correctement ce qui a été dit dans la salle, à part l'orthodoxie législative de notre collègue Stark, il y a non seulement une reconnaissance du besoin d'agir, mais aussi une adhésion sur le fond, de manière générale, au projet soumis. Je m'en réjouis, car il y a un besoin urgent. Ce besoin urgent se matérialise aussi par un besoin financier, en particulier quand il s'agit de remplacer des chauffages et de mettre en place une isolation. Il faut aussi remplacer les chauffages électriques. On parlait de crise de l'approvisionnement énergétique; là, il y a un intérêt de mettre à disposition une enveloppe suffisante pour récupérer les deux térawattheures qui sont grillés en hiver en raison des chauffages électriques, et on donne les moyens pour le faire. Les réponses qu'on apporte ici sont aussi cohérentes avec la situation actuelle. C'est pour cela que je me réjouis qu'on puisse avancer avec ce contre-projet. J'espère que les moyens seront suffisants pour relever les défis.

AB 2022 S 722 / BO 2022 E 722

Je parlais d'un projet de loi qui en cachait un autre; l'autre projet, c'est l'offensive solaire. Je dois le souligner: c'est le fruit d'une collaboration très constructive au sein de la commission. Le solaire, c'est cette énergie qui tombe du ciel et qu'on aurait tort d'ignorer. Le potentiel en Suisse, sur les toits et les façades, selon l'Office fédéral de l'énergie, représente 67 térawattheures par an; c'est absolument gigantesque. Ce sont des hypothèses qui sont par ailleurs plutôt conservatrices. Ce potentiel qu'on a sous la main donne le vertige; on se doit de l'utiliser.

Alors, il est clair que la production du solaire baisse en hiver en plaine, puisque le niveau d'ensoleillement n'est pas le même. Mais on peut toujours compter sur un niveau résiduel de 20 pour cent environ, ce qui représente toujours plus de 10 térawattheures par an. C'est donc vertigineux. Sur les infrastructures en montagne, par exemple les murs des barrages, il y a aussi un potentiel important qu'il faut utiliser.

Trop longtemps, le solaire a été relégué et considéré comme une énergie de seconde catégorie. Je suis très heureuse que les travaux de notre commission aient permis de replacer le solaire au rang d'énergie de première catégorie. Pour la Suisse, cela annonce un tournant. Face aux pénuries qui menacent, on reconnaît qu'utiliser le potentiel du solaire sera un des piliers de notre approvisionnement en électricité.

Ce qu'on propose, ce sont deux volets. D'une part, le solaire devient la norme et plus l'exception sur les nouveaux bâtiments. C'est l'absence de solaire qui devient l'exception. Ce changement de paradigme permet justement de reconnaître tout le potentiel à disposition, y compris sur les bâtiments de la Confédération, qui devrait être évidemment exemplaire. D'autre part, le second volet, c'est le solaire alpin, qui peut apporter une contribution à l'approvisionnement en électricité en hiver.

Je considère que la proposition de la commission est équilibrée et tient sur deux jambes avec les bâtiments d'une part, l'exploitation du potentiel du solaire alpin d'autre part. On peut discuter de la forme que pourrait prendre l'apport du solaire alpin. Nous aurons l'occasion d'en discuter lorsque nous traiterons certaines propositions. C'est allé peut-être un peu rapidement en commission, on peut certainement apporter de la nuance. Je soutiendrai, en partie en tout cas, la proposition Z'graggen. Mais ce qui est clair pour moi, c'est que, pour garder l'équilibre, on a besoin des deux jambes – j'aurai l'occasion d'y revenir: si on coupe une jambe à notre concept, l'équilibre est rompu.

Je vous invite à suivre cette logique en entrant en matière et dans la discussion par article.

**Zanetti** Roberto (S, SO): Man soll ja nicht wiederholen, was schon gesagt worden ist, und der Präsident hat zu Beginn der Session gesagt, wir sollen uns möglichst kurz fassen. Wirklich kurz gesagt, wir haben zwei Probleme: Wir brauchen mehr Strom und weniger CO<sub>2</sub>. Kollege Jakob Stark hat es dargelegt, er hat ja in der Regel immer etwas recht. Wenn wir aber nach seinem Rezept verfahren würden, dann verlieren wir einfach zu viel Zeit. Dieses schöne Aufdröseln in logische Schubladen wäre mir, ehrlich gesagt, auch lieber. Wir reden hier über den Gegenvorschlag, aber die ganze Debatte über den Mantelerlass und über das CO<sub>2</sub>-Gesetz wirkt natürlich auch etwas rein. Noch einmal: Wir brauchen mehr Strom und möglichst wenig CO<sub>2</sub>.

Ich lasse mich in diesem Zusammenhang immer von drei, vier Fragen leiten: Wie gross ist der energetische Nutzen? Mit welcher Massnahme können wir wie viel zusätzlichen Strom produzieren? Wie können wir den ökologischen Schaden möglichst klein halten? Wie können wir die Massnahme möglichst rasch umsetzen? Das sind die Fragen, die sich stellen.

Wenn ich an den vergangenen Montag und an die Verfassungsgerichtsbarkeit denke, stellt sich mir zusätzlich die Frage: Wie ist das alles mit möglichst geringen Regelverletzungen möglich? Unter uns gesagt: So, wie wir





in der Kommission gearbeitet haben, müssten vor allem den Kronjuristen unter uns gelegentlich die Haare zu Berge gestanden haben. Wir sind handwerklich ziemlich rassig und ohne den nötigen juristischen Feinschliff vorangegangen. Wenn man zügig vorwärtsmacht, kann man nicht noch filigrane Haarspalterei betreiben. Dennoch müssen wir uns hin und wieder vor Augen halten: Meinetwegen kann man die Verfahrensregeln elastisch interpretieren, aber sie dürfen nicht krass und mehrfach verletzt werden. Das geht meines Erachtens nicht. Das sind für mich die Randbedingungen. Das ist der Filter, den ich anwende, um all diese Einzelfragen, die sowohl hier beim Gegenentwurf als auch beim Mantelerlass auftreten, zu beantworten. Ein paar Antworten habe ich bereits gefunden.

Wir sagen: "Wir müssen vorwärtsmachen!" Gleichzeitig beschäftigen wir uns aber mit der Frage, ob wir 200 oder 100 Millionen Franken ausgeben wollen. Da kommen all die Marktanalytiker und sagen, der Markt könne das Geld gar nicht aufnehmen. Schauen wir doch mal, ob er es aufnehmen kann oder nicht. In diesen Minuten habe ich eine E-Mail erhalten. Die Basellandschaftliche Kantonalbank lanciert zusammen mit einem Energieversorger ein Produkt, damit man Heizungen ersetzt. Vielleicht gibt das einen Impuls. Wenn nicht, das heisst, wenn wir Geld gesprochen haben und der Markt es nicht aufnehmen kann, dann werden Kreditreste übrig bleiben. Das passiert hin und wieder. Bei Rüstungsgütern bewilligen wir gelegentlich auch Gelder, von denen wir von vornherein wissen, dass man sie gar nicht alle ausgeben kann. Ich wäre da für eine grosszügige Interpretation.

Von Kollege Noser ist mir in Erinnerung geblieben, dass er Kompromisse gefordert hat. Artikel 71a, Kollege Rieder hat es erwähnt, ist in der Kommission einstimmig und ohne Enthaltung durchgegangen. Ich muss Ihnen sagen, dass ein paar Kommissionsmitglieder über einen dunklen Schatten springen mussten – um nicht zu sagen, einen dunkelschwarzen Schatten. Wir haben das getan. Ich erwarte nun von der Gegenseite ebenso viel Flexibilität. Sie soll gelegentlich auch über ihre dunklen Schatten springen und irgendwo Verhältnismässigkeit walten lassen.

Die Geschichte der Leuchttürme wird immer wieder ins Spiel gebracht. Bei den Leuchttürmen gibt es ein Problem. Ich sage es mit einem Satz von Philipp Müller, dem unvergessenen Präsidenten einer hier auch vertretenen grossen Partei. Er sagte einmal, dass der Übergang vom Leuchtturm zum Armleuchter gelegentlich flussend sei. Ich sage Ihnen: Wenn wir Leuchtturmprojekte anstreben, riskieren wir, dass plötzlich ein Rohrkrepiierer entsteht und die Sache in einer allfälligen Referendumsabstimmung stirbt. Ich erinnere an die Volksabstimmung über das Jagdgesetz. In der Kommission entwickelte sich eine Eigendynamik. Alle Verrücktheiten fanden Mehrheiten, im Rat ebenso. Was passierte in der Volksabstimmung? Es gab einen Rohrkrepiierer. Beim CO<sub>2</sub>-Gesetz pokerte vielleicht die andere Seite des Spektrums ein bisschen hoch. Es gab damals auch Mehrheiten in der Kommission und Mehrheiten im Plenum, und peng, in der Volksabstimmung gab es einen Rohrkrepiierer.

Wir müssen aufpassen, dass wir das hier sowohl beim Mantelerlass als auch bei diesem Gegenentwurf nicht machen. Deshalb: Ja, Kompromissbereitschaft ist auf allen Seiten nötig, und Leuchttürme und Rohrkrepiierer sollten wir uns als gleichwertige Bilder immer vor Augen halten, damit wir nicht allzu übermütig werden.

Selbstverständlich bin ich für Eintreten und für ein zügiges Vorwärtsmachen, wenn man Heizungen ersetzen soll. Selbstverständlich bin ich dafür, dass wir dort, wo wir vielleicht ein bisschen allzu elastisch vorgegangen sind, nachträglich noch ein bisschen justieren. Wir haben entsprechende Einzelanträge auf dem Tisch, die ich vorurteilsfrei prüfen und denen ich allenfalls differenziert zustimmen werde.

Ich bitte Sie ebenfalls um Eintreten und Zustimmung zu Feinjustierungen, damit der Leuchtturm eben nicht zu einem Rohrkrepiierer wird.

**Bischof** Pirmin (M-E, SO): Ich bin mir auch nicht sicher, ob wir mit unserer Energiepolitik, die wir heute machen, wirklich einen gesetzgeberischen Schönheitspreis gewinnen würden. Nehmen Sie als Massstab den grossen Gesetzesredaktor Eugen Huber, der vor weit über hundert Jahren unser ZGB und unser OR entworfen hat: Er würde vielleicht den Kopf schütteln, wenn er uns hier so zuschauen würde.

AB 2022 S 723 / BO 2022 E 723

Aber er hatte es auch etwas einfacher. Er hatte etwa sieben Jahre Zeit für ein grosses Gesetzeswerk, und in dieser Zeit hat sich praktisch nichts verändert. Sein Gesetz gilt heute noch praktisch unverändert. Wir sind in der Energiepolitik in einer völlig anderen Ausgangslage. Selbst in der kurzen Zeit, seit der Bundesrat seine Botschaft zum damals noch direkten Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative lanciert hat, hat sich die Energiewelt massiv verändert. Das wissen wir alle, das ist inzwischen eine Banalität, aber das hat gesetzgeberische Folgen.

Wir versuchen jetzt mit einer gewissen Hektik mehrere Probleme gleichzeitig im Rahmen einer ganzen Reihe





von Gesetzen zu lösen. An sich wollen wir weltweit das Klimaproblem lösen, und das hat insbesondere über die Energiepolitik zu erfolgen – in allen Ländern. Dafür hatte man auch eine gewisse Zeit und einen gewissen Vorlauf. Jetzt ist in kurzer Zeit ein neues Problem dazugekommen, an das man erstaunlicherweise nicht gedacht hat, und das ist die Versorgungssicherheit unseres Landes mit Energie.

Jetzt hat das positive Auswirkungen, denn zum Teil ergänzen sich diese beiden Ziele: Wir bauen alpine Gross-Solaranlagen und machen Vorschriften, dass Restwasser zurückbehalten werden muss, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten. Oder der Bundesrat schickt sich jetzt an, unsere zum Teil sklerotischen Verfahren mit einer Beschleunigungsvorlage zu entschlacken. Das hat alles zum Ziel, sowohl in der Klimafrage vorwärtszukommen – mehr Zubau von erneuerbaren Energien – als auch die Versorgungssicherheit unseres Landes zu verbessern.

Aber das ist eben nicht überall so, es gibt auch eklatante Widersprüche zwischen diesen beiden Zielen. Es ist natürlich ein eklatanter politischer Widerspruch, wenn wir einerseits aufgrund von Klimaüberlegungen aus der fossilen Energiewelt aussteigen und andererseits jetzt neu Gaskraftwerke bauen wollen, um die Versorgungssicherheit zu wahren. Das unter einen Hut zu bringen, schaffen wir heute nicht mit diesem Gegenvorschlag allein; das alles unter einen Hut zu bringen, ist für die nächsten Monate und Jahre eine grosse Herausforderung.

Die Eckpunkte sind erwähnt worden. Das CO<sub>2</sub>-Gesetz ist gescheitert. Eigentlich wäre es der Ankerpunkt für die Klimapolitik gewesen; so war es vom Bundesrat angedacht. Das haben wir nicht mehr, und es wird jetzt in einer Neuauflage kommen. Der Mantelerlass hat eigentlich zum Ziel, die Versorgungssicherheit zu verbessern. Er wird demnächst vorgelegt werden. Da gibt es auch Widersprüche zur fossilen Politik. Auf die Ideen in den schnellen Vorlagen, wenn ich sie so nennen darf, wären wir noch vor einem Jahr nicht gekommen. In einem dringlichen Bundesgesetz unter Umgehung sämtlicher bisherigen Verfahrensvorschriften grosse Alpen-Solaranlagen zu bewilligen, ist ein mutiger Schritt. Es ist gesetzgeberisch gesehen ein kühner und meines Erachtens in dieser Situation ein richtiger Schritt. Sie haben gesehen, dass es hier erstaunlicherweise über alle politischen Lager hinweg Einigkeit gab, um die beiden Ziele zu erreichen.

Wir müssen einfach bei zwei Dingen aufpassen:

Erstens sollten wir die gesetzgeberische Glaubwürdigkeit einigermaßen bewahren. Bei all der Hektik, die wir schon in der Covid-19-Zeit erfahren haben, sind wir jetzt dankbar für das Zweikammersystem, das wir haben. Denn all die schnellen gesetzgeberischen Ideen, die wir entwickeln, sollten im Sinne des Vieraugenprinzips mindestens noch ein zweites Mal reflektiert werden. Das schaffen wir, glaube ich, auch unter Beachtung der Verfassung, die wir haben.

Zweitens sollten wir die Finanzen nicht aus den Augen verlieren. Der Finanzminister hat gestern über die Bundesfinanzen gesprochen. Wir sprechen hier in den nächsten Monaten über Energievorlagen, die Milliarden von Franken kosten werden. Früher wäre es viel länger gegangen, so etwas zu entscheiden. Der Bundeshaushalt des Finanzministers ist das eine, wir müssen aber auch an die Finanzen der Menschen in diesem Lande denken. Die Menschen in diesem Lande müssen in der Lage sein, dies alles, was wir hier zurzeit beschliessen, geistig, emotional, aber auch finanziell mitzutragen. Wenn wir es schaffen, die Verhältnismässigkeit für die Bürgerin und den Bürger in diesem Lande sowie für den Staatshaushalt zu wahren, dann sind wir wahrscheinlich auf dem richtigen Weg. Nichtstun wäre sicher auch in den Augen von Eugen Huber der falsche Weg. Ich bitte Sie, einzutreten und dann im Wesentlichen der Mehrheit zuzustimmen.

**Hegglin Peter (M-E, ZG):** Wir müssen den Verbrauch von fossilen Energien eindämmen. Diese sind über Jahrmillionen gebildet worden, und wir verbrauchen sie innerhalb von zwei-, dreihundert Jahren vollständig und schädigen damit auch die heutige Umwelt. Kollege Zanetti hat gefragt: Ja, wie können wir das schnell ändern? Ich meine, mit dem persönlichen Verhalten wäre am schnellsten sehr viel erreicht: duschen statt baden – allein oder zu zweit, das, denke ich, macht keinen so grossen Unterschied –, aber auch weniger heizen. Die Frage stellt sich auch bei der Mobilität: Wie bewege ich mich fort? Heute werden etwa 50 Prozent des motorisierten Individualverkehrs in der Freizeit umgesetzt. Wenn man sich da einschränken und zu Fuss, mit dem Velo oder mit dem ÖV zum Sport, zum Kaffee oder zum Wochenendausflug gehen würde, könnte man schon sehr, sehr viel erreichen.

Wir befassen uns heute nicht mit persönlichem Verhalten, sondern eher mit technischen Massnahmen im Zusammenhang mit Bau, Immobilien und dem Zubau von erneuerbaren Energien. Dabei dürfen wir aber nicht vergessen, wie die Infrastruktur heute ausgestaltet ist. Es wurde vorhin mehrfach von Strommangellagen oder Blackouts gesprochen. Da muss man bedenken, dass wir vorerst zu den bestehenden Anlagen Sorge zu tragen haben. 58 Prozent des Stroms stammen aus Wasserkraft, 36 Prozent aus den KKW. Ich glaube, heute spricht niemand mehr über ein schnelles Abschalten dieser KKW. Im Gegenteil, diese KKW sollten möglichst



## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2022 • Vierte Sitzung • 15.09.22 • 08h15 • 21.501  
Conseil des Etats • Session d'automne 2022 • Quatrième séance • 15.09.22 • 08h15 • 21.501



lange weiterbetrieben werden. Sie sollten auch sicher oder noch sicherer gemacht werden.

In diesen Bereichen sollten wir auch offen für neue Technologien sein. Wir haben renommierte Institute in der Schweiz, das Cern in Genf, das Paul-Scherrer-Institut oder auch die ETH, die in diesen Bereichen forschen. Ich bin überzeugt, dass sie in absehbarer Zeit gute neue Resultate bringen werden. Auch diese Erkenntnisse sollten in die Strom- oder Energiepolitik einfließen und eingebaut werden. Doch das ist hier nicht das Thema. Ich attestiere der Kommission, dass sie viel und schnell gearbeitet hat und sehr viele Vorschläge bringt. Was mich dabei einfach ein bisschen stört: Sie nimmt überall vor allem den Bund und die Kantone in die Verantwortung. Dass der Bund bei seinem Immobilienpark eine Vorbildfunktion hat und seine Gebäude möglichst schnell entsprechend auf den neuesten Stand bringt, unterstütze ich voll und ganz. Wir haben ja gerade gestern mit der Immobilienbotschaft die entsprechenden finanziellen Mittel zur Verfügung gestellt. Dass der Bund aber in einem schwer bezifferbaren Ausmass für Subventionen im Bereich von privaten oder gewerblichen Anlagen zur Kasse gebeten werden soll, macht mir schon Sorge.

Gestern debattierten wir über den Abbau der Corona-Schulden. Dabei waren wir uns einig, wie wichtig eine funktionierende Schuldenbremse ist und wie entscheidend es ist, dass sie eingehalten wird. Mit der Vorlage schaffen wir heute massive zusätzliche Ausgaben. Ihre Finanzkommission konnte sich zu diesem Geschäft nicht äussern; es gab kein Mitberichtsverfahren. So flutschte die Botschaft rasch durch, gerade im Plenum. 300 Millionen Franken pro Jahr zusätzlich, Verpflichtungskredite von bis zu 3,2 Milliarden Franken – und Ihre zuständige Finanzkommission hat nichts dazu gesagt. Der Bundesrat hat aber in seiner Stellungnahme zur Vorlage geschrieben, dass es im Voranschlag keinen Spielraum für solche entsprechenden Massnahmen gebe. Ich möchte nicht so weit gehen. Ich glaube, die Dringlichkeit ist gegeben. Es ist Spielraum zu schaffen. Ob er so gross sein muss, steht noch im Raum. Kollege Müller hat vorhin gesagt, die entsprechenden Firmen könnten die Technik gar nicht produzieren und liefern, d. h., die Mittel dürften wahrscheinlich nicht gebraucht werden.

Was mir aber am meisten Sorge macht, und deshalb habe ich jetzt auch das Wort ergriffen und einen Einzelantrag

AB 2022 S 724 / BO 2022 E 724

eingereicht, ist die Übergangsbestimmung im neuen Artikel 71a. Diesen Artikel hat unsere Kommission entwickelt. Sie will damit Grossanlagen wie diejenige in Grengiols mit 50 bis 60 Prozent der Investitionskosten subventionieren – 50 bis 60 Prozent! Mit dieser Bestimmung ist es eine gebundene Ausgabe: Wir müssen dann zahlen.

Ich las einen Medienbericht, der im Frühjahr in der "Walliser Zeitung" erschienen ist. Dort geht man von etwa 1 Milliarde Franken an Investitionskosten aus. Der Bund hätte dann 600 Millionen Franken sofort zu zahlen. Das ist ein Punkt. Aber die Ergänzung im Gesetz ermöglicht ja auch den Bau von weiteren entsprechenden Anlagen. Das heisst, es könnte dann den Bund schnell 1 Milliarde Franken oder mehr kosten. Dabei sind der Investor und auch die Gemeinde in besagtem Bericht davon ausgegangen, dass der Bund nur etwa 35 bis 40 Prozent der Investitionskosten subventioniert, also wesentlich weniger, als die Kommission beantragt.

In der Zwischenzeit hat sich doch einiges verändert. Die Anlagen sind günstiger geworden, sie haben eine höhere Leistung, zudem sind die Erlöse aus dem Stromverkauf massiv gestiegen. Ich meine, diese Eckpunkte müssten auch berücksichtigt werden. Es geht doch nicht an, hier zu schreiben, dass wir eine Anlage subventionieren, ohne dass wir genauere Kenntnisse haben. Wir haben keine Angaben zu einer Wirtschaftlichkeitsrechnung, rein gar nichts, und trotzdem sollen wir hier und heute dazu Ja sagen.

Deshalb beantrage ich, es anders zu machen: Die Wirtschaftlichkeit der Investition soll auch berücksichtigt werden. Allenfalls soll ein anderes Abgeltungssystem, wie es im Stromversorgungs- und im Energiegesetz vorgesehen ist, zum Tragen kommen. Was die Netzanschlusskosten betrifft, wissen wir auch nicht, was das heisst, was das kosten würde. Deshalb beantrage ich hier eine Anpassung, damit das anteilmässig erfolgt.

Ich glaube, wir machen viel, wenn wir heute die Realisierung auf dem Bewilligungsweg vereinfachen. Wir geben dem Investor die Möglichkeit, schneller zu investieren. Wir garantieren diese Investition quasi. Aber dass wir im Bereich der finanziellen Unterstützung so umfangreiche Möglichkeiten vorsehen, geht zu weit, meine ich. Deshalb werde ich in der Detailberatung nochmals auf den Antrag zurückkommen.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Das Wort hat noch Herr Français. Es ist gut, wenn wir die Eintretensdebatte mit einem Votum in französischer Sprache abschliessen können, bevor ich Frau Bundesrätin Sommaruga das Wort gebe.

**Français** Olivier (RL, VD): Ce débat d'entrée en matière est long, mais permettez à un membre de notre





assemblée qui n'est pas membre de la commission de donner son sentiment au sujet des travaux qui ont eu lieu ces derniers mois. Il a fallu une initiative populaire pour que le Parlement, et plus particulièrement ses deux commissions compétentes, réagisse de façon pragmatique et propose un bon projet – je dirais même un très bon projet – qui satisfait aux demandes, en tout cas à trois des quatre demandes, de l'initiative pour les glaciers, et on peut s'en féliciter.

Je n'ai pas entendu beaucoup de remarques sur le fond. Il y a aura des propositions d'amendement sur la forme pour modifier par-ci, par-là, le projet présenté. Nous avons le devoir d'atteindre l'objectif durant cette session, c'est-à-dire de mettre sous toit ce projet de loi. C'est fondamental. Nous devons nous y atteler.

C'est clair, Monsieur le président, peut-être que nous ne traiterons pas certains objets inscrits au programme de la session, mais il faut nous assurer qu'à la fin de la présente session, nous sortions grandis de par nos décisions.

Comme cela a été dit, le projet est ambitieux, à la mesure du défi climatique à relever. Nous devons réussir. Le voie choisie par la commission, cela a été dit par la rapporteuse, est peu courante, et c'est à saluer. On peut espérer que, pour d'autres grands projets de société, on utilise ce mécanisme. Comme vous l'avez dit, on a gagné du temps. Nous n'avons peut-être pas toujours consulté qui de droit. Mais rappelons, même si vous ne l'avez pas dit, que nous sommes élus pour décider, pour réfléchir. Parfois, nous pouvons prendre immédiatement des décisions, parce que les membres de la commission et nous toutes et tous savons où aller pour prendre conseil et voir comment on peut aboutir en ayant réussi l'exercice.

J'ai quelques petites remarques à faire. Ensuite, je n'interviendrai plus. La toute première concerne les aides financières.

C'est bien de donner des aides financières à l'économie. De quelle économie parle-t-on? Sur quoi se base-t-elle? Elle se base essentiellement sur les start-up et sur les hautes écoles. On n'a pas cité dans le texte les hautes écoles, mais il est sous-entendu que les start-up vont les aider dans la mise en application. Il faut y être attentif. Je pense que les services en charge de l'application de la loi seront attentifs au fait que, certes, il y a peut-être des fois de très bonnes idées.

Pas plus tard qu'hier soir, nous étions avec certains collègues dans un restaurant où un scientifique est venu parler de choses très intéressantes sur la revalorisation des déchets nucléaires. Ce sont des idées certes intéressantes, théoriquement intéressantes, mais on demande des idées qui puissent être mises en application et avoir la certitude que les start-up qui collaboreront avec le milieu industriel soient capables de les mettre en oeuvre. Je fais cette remarque en particulier à propos de l'article 6 de la loi.

Nous avons eu un débat hier sur les bâtiments de l'administration qui devraient être équipés. Il y a eu des remarques de certains collègues, et je ne leur donne pas entièrement tort. Il est vrai qu'il s'agit de petits projets, puisqu'ils se situent sur des bâtiments de l'administration. La loi que nous examinons porte sur les grands projets. C'est là toute l'ambition du texte de la commission que, je l'espère, nous soutiendrons. Bien sûr, on prendra des risques auprès de populations locales, mais on lui donnera la parole. Elles disent elles-mêmes qu'elles soutiennent ce projet. Les corps consultatifs seront très importants dans la décision. Il faut traiter avec attention les décisions à prendre pour que, si parfois cela doit aller jusqu'au tribunal, en tout cas la volonté populaire, et celle des élus, soit dûment respectée; cela me paraît très important.

S'agissant de la dimension des installations, il est vrai que l'article 71a est très intéressant. Il est à mon avis fondamental. Une proposition de M. Würth prévoit de diminuer le seuil définissant la dimension minimale des installations concernées; je pense que c'est juste. Je suis personnellement plutôt pour des "gros machins"; souvent les propositions que je fais coûtent relativement cher. Mais il faut là aussi faire attention à l'espace que cela pourrait prendre, puisque l'on a tendance à vouloir mettre des installations particulièrement dans ces zones qui peuvent être sensibles – je pense aux régions montagneuses. Cependant, concernant les régions montagneuses, on parle souvent du territoire minéral, mais il y a aussi les surfaces aquatiques. En Valais, au barrage des Toules, des expériences très intéressantes sur des surfaces très conséquentes sont menées, entre autres sur les barrages; on peut développer le photovoltaïque en montagne sur ces sites avec des installations qui n'ont pas d'impact sur les zones vides de notre espace.

En tout cas, merci aux commissions, merci plus particulièrement à notre commission du Conseil des Etats qui a fait un excellent travail. Il y aura quelques réglages à faire. Comme je l'ai dit au début de mon intervention, il faudra en finir avec cet objet avant la fin de la session. J'aimerais surtout adresser cette recommandation à vous, membres de la commission, ainsi qu'au Conseil fédéral et aux Services du Parlement: veuillez à sa mise en application dans les plus brefs délais – et à ce que celle-ci corresponde à nos discussions, sans interprétation de ces dernières par un fonctionnaire qui ne serait peut-être pas aussi ambitieux que vous.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Sie beraten heute den indirekten Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative.







Sie haben heute gleichzeitig aber auch intensiv über Energiepolitik gesprochen. Das ist nichts als verständlich, denn Klimapolitik und Energiepolitik sind direkt miteinander verknüpft. Man muss sie zusammen denken, das ist absolut zentral. In diesem Sinn ist es auch eine Chance, dass Sie in dieser Session

**AB 2022 S 725 / BO 2022 E 725**

nicht nur heute über die Gletscher-Initiative bzw. den indirekten Gegenentwurf diskutieren, sondern nächste Woche auch über den Mantelerlass. Man muss diese beiden Themen zusammen denken.

Unsere Aufgabe – jene von Bundesrat und Parlament, zusammen mit der Bevölkerung – ist es, die Dekarbonisierung der Gesellschaft und die Versorgungssicherheit miteinander in Einklang zu bringen. Es ist nicht ein Entweder-oder, sondern es ist beides zusammen. In diesem Sinn ist der Vorschlag Ihrer Kommission, den Sie heute beraten, eigentlich ein sehr gutes Beispiel dafür, wie man eben klima- und energiepolitische Massnahmen so miteinander verknüpfen kann, dass sie gleichzeitig der Dekarbonisierung und der Versorgungssicherheit dienen. Das ist auch eine Chance, und ich denke, das ist auch eine wichtige Botschaft an die Bevölkerung.

Ich würde mich jetzt gerne zuerst zum klimapolitischen Teil äussern.

Wir schauen auf einen Sommer der Superlative zurück, vergessen wir das nicht: Rekordtemperaturen im Frühsommer, gefolgt von mehreren Hitzewellen, anhaltende Trockenheit. Diese Trockenheit nagt am Selbstverständnis der Schweiz als Wasserschloss. Ich glaube, das ist etwas, das sich jetzt in den Köpfen der Leute bewegt. Wir merken, dass das Wasserschloss Schweiz nicht einfach so gegeben ist, auch in Zukunft nicht oder nicht mehr. Es gibt auch Berge, die nicht mehr bestiegen werden können. Diese Ereignisse sind nicht einmalige Ausreisser, sondern sie entsprechen einem langjährigen Trend. Ich denke, am offensichtlichsten sieht man das an unseren Gletschern. Wo noch vor wenigen Jahren Eismassen die Berghänge zierten, ist heute einfach nackter Fels und Geröll zu sehen.

Das verändert nicht nur die Landschaft, das verändert auch den Tourismus. Ich erinnere Sie daran, wie viel zum Beispiel die Betreiber der Bergbahnen seit einigen Jahren und von jetzt an jedes Jahr investieren müssen, um die Bergbahnen wieder zu sichern, weil sich die Berge bewegen, weil wir mit dem Permafrost ein Problem haben. Gleichzeitig gehen die Wasserreserven zurück. Das, denke ich, macht grösste Sorgen. Wir denken hier nicht nur an die Wasserkraft, sondern generell auch an das Grundwasser, an die Trinkwasserversorgung. Das sind Veränderungen, die im Gang sind. Ich denke, diesen Sommer haben wirklich alle gesehen, was da am Tun ist und was das für uns bedeutet.

Die Gletscher-Initiative mit ihrem sehr prägnanten Titel – eben "Gletscher"; sie thematisiert das, was Sie alle hier sehen – wurde Ende November 2019 eingereicht. Das war drei Monate nachdem der Bundesrat beschlossen hatte, das Ziel netto null bis 2050 für unser Land anzustreben. Das Kernstück dieser Volksinitiative ist in diesem Sinne ganz auf der Linie des Bundesrates. Andere Forderungen der Initiative gehen dem Bundesrat zu weit, z. B. das grundsätzliche Verbot fossiler Energien. Fossile Energien könnten zum Beispiel noch zur Sicherstellung von Sicherheits- und Rettungsmaßnahmen allenfalls notwendig sein. Der Bundesrat wollte deshalb dieser Initiative einen Gegenentwurf gegenüberstellen.

Weil zum damaligen Zeitpunkt – man hat das Gefühl, das liege schon weit zurück, aber es ist nicht so weit zurück – die Beratungen zur Totalrevision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes im Parlament intensiv im Gang waren, gelangte der Bundesrat zum Schluss, dass er nicht parallel zwei Gesetzesänderungen anstossen könne. Das schien dem Bundesrat damals nicht opportun zu sein. Aber mit der Ablehnung des CO<sub>2</sub>-Gesetzes durch die Stimmbürger hat sich diese Ausgangslage natürlich geändert. Deshalb kann sich der Bundesrat heute dem indirekten Gegenentwurf anschliessen. Er hat das in seiner Stellungnahme vom 3. Juni ja auch zum Ausdruck gebracht.

Der Bundesrat begrüsst den Entwurf Ihrer Kommission für ein neues Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz ausdrücklich. Der Bundesrat sieht auch keinen Widerspruch zur eigenen Vorlage für ein Nachfolgegesetz zum CO<sub>2</sub>-Gesetz, das er Ihnen demnächst unterbreiten wird. Im Gegenteil, die beiden Gesetze ergänzen sich. Ihre Kommission hat in ihrem Gesetz einen Artikel 11 zur etappenweisen Umsetzung der Ziele vorgesehen. Dieser Artikel 11 verweist ausdrücklich auf das Bundesgesetz, dessen revidierte Fassung der Bundesrat, wie gesagt, demnächst verabschieden wird. In diesem Sinne haben wir hier eine kohärente Gesetzgebung. Die beiden Vorlagen sind koordiniert und aufeinander abgestimmt.

Der indirekte Gegenentwurf Ihrer Kommission zur Gletscher-Initiative übernimmt in den zentralen Punkten die Ansätze des direkten Gegenentwurfes des Bundesrates. Die Vorlage Ihrer Kommission ist so konzipiert, dass sie sich auf die grossen Leitlinien beschränkt, die eine Weichenstellung in Richtung netto null Emissionen begünstigen.

Der Bundesrat kann sich auch damit einverstanden erklären, dass dieser Entwurf punktuell – aber nur punktu-





ell – zielgerichtete Massnahmen enthält, so zum Beispiel das Heizungsersatzprogramm. Die Dringlichkeit, von den klima- und auch versorgungspolitisch problematischen fossilen Heizungen wegzukommen, hat sich jetzt mit dem Ukraine-Krieg noch zusätzlich akzentuiert. Es geht bei diesen Massnahmen, die Ihre Kommission beantragt, auch um Energieeffizienz. Mit diesem Heizungsersatzprogramm sollen eben gerade Elektrowiderstandsheizungen ersetzt werden können. Wir wissen schon lange, dass wir dort ein riesiges Potenzial haben. Wenn wir Elektrowiderstandsheizungen einsetzen, die ja vor allem im Winter Strom brauchen, können wir im Winter bis zu 2 Terawattstunden Strom einsparen. Mit diesem Heizungsersatzprogramm fördern Sie also nicht nur den Umstieg weg von den fossilen Brennstoffen, sondern sie fördern eben auch die Effizienz. Es geht darum, dass man weniger Strom verschwendet, gerade in der Zeit, von der wir sagen, dass wir dann mehr Strom bräuchten.

In diesem Sinne kann sich der Bundesrat diesem Antrag anschliessen. Er dient eben auch der Versorgungssicherheit. Noch einmal: Sie bringen mit diesem Heizungsersatzprogramm, das der Dekarbonisierung dient, die klimapolitischen und die versorgungspolitischen Elemente zusammen. Sie sehen auch in der jetzigen Zeit, dass es ein klares Bedürfnis der Bevölkerung ist, die Abhängigkeit von fossilen Energien rasch zu verringern. Natürlich sind auch Schritte zur Dekarbonisierung in der Industrie nötig. Der Bundesrat will den Unternehmen Grundlagen zur Verfügung stellen, um ihre Geschäftstätigkeit mit Fahrplänen auf das Netto-null-Ziel einzurichten.

Hingegen steht der Bundesrat den geplanten Förderprogrammen für die Industrie kritisch gegenüber. Das Programm belastet – Sie haben es von Herrn Ständerat Hegglin und Herrn Ständerat Bischof gehört, die darauf hingewiesen haben – den Bundeshaushalt mit 1,2 Milliarden Franken über sechs Jahre. Das sind halt nicht die einzigen Ausgaben. Ich hoffe, Sie haben den Überblick darüber, was Sie in der letzten Zeit alles beschlossen haben und wo Sie dem Bundesrat gesagt haben, dass Sie gerne Mehrausgaben hätten. Ich verzichte jetzt auf eine Aufzählung. Aber Sie haben sich da einiges vorgenommen. Jetzt ist es natürlich so, dass der Spielraum im Bundeshaushalt irgendwann ausgeschöpft ist. Wir haben ja eine Schuldenbremse.

Der Bundesrat will das Anliegen in diesem Sinne nicht infrage stellen. Aber wir wissen aus Erfahrung, dass innovative, klimafreundliche Technologien und Prozesse zum Teil trotz nachgewiesener Eignung nur zögerlich den Weg in den Markt oder breite Anwendung finden. Das ist uns bekannt. Deshalb hat der Bundesrat das Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung im Juni 2022 beauftragt, ihm bis Ende Januar 2023 die Eckwerte eines branchenneutralen Innovationsfonds und mögliche Finanzierungsvarianten zu unterbreiten. Ich will keine Illusionen bei Ihnen wecken. Auch der Bundesrat und das WBF können nicht zaubern. Aber wir versuchen immerhin, hier noch einen Weg zu finden.

Dieser neue Schweizer Innovationsfonds soll eben die Finanzierung von Start-ups insbesondere auch während der Wachstumsphase und namentlich in den Bereichen Dekarbonisierung und Digitalisierung verbessern. Wir haben die Start-ups, aber – das ist etwas, das vorhin gerade Herr Ständerat Français angesprochen hat – wir brauchen nachher auch die Möglichkeit, dass sie auf den Markt kommen. Die Amerikaner sprechen vom "valley of death". Dort sterben viele Projekte, weil sie den Shift hin zum Markt nicht machen.

AB 2022 S 726 / BO 2022 E 726

Darüber müssen wir uns alle noch einmal intensive Gedanken machen.

Ich fasse zusammen: Mit Ausnahme der vorgeschlagenen Technologieförderung unterstützt der Bundesrat den indirekten Gegenvorschlag und bittet Sie deshalb auch, Ihrer Kommission zu folgen und auf ihre Vorlage einzutreten.

Ich komme jetzt aber noch zum Antrag Rieder, weil Sie diesen ja auch bereits in diesem Rahmen besprechen möchten. Herr Ständerat Rieder hat im Prinzip einen Antrag auf eine eigentliche Solarwende in der Schweiz gestellt. Das ist ein wichtiges, ein mutiges Projekt, das Ihre Kommission hier aufgleisen will. Ich denke, Herr Ständerat Rieder hat die Ausgangslage richtig beschrieben. Der Bundesrat hat schon im Mantelerlass zur sicheren Stromproduktion mit erneuerbaren Energien ein Zubauziel von 2 Terawattstunden für Winterstrom vorgeschlagen. Dabei hat der Bundesrat aber vor allem an die Wasserkraft gedacht. Jetzt hat sich die Versorgungslage aufgrund des Ukraine-Kriegs massiv verschlechtert. Wir brauchen daher schnellere Lösungen. Ich bin froh, dass Herr Ständerat Rieder auch erwähnt hat, was der Bundesrat jetzt im Hinblick auf den nächsten Winter bereits alles vorgekehrt hat. Es geht darum, unser Land für den nächsten Winter so gut wie möglich aufzustellen.

Herr Ständerat Noser hat es erwähnt: Es sind jetzt nicht die Projekte, die einen klimapolitischen Schönheitspreis gewinnen. Andere Staaten holen ihre Kohlekraft wieder hervor. Es geht darum, die Versorgungssicherheit für den nächsten Winter mit den Möglichkeiten, die wir haben, zu gewährleisten. Deshalb hat der Bundesrat verschiedene Polster und zusätzliche Sicherheiten für den nächsten Winter geschaffen, und zwar mit einer



Wasserkraftreserve – diese ist immerhin CO<sub>2</sub>-neutral – und mit mobilen Turbinen. Diese beiden Reserven werden aber nur eingesetzt, wenn der Markt nicht mehr schliesst. Das ist nur eine Versicherungslösung.

Der Bundesrat hat die Gasbranche auch mit zusätzlichen Beschaffungen von Gas, Optionen und Speicherkapazitäten beauftragt. Die Gasbranche hat hier sehr schnell gehandelt. Wir sind sehr dankbar, dass auch hier die Branche selber das getan hat, was in ihren Möglichkeiten war. Ich werde dem Bundesrat eine Verordnungsänderung für zusätzlichen Strom aus Wasserkraft, befristet für diesen Winter, vorschlagen. Wir haben den Rettungsschirm ausgearbeitet; darüber werden Sie heute noch sprechen. Wir haben zudem eine Sparkampagne lanciert. Sie wird breit von der Bevölkerung unterstützt, übrigens auch von der Wirtschaft. Die Wirtschaft ist sehr motiviert, alles dafür zu tun, damit es eben nicht zu einer Mangellage kommt.

Das sind die Massnahmen, die der Bundesrat innert kürzester Zeit aufgegleist hat. Es ist vielleicht gut für Sie zu wissen: Diese Wasserkraftreserve ist keine Neuerfindung, sondern wir haben sie Ihnen schon im Mantelerlass vorgeschlagen. Das Einzige, was wir tun, ist, dass wir dies jetzt für den nächsten Winter vorziehen, damit wir bereit sind. Diese Massnahme ist nicht irgendwann, sondern für den nächsten Winter bereit.

Jetzt zum Projekt Ihrer Kommission, den Freiflächenanlagen in den Alpen: Ja, es ist so, alpine Fotovoltaik-Freiflächenanlagen sind eine Möglichkeit. Es gibt zwei Projekte im Wallis – Sie haben darüber gesprochen –, die bereits in Planung sind. Es gibt auch andere Überlegungen, das sind nicht die einzigen, aber diese Projekte hier sind sicher bereits in Planung. Das Projekt in Grengiols hat die Gemeindeversammlung ohne Gegenstimme gutgeheissen. Es könnte so viel Strom produzieren wie ein grosses Wasserkraftwerk, und davon mehr als die Hälfte im Winter. Ich denke, das ist ein Fokus, den wir immer wieder angeschaut haben. Der neue Artikel 71a im Energiegesetz könnte deshalb eine echte Beschleunigung bringen, und das ist im Hinblick auf die Versorgungssicherheit eine gute Nachricht.

Gemäss Antrag Ihrer Kommission dürften die Kantone jetzt allerdings solche Anlagen bewilligen, ohne dass diese ein vorgängiges Planungsverfahren oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchlaufen. Das Raumplanungsgesetz und das Umweltschutzgesetz würden somit übersteuert. Selbstverständlich würde aber, und ich denke, das ist auch wichtig zu wissen, beim Baubewilligungsverfahren, das es nach wie vor braucht, der Rechtsweg weiterhin offen bleiben. Das heisst, die Betroffenen können ihre Rechtsmittel ergreifen, wenn sie das wollen. Das ist aus rechtsstaatlicher Sicht sicher ein wichtiges Element. Trotzdem sind wir der Meinung, dass ein solches Vorgehen nur im Ausnahmefall, unter klaren Bedingungen und wenn es gerechtfertigt ist, möglich sein soll.

Die Anlage in Grengiols würde z. B. in einem regionalen Naturpark stehen, der wertvolle Biotope beheimatet. Im ordentlichen Bewilligungsprozess wäre der Bau dieser Anlage mit den bestehenden Gesetzen vermutlich ebenfalls möglich, aber mit umweltrechtlichen und raumplanerischen Auflagen. Ein ordentliches Bewilligungsverfahren braucht jedoch Zeit, das wissen Sie alle, und die haben wir leider im Moment nicht. Für mich ist aber klar: Mit Blick auf die breite Akzeptanz von solchen Anlagen in der Bevölkerung sollte ein derart rasches Vorgehen wirklich nur im Ausnahmefall in Betracht gezogen werden. Ich begrüsse es deshalb, dass Ihre Kommission klare Leitplanken gesetzt hat: Wenn das Zubauziel von 2 Terawattstunden erreicht ist, greifen wieder die ordentlichen Verfahren; es kommen nur alpine Anlagen infrage, für die der Kanton auch die Bewilligungskompetenz hat; die Anlage kann später rückstandslos entfernt werden, wenn das Zubauziel z. B. über Anlagen auf Dächern und an Fassaden erreicht wird.

Ich werde mich zum Einzelantrag von Frau Ständerätin Z'graggen nachher in der Detailberatung noch äussern. Ich denke, Ihre Kommission hat die Interessenabwägung vorgenommen, und sie hat diesen Artikel ja einstimmig gutgeheissen. Der Bundesrat stellt hier keinen abweichenden Antrag.

Ich komme zum zweiten Element, das Ihre Kommission aufgenommen hat und das ebenfalls sinnvoll und wichtig ist: Im Jahr 2020 wurden in der Schweiz 12 000 Neubauten erstellt. Was denken Sie, wie viele dieser Neubauten haben Fotovoltaikanlagen angebaut? Es sind 3000 Gebäude. Angesichts dessen, dass diese Technologie nun wirklich entwickelt ist – Frau Ständerätin Mazzone hat es gesagt, sie ist heute eigentlich Standard –, verfügen lediglich 3000 der insgesamt 12 000 Neubauten über Fotovoltaik; alle anderen haben keine Fotovoltaik. Diese werden sie allenfalls später, verbunden mit Zusatzkosten, noch anbringen müssen. Das ist aufwendig, weshalb man meistens nur das halbe Dach mit Solarpanels abdeckt.

In meinen Augen verdeutlicht das, dass wir hier nicht auf dem richtigen Kurs sind. Das ist eine verpasste Chance in diesem Land. Das betrifft eine Technologie, die den Menschen dient, die der Versorgungssicherheit dient und die wirklich bereit ist. Wenn man bei Neubauten die Fotovoltaikanlagen von Anfang an mitdenkt, dann sind sie viel günstiger, da die Zusatzkosten im Unterschied zum späteren Nachbau praktisch vernachlässigbar sind.

Diese Überlegungen hat auch Ihre Kommission angestellt. Hinzu kommt, dass Fotovoltaikanlagen auf Gebäuden meistens unbestritten und unproblematisch sind. Vor allem machen sie Sinn, weil der Strom dort produziert





wird, wo er gebraucht wird.

Der Bundesrat ist deshalb der Meinung, dass die Ergänzung, die Ihre Kommission vorgenommen hat, sinnvoll ist: Zusätzlich zu den alpinen Fotovoltaikanlagen ist auch dort ein Zubau vorzusehen, wo es, wie gesagt, eigentlich Standard sein sollte und wo es dies aber, wie die Zahlen zeigen, bei Weitem nicht ist.

Das dritte Element, wonach der Bund seine Vorbildfunktion wahrnehmen muss, ist absolut unbestritten. Das Potenzial auf den Infrastrukturbauten ist erkannt. Wir haben einfach ein rechtliches Problem, ich habe es Ihnen früher schon einmal gesagt: Der Bund darf aus rechtlichen Gründen nicht ein Stromproduzent sein und als Stromproduzent auf dem Markt auftreten. Das heisst, dort, wo er den Strom nicht selber verwenden kann, muss er die Flächen Dritten zur Verfügung stellen. Wir machen das jetzt zum Beispiel entlang von Nationalstrassen, etwa auf den Rastplätzen. Der Bundesrat hat die Nationalstrassenverordnung im August entsprechend angepasst.

AB 2022 S 727 / BO 2022 E 727

Die Ausschreibungen laufen, das ASTRA sagt mir, es gebe Interesse. Wir werden diese Flächen gratis zur Verfügung stellen. Wir versuchen also wirklich, dort, wo der Bund eben nicht als Stromproduzent auftreten kann, Flächen zur Verfügung zu stellen und so trotzdem die Bauten zu haben, die ebenfalls wichtig und sinnvoll sind.

In diesem Fall unterstütze ich die Anträge, wie sie Ihre Kommission macht, respektive den Antrag Rieder, dies im Wissen darum, dass das Vorgehen sicher aussergewöhnlich ist. Aber wir sind in aussergewöhnlichen Zeiten, und wir haben die wichtige Aufgabe, unserer Bevölkerung und der Wirtschaft zu zeigen, dass die Versorgungssicherheit in unserem Land eine absolute Priorität hat. Wir müssen aber gleichzeitig darauf hinweisen, dass wir sie klimaverträglich und nicht entgegen unseren Dekarbonisierungsbestrebungen ausgestalten; es muss in die gleiche Richtung gehen.

Fazit: Ihre Kommission präsentiert Ihnen hier ein lohnenswertes Projekt.

## 1. Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz

### 1. Loi fédérale relative aux objectifs en matière de protection du climat

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

*Detailberatung – Discussion par article*

#### **Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 1**

*Antrag der Mehrheit*

...

b. Anpassung an und Schutz vor den Auswirkungen des Klimawandels;

...

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Knecht, Schmid Martin)

*Bst. c*

Streichen





**Art. 1**

*Proposition de la majorité*

...

b. adaptation aux effets des changements climatiques et protection contre ces effets;

...

*Proposition de la minorité*

(Stark, Knecht, Schmid Martin)

*Let. c*

Biffer

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Je m'exprimerai brièvement. La majorité de la commission – et, si je peux me permettre, une majorité confortable, étant donné qu'elle était forte de onze membres – est acquise au fait qu'il s'agit d'être en conformité avec l'Accord de Paris du 12 décembre 2015. Le premier signal qu'envoie cet article, c'est que nous sommes en conformité avec l'Accord de Paris, qui, je me permets de le souligner, a été accepté par les Chambres fédérales. L'Accord de Paris mentionne à son article 2 le triptyque formé par la question du climat, celle des décisions sur le plan économique et celle des flux financiers.

J'ai écouté avec attention le plaidoyer de notre collègue Stark, qui a défendu sa proposition de minorité, mais je vous invite à suivre la majorité de la commission parce que sa proposition est totalement en conformité avec l'Accord de Paris, qui n'est pas du droit supérieur, puisque cet accord, même s'il n'est pas formellement de droit supérieur, est le cadre de référence pour toute notre discussion.

**Stark** Jakob (V, TG): Es gibt zwei Einwände gegen diese Litera c.

Der erste Einwand ist: Wenn Sie den Zweckartikel dieses Gesetzes anschauen, dann sehen Sie, dass dieses zwei Hauptzwecke hat, nämlich die Verminderung der Treibhausgasemissionen und die Anpassung an den Klimawandel sowie den Schutz davor. Der dritte Punkt, die Ausrichtung der Finanzmittelflüsse, ist eigentlich eine Massnahme. Das gehört, wenn schon, ins Gesetz. Das ist ein Grund, um diesen Punkt zu streichen.

Der zweite Einwand ist auch eine grundsätzliche Überlegung. Der Finanzmarkt reagiert auf die Märkte, auf die Einstellungen der Personen, auf die Regulierungen. Alles geht in die Richtung, dass klimafreundliche Massnahmen im Vordergrund stehen, dass die Nachfrage hier gross ist, dass also auch Kapital fliessen wird. Es braucht sehr viele Vorschriften, wenn Sie über den Finanzmarkt regeln wollen, und das entspricht eigentlich nicht dem System. Deshalb bitte ich Sie, auf Litera c zu verzichten und den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Dem Finanzmarkt kommt natürlich bei der Transition hin zum Netto-null-Ziel eine absolut bedeutende Rolle zu. Investitionen, die wir heute tätigen, sind nämlich entscheidend für die Emissionen von morgen. Die klimaverträgliche Ausrichtung der Finanzflüsse ist eines der drei Ziele des Pariser Klimaabkommens. Das hat man dort explizit aufgenommen, und Sie wissen ja, die Schweiz hat das Abkommen ratifiziert und sich damit auch dazu bekannt. In diesem Sinne, denken wir, ist es nur logisch, dieses Ziel jetzt in diese Vorlage aufzunehmen. Es ist eben ein Ziel. Der Bundesrat vertraut weiterhin auf die Selbstverantwortung der Branche. Er will höchstens subsidiär regulieren. Dass Nachhaltigkeit zunehmend zu einem Wettbewerbsfaktor wird, ist auch in grossen Teilen der Schweizer Finanzbranche wirklich angekommen. Der Bundesrat hat ja bereits einen Bericht zu einem Postulat Ihrer Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie ausgearbeitet, und er hat im Bericht geschrieben, mögliche Massnahmen seien freiwillige Branchenvereinbarungen. Darauf setzt der Bundesrat im Moment.

Wir bitten Sie, bei Artikel 1 Buchstabe c und dann ebenfalls bei Artikel 9 Ihre Kommissionsmehrheit zu unterstützen.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5267)

Für den Antrag der Mehrheit ... 35 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 8 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates





*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Art. 3**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Knecht, Stark)

*Abs. 1*

... bis zum Jahr 2050 null beträgt (Netto-null-Ziel), unter angemessener Berücksichtigung der Wirtschaftsentwicklung und des Bevölkerungswachstums, indem:

*Abs. 3*

Als Richtwerte sorgt der Bund dafür ...

AB 2022 S 728 / BO 2022 E 728

**Art. 3**

*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Knecht, Stark)

*Al. 1*

... soit ramené à zéro d'ici à 2050 (objectif de zéro net), en tenant compte de manière appropriée du développement économique et de la croissance de la population, grâce aux mesures suivantes:

*Al. 3*

... et fixe les valeurs indicatives suivantes:

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Je me permets de m'excuser, car, tout à l'heure, j'ai oublié de compter M. Schmid dans la minorité. Mais il ne fait pas partie de la minorité à cet article.

Ici, la majorité demande de s'en tenir à la proposition de maintenir l'objectif que l'effet des émissions de gaz à effet de serre soit ramené à zéro d'ici à 2050, tandis que la minorité adosse à cet objectif la formulation "en tenant compte de manière appropriée du développement économique et de la croissance de la population".

Si je peux me permettre, cette formulation est quelque peu particulière parce la minorité ne remet pas en question l'objectif que l'effet des émissions de gaz à effet de serre soit ramené à zéro d'ici à 2050; ensuite, on peut mettre beaucoup d'autres conditions. Si on voulait être cohérent, il aurait peut-être fallu dire que l'objectif "en principe" de ramener à zéro cet effet. En effet, si l'objectif d'arriver à zéro en 2050 est adopté, après on peut mettre autant de conditions qu'on veut, mais l'objectif n'est pas contesté. Donc, là, la majorité de la commission a soutenu par 11 voix une proposition sans conditions, qui sont par ailleurs difficiles à mettre en oeuvre, parce qu'en cas d'augmentation de la population on devrait quand même atteindre l'objectif de zéro en 2050.

Vous l'aurez compris, la majorité de la commission vous invite à la suivre.

**Knecht** Hansjörg (V, AG): Es ist ja kein grosses Geheimnis, dass ich diesem indirekten Gegenvorschlag eher kritisch gegenüberstehe. Vor allem sind die vorgesehenen Bestimmungen aus meiner Sicht zu rigide. Wir sollten unsere Handlungsmöglichkeiten bei dieser Gesetzesvorlage nicht derart beschneiden. Deshalb habe ich unter anderem die vorliegenden beiden Minderheitsanträge eingereicht.

Der Zusatz bei Absatz 1, "[...] unter angemessener Berücksichtigung der Wirtschaftsentwicklung und des Bevölkerungswachstums [...]", verleiht der Bestimmung die notwendige Flexibilität. Die Wirtschaftsentwicklung ist aus meiner Sicht zwingend zu beachten. Ich erinnere nochmals an die Tatsache, dass auch aus Sorge um den Zustand der Wirtschaft gar Überlegungen zur Lockerung der Luftreinhalte-Verordnung gemacht werden. Wenn es also hart auf hart kommt, wird es immer schwieriger werden, die Vorgaben in der Vorlage zu erfüllen, und das wird im Ausland sicher noch ausgeprägter der Fall sein. Es ist daher angebracht, diesen Umstand bereits jetzt im Gesetz zu berücksichtigen.





Der andere Aspekt ist die Zuwanderung in die Schweiz, die bekanntlich sehr gross ist. Wenn sie nicht bald gedrosselt wird, wird die Schwelle von 10 Millionen Personen in der Schweiz rasch überschritten werden. Niemand weiss, wie die Lage im Jahr 2050 sein wird, aber derart rigide Bestimmungen bezüglich eines solch weit entfernten Zeitpunkts, wie sie in Absatz 1 vorgesehen sind, sind aus meiner Sicht nicht praktikabel. Es liegt auf der Hand, dass mehr Menschen mehr Treibhausgase verursachen. Ich erinnere auch daran, dass der Pro-Kopf-Ausstoss seit 1990 um rund 35 Prozent gesunken ist. Dieser positive Effekt wird beim Gesamtausstoss durch die Zuwanderung wieder zunichtegemacht. Wir müssen daher der Tatsache Rechnung tragen, dass wir ein Land mit dynamischem Bevölkerungswachstum sind.

Ich bitte Sie ebenso, meinem Minderheitsantrag zu Artikel 3 Absatz 3, den ich mir hier auch gleich zu begründen erlaube, zuzustimmen und den Begriff "Zwischenziele" durch "Richtwerte" zu ersetzen. Die Regelungen in Absatz 3 greifen weit in die uns unbekannt Zukunft vor. Aussergewöhnliche Ereignisse, wie eine erneute Pandemie oder sogar Kriege, sind immer möglich. Technologiesprünge und Investitionszyklen halten sich nicht an planwirtschaftlich definierte Absenkpfade. Richtwerte dienen als Orientierung, gewährleisten aber die notwendige Flexibilität und schränken den Handlungsspielraum nicht derart rigide ein.

Aus den genannten Gründen bitte ich Sie um Unterstützung meiner beiden Minderheitsanträge.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Frau Bundesrätin Sommaruga lässt mitteilen, dass der Bundesrat den Antrag der Mehrheit unterstützt.

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Très brièvement, nous avons compris dans le débat d'entrée en matière l'importance de cette loi, et celle d'être en phase avec la réalité, et toutes les incertitudes tant par rapport à la sécurité de l'approvisionnement que par rapport aux défis climatiques. Il est donc incohérent, aux yeux de la majorité de la commission, de diminuer le caractère contraignant du texte en nous contentant de valeurs indicatives, alors que nous souhaitons des objectifs intermédiaires mesurables et des valeurs qui nous poussent à atteindre les objectifs fixés.

La commission a pris sa décision par 10 voix contre 2 et 1 abstention. Vous l'aurez donc compris, la majorité de la commission vous propose là aussi de la suivre.

*Abs. 1 – Al. 1*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5268)

Für den Antrag der Mehrheit ... 35 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 5 Stimmen

(1 Enthaltung)

*Abs. 3 – Al. 3*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5269)

Für den Antrag der Mehrheit ... 38 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 6 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Übrige Bestimmungen angenommen*

*Les autres dispositions sont adoptées*

**Art. 4, 5**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*





**Art. 6, 7**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Fässler Daniel, Knecht, Schmid Martin)  
Streichen

**Art. 6, 7**

*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Stark, Fässler Daniel, Knecht, Schmid Martin)  
Biffer

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: La proposition de la majorité à l'article 6 est à mettre

AB 2022 S 729 / BO 2022 E 729

en lien avec l'article 7 qui traite des moyens que la Confédération utilisera dans le cadre du soutien aux infrastructures publiques. On l'a également mentionné régulièrement dans le débat d'entrée en matière: le soutien et l'encouragement de technologies et processus innovants avec des moyens financiers à mettre à disposition n'est plus ou pas à démontrer. Je pourrais vous donner les arguments qui ont déjà été mentionnés par certains de nos collègues; je préfère vous permettre de passer au vote, après avoir bien sûr écouté le représentant de la minorité.

Je vous invite à suivre la proposition de la majorité.

A titre indicatif, le sujet était un peu plus discuté au sein de la commission; la décision a été prise par 7 voix contre 4 et 2 abstentions.

**Stark** Jakob (V, TG): Es gibt eigentlich drei Argumente, weshalb die Förderung von neuartigen Technologien und Prozessen in diesem Gesetz nicht nötig ist. Der erste Grund ist der, den ich in der Eintretensdebatte ausgeführt habe: Es ist ein Zielgesetz, und in ein Zielgesetz gehören keine Massnahmen. Der zweite Grund ist der finanzpolitische. Es ist einfach der falsche Moment, um in diesem Bereich jetzt 1,2 Milliarden Franken auszugeben. Der dritte Grund ist vielleicht der wichtigste: Wo fördern wir Forschung und Innovation? Wir haben zahlreiche Fördertöpfe. Wir geben sehr viele Mittel aus, und es ist doch sehr fraglich, ob wir in diesem Gesetz wieder einen Topf für die Förderung von neuartigen Technologien und Prozessen, insbesondere von Innovationen, schaffen müssen.

Ich frage Sie auch: Wo ist dann das Vertrauen in den Innovations- und Werkplatz Schweiz geblieben? Dieser Werkplatz richtet sich nach den aktuellen Bedürfnissen aus, den muss man hier nicht noch zusätzlich mit solchen Subventionen ködern.

Ich bitte Sie also, Artikel 6 zu streichen.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Ich habe Sie bereits in meinem Eintretensvotum auf die angespannte Lage bei den Bundesfinanzen hingewiesen. Der Bundesrat will keine Technologieförderung aus dem allgemeinen Bundeshaushalt finanzieren.

Ich habe es auch vorhin bereits gesagt: Unter der Federführung des SECO ist im Auftrag des Bundesrates gegenwärtig ein Innovationsfonds für Dekarbonisierung und Digitalisierung in Diskussion; aber natürlich ist noch nichts entschieden. Für die vorgesehene Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes – ich habe vorhin davon gesprochen – hat der Bundesrat ja eine Erhöhung der Einlage in den Technologiefonds von 25 auf 30 Millionen Franken pro Jahr vorgeschlagen, und zwar aus den Mitteln der CO<sub>2</sub>-Abgabe, um neu auch Fernwärmenetze abzusichern. Aufgrund der Vernehmlassung soll die maximale Einlage sogar auf 35 Millionen Franken pro Jahr steigen. Aber das muss im Bundesrat erst noch entschieden werden.

Das sind die Überlegungen des Bundesrates, weshalb er Ihnen hier empfiehlt, die Minderheit Stark zu unterstützen.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Der Bundesrat unterstützt den Antrag der Minderheit.







*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5270)

Für den Antrag der Mehrheit ... 24 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 21 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Art. 6*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5271)

Für Annahme der Ausgabe ... 29 Stimmen

Dagegen ... 16 Stimmen

(1 Enthaltung)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

*Art. 7*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5272)

Für Annahme der Ausgabe ... 32 Stimmen

Dagegen ... 14 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

**Art. 8**

*Antrag der Kommission*

*Titel*

Anpassung an und Schutz vor dem Klimawandel

*Abs. 1*

... die notwendigen Massnahmen zur Anpassung an und Schutz vor den nachteiligen Auswirkungen ...

*Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 8**

*Proposition de la commission*

*Titre*

Adaptation aux effets des changements climatiques et protection contre ces effets

*Al. 1*

... les mesures nécessaires à l'adaptation aux effets négatifs des changements climatiques et à la protection contre ces effets soient prises en Suisse.

*Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Art. 9**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



*Antrag der Minderheit*  
(Stark, Knecht, Schmid Martin)  
Streichen

**Art. 9**  
*Proposition de la majorité*  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*  
(Stark, Knecht, Schmid Martin)  
Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*  
*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 10, 11**  
*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Art. 12**  
*Antrag der Kommission*  
*Abs. 1*  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates  
*Abs. 2*  
... Randgebiete besteht, werden jeweils zusätzliche Unterstützungen vorgesehen.

AB 2022 S 730 / BO 2022 E 730

**Art. 12**  
*Proposition de la commission*  
*Al. 1*  
Adhérer à la décision du Conseil national  
*Al. 2*  
... les régions périphériques, un soutien supplémentaire doit être prévu.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 13–15**  
*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Änderung eines anderen Erlasses**  
**Modification d'un autre acte**

**Einleitung**  
*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



## Introduction

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Herr Rieder beantragt, die Artikel 45a, 45b, 71a und 75a in eine separate Vorlage, in die Vorlage 4, auszulagern. Wir bereinigen nun diese vier Artikel einzeln und stimmen anschliessend über den Antrag Rieder ab.

### **Art. 45a**

*Antrag der Mehrheit*

*Titel*

Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden

*Abs. 1*

Beim Bau neuer Gebäude ist auf den Dächern oder an den Fassaden eine Solaranlage, beispielsweise eine Fotovoltaik- oder eine Solarthermieanlage, zu erstellen.

*Abs. 2*

Die Kantone regeln die Ausnahmen, insbesondere wenn das Erstellen einer Solaranlage:

- a. anderen öffentlich-rechtlichen Vorschriften widerspricht;
- b. technisch nicht möglich ist; oder
- c. wirtschaftlich unverhältnismässig ist.

*Abs. 3*

Bis zum Inkrafttreten der kantonalen Gesetzesbestimmungen zu den Ausnahmen von der Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden nach Artikel 45a regeln die Kantonsregierungen die Ausnahmen auf Verordnungsstufe.

*Antrag der Minderheit*

(Fässler Daniel, Germann, Reichmuth, Rieder, Schmid Martin, Stark)

Streichen

### **Art. 45a**

*Proposition de la majorité*

*Titre*

Obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments

*Al. 1*

Lors de la construction de nouveaux bâtiments, une installation solaire, par exemple une installation photovoltaïque ou une installation solaire thermique, doit être mise en place sur les toits ou les façades.

*Al. 2*

Les cantons règlent les exceptions, notamment pour les cas où la mise en place d'une installation solaire:

- a. est contraire à d'autres prescriptions de droit public;
- b. n'est pas possible sur le plan technique; ou
- c. est disproportionnée du point de vue économique.

*Al. 3*

Jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions légales cantonales relatives aux exceptions à l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments au sens de l'article 45 a, les gouvernements cantonaux règlent les exceptions par voie d'ordonnance.

*Proposition de la minorité*

(Fässler Daniel, Germann, Reichmuth, Rieder, Schmid Martin, Stark)

Biffer

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Je confirme volontiers les modalités proposées par notre président quant au vote. En effet, il s'agit de connaître exactement la teneur du concept que nous avons défini à propos d'un soutien ou d'une offensive en faveur du photovoltaïque et, ensuite, de déterminer que cela deviendra un projet de loi urgente. D'ailleurs, comme notre collègue Rieder l'a lui-même relevé, les projets liés



au photovoltaïque ne sont pas issus de sa propre "proposition": c'est un travail collectif de la commission, tout comme le dispositif est aussi inédit – comme je l'ai dit –, mais déterminé par la commission.

Pour en revenir à l'article 45a, je dirai que c'est l'un des éléments du concept plus global. On l'a dit, on a une proposition qui pourrait être considérée comme assez téméraire, ou en tout cas qui va loin sur le photovoltaïque de montagne. Si on veut être en cohérence avec le soutien au photovoltaïque, il faut également soutenir le principe de l'obligation pour chaque nouvelle construction. En effet, comme cela a été dit, on a le sentiment que tout le monde est acquis à cette cause, mais on voit encore que, concernant les nouvelles constructions, seul un très faible pourcentage investit directement dans le photovoltaïque. En outre – Mme la conseillère fédérale l'a également relevé –, c'est économiquement cohérent, parce que c'est moins cher que de recommencer ensuite une nouvelle construction ou bien des aménagements.

Je ne peux pas dire que la proposition d'ajouter cet article a été décidée à une courte majorité. En effet, les voix se sont réparties de manière équivalente au moment du vote: 6 voix contre 6 et 1 abstention. C'est donc ma voix prépondérante de présidente en faveur de l'introduction de cet article qui a transformé le camp des partisans en majorité. Il s'agit donc d'une majorité un peu fragile.

Toujours est-il que les cantons nous ont écrit, comme je l'ai dit dans mon propos d'entrée en matière. Deux conférences de directrices et directeurs de départements cantonaux ont indiqué ne pas être opposées à ce principe, mais s'interrogent sur la manière de faire cohabiter ce dispositif avec les projets déjà réalisés dans les cantons et d'éviter qu'il y ait une contrainte remettant en question les options ou les décisions prises par des législatifs cantonaux ou par la population sur des programmes qui ont été rejetés.

La majorité estime que le concept est global. Par rapport à cette globalité, il y a lieu de donner un signal fort tant pour la réalisation des projets individuels, qui concernent plutôt la population, que pour les projets "importants" en main de sociétés.

Je vous remercie de suivre la majorité de la commission.

**Fässler Daniel (M-E, AI):** Ich vertrete eine Minderheit, die in der vorberatenden Kommission mit 6 zu 6 Stimmen mit Stichentscheid der Präsidentin sehr knapp unterlegen ist.

Kollege Zanetti hat in der Eintretensdebatte gesagt, bei diesem Erlass benötigten wir etwas Elastizität in Bezug auf die Interpretation der Verfassung. Ich meine, bei dieser Bestimmung wird die Elastizität etwas überspannt. Mit dieser Bestimmung werden sowohl die Eigentumsgarantie nach Artikel 26 der Bundesverfassung als auch die Zuständigkeitsordnung zwischen Bund und Kantonen im Bereich der

**AB 2022 S 731 / BO 2022 E 731**

Energieversorgung gemäss Artikel 89 der Bundesverfassung mehr als nur geritzt.

Im Bereich der Energieversorgung haben Bund und Kantone eine gemeinsame Zuständigkeit. Im Gebäudebereich aber liegt die Zuständigkeit vor allem bei den Kantonen. In Umsetzung dieser Verfassungsvorschrift hat der Gesetzgeber in Artikel 45 Absatz 3 des Energiegesetzes festgelegt, dass es die Sache, aber auch die Pflicht der Kantone ist, Vorschriften über die Produktion erneuerbarer Energien bei Gebäuden sowie auch über die Energieeffizienz von Gebäuden zu erlassen. Die Kantone haben diese Kompetenz aufgenommen und die Eigenstromversorgung bei Neubauten in die Mustervorschriften für die Energieversorgung (Muken) 2014 aufgenommen. Die Muken 2014, das scheint mir noch wichtig zu sein, sind kein Gesetz und keine Verordnung. Das sind vielmehr Empfehlungen und Richtlinien – ein gemeinsamer Nenner –, welche durch die Konferenz kantonaler Energiedirektoren (EnDK) im Jahre 2015 verabschiedet worden sind.

Es ist Sache der Kantone, sich in ihrer kantonalen Gesetzgebungsarbeit an diesen Mustervorschriften zu orientieren. Das machen die Kantone auch. Sie haben einen Brief, der bereits erwähnt wurde, vom Präsidenten der EnDK erhalten. Der Brief stammt vom 12. September dieses Jahres. Der Präsident der EnDK stellt darin fest, dass 19 von 26 Kantonen dieser Empfehlung der Muken 2014 bereits gefolgt sind und ihre kantonale Energiegesetzgebung entsprechend angepasst haben. Zum Teil werden die Regelungen bereits im Vollzug angewendet, zum Teil stehen sie kurz vor der Inkraftsetzung.

In vier Kantonen, das sind die Kantone Uri, Zug, Basel-Landschaft und Wallis, steckt das Ganze noch im politischen Prozess. Wir haben drei Kantone, das sind die Kantone Bern, Aargau und Solothurn, welche die Aufgabe noch nicht erfüllt haben. Sie scheiterten bei der Revision des Energiegesetzes zur Umsetzung der Muken 2014 in der Volksabstimmung.

Vor diesem Hintergrund wäre der von der knappen Kommissionsmehrheit beabsichtigte Bundeseingriff in die Eigentumsgarantie, die Kompetenzen im Sinne von Artikel 36 Absatz 3 der Bundesverfassung zu formulieren, unverhältnismässig und damit verfassungswidrig; dies im Wissen darum, dass es erstens Aufgabe der Kantone ist, dass sich die Kantone zweitens Mustervorschriften gegeben haben und dass die meisten Kantone drittens





diese Mustervorschriften bereits umgesetzt haben. Ein Eingriff in ein Grundrecht wie die Eigentumsgarantie ist dann möglich, wenn es eine Grundlage in einem Gesetz gibt – diese würden wir hier schaffen – und wenn es im öffentlichen Interesse ist; das können wir hier wahrscheinlich bejahen. Ein Eingriff muss aber auch verhältnismässig sein. Ich bezweifle, dass dieser Eingriff angesichts dieser sehr raschen Übung effektiv die Verhältnismässigkeit wahrt.

Noch etwas: Wir beraten nächste Woche, heute in einer Woche, den Mantelerlass. Bei der Beratung des Mantelerlasses in der Kommission haben wir uns dieselbe Frage auch gestellt: Was sollen wir im Bereich der Energieversorgung bei Gebäuden machen? Da gibt es eine Kommissionsmehrheit, die Artikel 45 Absatz 3 des Energiegesetzes ändern möchte. Bisher besteht eine Pflicht der Kantone, im Gebäudebereich Vorschriften über die Produktion erneuerbarer Energien zu erlassen. Neu sollen die Kantone eine Pflicht zur Installation von Anlagen zur Nutzung von erneuerbaren Energien bei Neubauten, aber auch bei erheblichen Um- und Erneuerungsbauten, erhalten.

Ich bin der Meinung, dass dieses doch sehr, sehr gravierende Thema, das sehr stark in die Eigentumsfreiheit der Gebäudeeigentümer eingreift, jetzt nicht in diesem befristeten Erlass geregelt werden sollte. Wir sollten uns die Zeit nehmen, diese Frage im ordentlichen Gesetzgebungsprozess im Mantelerlass zu regeln.

Jetzt können Sie einwenden, das gehe zu lange. Aber dann müssen Sie sich einfach auch vor Augen führen, welchen Beitrag die Fotovoltaik heute an unsere Energieversorgung leistet. Ich bin überhaupt kein Gegner der Fotovoltaik, und ich verstehe die Gebäudeeigentümer nicht, welche bei einem Neubau nicht eine Fotovoltaikanlage montieren. Aber führen Sie sich vor Augen, welchen Anteil die Fotovoltaik heute effektiv leistet. Wir hatten in der Schweiz im Jahre 2021 eine Gesamtproduktion von 60 Terawattstunden und einen Verbrauch von 58 Terawattstunden. Die Fotovoltaikproduktion belief sich im Jahre 2020 – die Zahl von 2021 habe ich nicht gefunden – auf 2,6 Terawattstunden. Das sind 4,3 Prozent der Gesamtproduktion von 2021.

Ich habe eine Präsentation der Elcom erhalten, worin dargestellt ist, dass bei der Fotovoltaik bezüglich der Winterstromproduktion – und wir reden ja vor allem über die Deckung der Winterstromlücke – ein Zubau von 0,1 Terawattstunden pro Jahr erfolgt. Das entspricht einem Anteil von 0,17 Prozent an der Gesamtproduktion. Das heisst, Frau Bundesrätin, auch wenn wir bei Neubauten den Anteil von 25 auf 50, 75 oder vielleicht sogar 100 Prozent steigern können, lösen wir damit das Problem der Winterstromlücke nicht. Ich meine deshalb, dass wir dieses Thema beim Mantelerlass à fond beraten sollten. Dort ist ja durchaus auch vorgesehen, dass der Zubau beschleunigt werden soll und entsprechende Anreize geschaffen werden sollen.

Nur am Rande sei noch erwähnt, dass eine derartige Beschleunigung, die dann sehr kurzfristig erfolgen müsste, bei der Fotovoltaik auch zu Problemen führen wird: 1. Bei der Verfügbarkeit von Rohstoffen, die nötig sind, um diese Panels herzustellen. 2. Diese Rohstoffe kommen, das sei auch gesagt, zu einem grossen Teil aus Asien, also zu einem grossen Teil aus China. Ist das dann immer gesichert? 3. Es braucht auch Fachkräfte, welche diese Panels dann montieren. Das ist bereits heute ein grösseres Problem.

Dies gesagt, ersuche ich Sie, hier der Minderheit zuzustimmen.

**Müller** Damian (RL, LU): Ich glaube, wir sind uns hier einig, dass es angesichts der Herausforderungen bei der Versorgungssicherheit darum gehen muss, möglichst rasch eine zusätzliche Produktion aufzubauen – deshalb die Idee des dringlichen Bundesgesetzes. Wir wollen den Weg frei machen, um in den nächsten Jahren auf unbürokratische Art und Weise und schnell zu möglichst viel Zusatzstrom zu kommen.

Fotovoltaik weist ja von allen gängigen erneuerbaren Technologien die kürzesten Planungs-, Projektierungs- und Bauzeiten auf, weshalb dieser Fokus effektiv Sinn macht. Die Potenziale liegen in den Alpen und auf den Dächern. Ich bin klar der Auffassung, dass zur Sicherung unserer Versorgung alle ihre Befindlichkeiten etwas zurücknehmen sollten. Bei Artikel 71a war das unbestritten, bei Artikel 45a und dem Fotovoltaikstandard auf Gebäuden aber nicht.

Ich kann das nur halbwegs verstehen, denn wir sind längst bereit, uns beim Bauen nach einer Unzahl von Vorgaben zu richten. Wir müssen Wohnungen in Mehrfamilienhäusern hindernisfrei bauen, wir müssen schauen, dass unsere parkierten Autos mit der Schnauze voran auf die Strasse fahren können, wir müssen die Fassadenfarbe von der Baubehörde abnehmen lassen und, und, und. Aber vorzuschreiben, dass in den nächsten Jahren neue Gebäude auch Strom produzieren sollen, wollen wir nicht. Das tun wir nicht, obwohl das viele Bauwillige ohnehin schon machen – aber eben leider nicht alle. Wir tun es nicht, obwohl es sich in den nächsten Jahren extrem rechnen wird, eine solche Anlage zu bauen; wir würden damit manche nur zu ihrem Glück zwingen. Wir tun es nicht, obwohl wir in ein gewaltiges Strommanko hineinlaufen. Manchmal muss ich mich daher schon fragen, ob wir die richtigen Prioritäten setzen.

Wohlgemerkt, wir sprechen hier über ein dringliches Bundesgesetz, das somit befristet sein wird; Kollege Nosser hat das bereits ausgeführt. Wir werden noch einmal darüber diskutieren können, was davon wirklich ins





ordentliche Gesetz gehen soll. Es geht um die nächsten rund vier Jahre, bis sich die Massnahmen, über die wir beim Mantelerlass noch diskutieren werden, voll auswirken können. Summiert über die nächsten vier Jahre, können wir mit dieser Massnahme zusätzlich rund 1 Terawattstunde produzieren. Das ist viel, und es kommt mit dieser Massnahme eben auch sicher dazu. Ich möchte lieber nicht zu denjenigen gehören, die angesichts der anstehenden Herausforderungen sagen: "Das schenken wir uns."

AB 2022 S 732 / BO 2022 E 732

Der Kanton Uri wurde erwähnt. Ich habe mir die Vernehmlassungsantworten der Kantone in Bezug auf diese dringliche Vorlage zu Gemüte geführt, und ich möchte es hier nochmals klar festhalten: Der Kanton Uri hat sich dafür ausgesprochen. Auch mein Kanton hat sich dafür ausgesprochen. Mein Kanton wollte bei den Gewerbegebäuden sogar noch weiter gehen. Wenn es die Urschweizer Kantone schon übernehmen wollen, dann könnte das wirklich auch ein Zeichen für diejenigen Kantone sein, die etwas später zur Eidgenossenschaft gestossen sind.

Was aber eher hinterfragt werden sollte, und das habe ich bereits in der Kommission erwähnt, sind die Probleme bei Überbauungen in den Planungszonen und in den Quartierzonen, die in der Obhut der Gemeinden sind. Da hatten die Gemeinden vor zehn, fünfzehn Jahren irgendwie einmal etwas geplant, aber schrieben dann vor, dass keine Solaranlagen gebaut werden dürfen. Oder sie legen eine derartige Willkür an den Tag, dass sie sagen, bei den Solaranlagen dürfen nur Schmetterlingssysteme zum Tragen kommen. Das ist aus meiner Sicht definitiv falsch, obwohl ich weiss, dass der Bund nicht bis auf die Gemeindeebene – Herr Kollege Germann – heruntergehen soll. Aber wenn der Schweizerische Gemeindeverband sich auch hier dafür einsetzen könnte, dass diese bürokratischen Monster abgeschafft werden, dann, würde ich sagen, hätten wir der Sache Vorschub geleistet.

Besinnen Sie sich also auf die Begebenheiten in den Urkantonen, und lassen Sie sich von ihnen beflügeln, wie wir das in einer etwas weiter zurückliegenden Vergangenheit auch schon gemacht haben.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Herr Germann hat das Wort; ich glaube, er ist Präsident des Schweizerischen Gemeindeverbandes.

**Germann Hannes** (V, SH): Als hätte ich geahnt, dass ich angesprochen werde, melde ich mich hier zu Wort. Ich gehöre der Minderheit an. Ich habe die Argumente von Kollege Fässler, der den Minderheitsantrag sehr gut begründet hat, weitestgehend nachvollziehen können. Ich stimme nicht in allen Detailauslegungen ganz mit ihm überein, aber trotzdem sollten Sie sich gut überlegen, ob Sie hier einen Zwang, eine Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden, einbauen wollen.

Ich bin nun wirklich ein Anhänger von Solarenergie. Sie können das in verschiedenen Vorstössen, die ich gemacht habe, nachsehen. Unter anderem habe ich einmal gefordert, das Energiegesetz sei zu ändern mit Blick auf eine Verbesserung der Rahmenbedingungen für Plus-Energie-Bauten. Dies kann rund 80 Prozent der Energieverluste mit einem Potenzial von theoretisch bis zu 90 Terawattstunden im Gebäudebereich reduzieren. Das hätte auch eine massive Reduktion der Auslandabhängigkeit von Energie respektive Strom bedeutet. Das war die Hauptforderung meiner Motion (15.4265), die ich im Jahr 2015 eingereicht hatte. Sie ist in diesem Rat vorberaten worden, und zwar von derselben Kommission, die jetzt den Zwang vorschlägt, und danach schnöde abgelehnt worden. Mit meiner Motion hätte es viele sehr positive Anreize zur Förderung von Plus-Energie-Bauten gegeben. Solche Bauten sind letztlich, unter dem Strich, energieneutral respektive stellen sogar einen Überschuss her.

Ich kenne sehr viele Beispiele. Gerade als Präsident des Schweizerischen Gemeindeverbandes zeichne ich immer wieder Projekte aus, die besonders lobenswert und sogenannte Leuchttürme sind. Aber das sind keine Fantastereien, sondern Projekte, die real existieren und 200 Prozent des Energiebedarfs herstellen. Das wäre die Zukunft und nicht das Vorschreiben einer bestimmten Technologie – auch wenn sie mir sehr sympathisch ist und sie gerade im Gebäudebereich ein riesiges Potenzial hat. Mit dieser Einschätzung stimme ich auch mit der Mehrheit überein.

Nun ist mir aber immer daran gelegen, Technologieneutralität hochzuhalten. Die Konferenz kantonaler Energiedirektoren verweist in ihrem Schreiben, das sie uns am 12. September zugestellt hat, auch darauf, dass sie diese Fremderlassänderung im Energiegesetz, die jetzt so handstreichartig aufgenommen wurde, nicht gut findet. Denn die allermeisten Kantone haben bereits eine ähnliche Regelung erlassen. Diese würde nun durch die Bundesnorm übersteuert. Es sind, wie Kollege Müller ausgeführt hat, sehr viele Kantone, 19 insgesamt, die das bereits gelöst haben. Auch der Kanton Schaffhausen ist dabei. Wir haben selbstverständlich eine zukunftsgerichtete Lösung, wie eben 18 andere Kantone auch.





In vier Kantonen stehen die Entscheidungen noch aus, und zwar in Basel-Landschaft, Uri, Wallis, Zug. Das sind nicht diejenigen, die vorangegangen sind. Mir gibt Folgendes zu denken, wenn Sie hier einen Zwang aufnehmen wollen: Das ist die Tatsache, dass in jenen Kantonen – hören Sie gut hin –, in denen das Energiegesetz vors Volk musste, Vorlagen mit solchen Zwangselementen abgelehnt wurden. Das war in den Kantonen Aargau, Solothurn, Bern der Fall. Ich warne Sie einfach davor, jetzt ausgerechnet in diesem Gesetz im Schnellverfahren noch die Verfassung zu übersteuern. Da bin ich wieder bei Kollege Fässler. Da machen wir etwas, das wir nicht tun sollten.

Schauen wir, dass der Mantelerlass, der für lange Zeit wirkt, zukunftsgerichtet wirkt, und machen wir keinen Schnellschuss für ein paar Jahre, zumal wir nicht einmal wissen, ob die Solarpanels dann überhaupt lieferbar sind. Wenn schon, dann sollten wir sie ins Wallis zu Kollege Rieder transportieren, dort können wir etwas machen, was schnell und subito wirkt und unserem Land dient. Wir sollten aber nicht die Kantone mit diesem verfassungsmässig fragwürdigen Zwang bevormunden.

Ich bitte Sie darum, der Minderheit Fässler Daniel zu folgen.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Ich erinnere Sie daran, dass wir dieses Geschäft heute zu Ende beraten sollten. Ich bitte daher die nachfolgenden Redner und Rednerinnen, die sich noch gemeldet haben, die Argumente der Vorredner und Vorrednerinnen nicht zu wiederholen.

**Reichmuth** Othmar (M-E, SZ): Wir sind uns einig: Grundsätzlich sind wir in diesem Saal eigentlich alle Unterstützer der Solarenergie. Ich teile diese Einschätzung auch. Ich bin aber enttäuscht über die Umsetzungsrate bezüglich Einbau der Fotovoltaik bei Neubauten. Da bin ich durchaus der gleichen Meinung wie die Frau Bundesrätin.

Trotzdem sollten wir im Gesetz keine Pflicht für die Nutzung der Solarenergie festschreiben. Die Argumente haben Sie jetzt gehört. Vielleicht von meiner Seite kurz noch so viel – ich möchte nichts wiederholen -: 19 Kantone haben die Vorgaben umgesetzt. Wir wissen aber nicht, ob diese Kantone, wenn wir diese Bestimmung jetzt einführen, ihre Gesetze nicht erneut anpassen müssen. Wir haben eine offene Formulierung gewählt, während die Kantone teilweise einschränkendere Bestimmungen haben. Wir wissen also nicht, was wir verursachen, wenn wir dies tun.

Es wurde auch gesagt, dass die Behörden dreier Kantone eine Volksabstimmung durchgeführt haben und dabei unterlegen sind. Wir würden hier also kantonale Abstimmungen übersteuern und direkt in das Privatgrundigentum eingreifen. Ich bin nicht sicher, ob das der richtige Weg ist, und ich weiss nicht, wie viel Unmut und Staatsverdrossenheit wir damit auslösen würden – bei aller Sympathie für den Einbau von Solaranlagen. Wir müssen einen anderen Weg gehen, jenen, den wir schon lange gehen und der bis jetzt leider nicht oder noch nicht die erhoffte Erfolgsrate gebracht hat. Aber wir sind ja weiter auf diesem Weg, und da ist der Blick in den Mantelerlass, den wir nächste Woche diskutieren werden, zwingend notwendig: Wir haben in diesem Mantelerlass sehr, sehr umfangreiche zusätzliche Massnahmen, die eigentlich den Zubau von Fotovoltaikanlagen auf Privat- und Gewerbeliegenschaften stark fördern müssen und werden. Ich erinnere einfach an die Einspeisevergütung mit einer garantierten Untergrenze, die schweizweit einheitlich zum gemittelten Marktwert erfolgen soll. Oder denken wir an die Verschiebung des Einspeisezeitpunktes, an neue Quartierlösungen und die Einsparung von Netznutzungskosten. Wir haben weiter gemäss der parlamentarischen Initiative Girod 19.443, die ja ab Januar 2023 zum Tragen kommen wird, beschlossen,

**AB 2022 S 733 / BO 2022 E 733**

Investitionsbeiträge für die einheitliche Förderung der erneuerbaren Energien zu sprechen. Es sind also viele Massnahmen, die nochmals einen grösseren Schub auslösen werden – so hoffe ich das zumindest.

Darum ist dieser Weg weiterzuerfolgen, auch wenn es vielleicht mühsamer ist, so weiterzumachen, als einfach eine Gesetzesnorm über alles zu stützen. Ich bitte Sie, die Situation in ihrer Gesamtheit zu betrachten und entsprechend den Weg der Unterstützung und Förderung zu gehen und nicht den der weiteren gesetzlichen Zwänge im Gebäudebereich – ich betone: im Gebäudebereich –, der durch den Bund geschaffen wurde, obwohl der Gebäudebereich, wie schon gesagt, klar in der Kompetenz der Kantone liegt.

Entsprechend bitte ich Sie, hier der Minderheit zu folgen.

**Mazzone** Lisa (G, GE): Si on compare ce qui est en train de se jouer à un voyage, les installations solaires sur les espaces libres ou dans les Alpes sont comme une traversée de l'Europe en train: c'est long et ça demande un certain effort, alors que le solaire sur les toits c'est comme un week-end au vert à côté de chez vous.

Moi, je suis tout à fait prête à discuter de quelques installations en altitude, dont la production, en hiver particulièrement, serait un apport. D'ailleurs, j'ai déjà demandé, dans le cadre des travaux sur le projet de modification





de la loi sur l'aménagement du territoire, un rapport sur une adaptation des conditions-cadres qui permettraient de mettre en place des installations en altitude. Donc, je suis tout à fait prête à discuter. Mais si on fait cela en urgence, on doit promouvoir aussi ce qui est le plus facile, à savoir le solaire sur les bâtiments. Il est inconcevable que l'on continue d'ériger aujourd'hui en Suisse des bâtiments sans solaire. Pour les propriétaires, c'est même une erreur parce qu'ils devront assumer ces coûts à un moment ou à un autre. Ce potentiel, nous avons besoin de l'exploiter. Ces installations devront être construites. Sur les trois quarts des bâtiments neufs érigés en 2020, sur lesquels il n'y avait pas d'installation solaire, les coûts seront par la suite beaucoup plus importants. Alors que si on prévoit d'installer du solaire au départ, c'est simple, efficace, rapide et économique. Ce projet donne une orientation claire. C'est ce que j'ai dit dans ma première intervention: on a un concept qui tient sur deux jambes, l'une c'est l'apport du solaire alpin en hiver, l'autre c'est le solaire sur les bâtiments. Avec le changement de paradigme, le solaire devient la norme, pas de solaire devient l'exception. C'est ce qui est introduit à cet article en permettant aux cantons de mettre en oeuvre la mesure et de définir les exceptions. Donc, on leur laisse la compétence en matière de procédure d'autorisation et celle de définir toutes les exceptions en fonction des particularités de leur territoire. En revanche, on change de paradigme: le solaire devient la norme.

J'ai encore une brève remarque sur la question de la main-d'oeuvre et du matériel, qui a été formulée par notre collègue Fässler. Aujourd'hui, il y a un boom des installations solaires. C'est enthousiasmant. Il y a toujours plus de personnes qui font appel à du solaire compte tenu de la situation présente. J'espère que ce sera encore plus marqué avec les éléments que nous placerons dans le "Mantelerlass".

Sur la question de la main-d'oeuvre et du matériel, nous observerons aussi un boom économique lié à tout cela. Cela montre aussi que c'est une chance économique de poser ces fondements. Ce que vous disiez vaut tout à fait pour les "Freiflächen": les mêmes questions se posent pour la main-d'oeuvre et l'acheminement du matériel pour le solaire sur les bâtiments qu'en altitude. Dans ces deux cas, on doit rapidement aller de l'avant avec des solutions, de la même manière que l'on doit aller de l'avant avec une certification des panneaux solaires – ce que l'on a fait en Commission des affaires juridiques pour ceux de provenance chinoise.

J'aimerais terminer mon propos en mentionnant la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie. Il y a un soutien de sa part. Elle demande que l'on examine une disposition. On donne la chance au Conseil national d'examiner cette disposition. Mais si aujourd'hui vous ne posez pas cette base, on passera à côté de ce soutien. Sur une telle question, quand on voit que les directeurs cantonaux de l'énergie donnent le signal qu'il faut aller de l'avant, il faut les écouter et maintenir les deux piliers – ses deux "jambes" – du concept de la commission, sinon l'équilibre est rompu.

Je vous remercie de soutenir la proposition de la majorité de la commission.

**Zanetti Roberto (S, SO):** Kollege Fässler und Kollege Reichmuth haben sich auf die Bundesverfassung berufen. Es ist grundsätzlich einmal erfreulich, dass Sie die Bundesverfassung überhaupt in Ihre Überlegungen einbeziehen. Jetzt sage ich Ihnen, was in Artikel 89 Absatz 1 der Bundesverfassung steht: "Bund und Kantone setzen sich im Rahmen ihrer Zuständigkeiten ein für eine ausreichende, breit gefächerte, sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung [...]." Das würde für mich als Grundlage dienen, wenn man sie eben ein bisschen elastisch interpretiert. Absatz 2 lautet: "Der Bund legt Grundsätze fest über die Nutzung einheimischer und erneuerbarer Energien und über den sparsamen und rationellen Energieverbrauch." Also bezüglich der Nutzung unserer einheimischen Sonnenkraft – das ist eine einheimische Energie – würde ich sagen, dass die verfassungsrechtliche Grundlage bei einer ein bisschen grosszügigen Interpretation gegeben ist. Es gibt andere Sündenfälle, die wir dann nächste Woche verhandeln werden, wo ich ein paar grössere Fragezeichen anbringen würde.

Zur Frage des Eingriffs in die Eigentumsгарantie: Ja gut, das betrifft ja das einzelne Individuum und nicht mehr das Verhältnis des Bundes zu den Gliedstaaten. Ob mir als Grundeigentümer meine Eigentumsrechte vom Bund, vom Kanton oder von der Gemeinde eingeschränkt werden, ist mir, unter uns gesagt, eigentlich piepegal. Immerhin gibt es bereits eine Einschränkung der Eigentumsгарantie, und zwar im Bundesgesetz über den Bevölkerungsschutz und den Zivilschutz (BZG): In Artikel 61 werden alle Grundeigentümer verpflichtet, einen Schutzraum zu erstellen, falls ein Defizit in der Gemeinde besteht. Eine ähnliche Logik könnte man hier übernehmen.

Es gab im Jahr 2011 einen visionären Ständerat, der eine entsprechende Motion eingegeben hatte mit dem Titel "Solaranlagepflicht bei der Erstellung von Gebäuden". Der erste Satz der Begründung lautete: "Mit der Einführung einer entsprechenden Pflicht in sinngemässer Anwendung der Schutzraumspflicht gemäss Bundesgesetz über den Bevölkerungsschutz und den Zivilschutz vom 4. Oktober 2002 (SR 520.1) soll der realen 'energiepolitischen Bedrohungslage' Rechnung getragen werden." Also würde diese virtuelle Bedrohungslage,





der man mit Schutzräumen Paroli bieten wollte, ersetzt durch die "energiepolitische Bedrohungslage". Das war 2011. Ich muss Ihnen sagen: Der Begriff "energiepolitische Bedrohungslage" hat in der Zwischenzeit plötzlich einen ganz anderen Klang gekriegt.

Wenn man irgendwo baut, wird man immer in seinen Eigentumsrechten eingeschränkt. Ob das über ein kommunales Baureglement, über Bundesgesetze oder über ein kantonales Gesetz geschieht, ist, wie gesagt, für mich als Grundeigentümer piepegal. Dass wir eine energiepolitische Bedrohungslage mit den zur Verfügung stehenden Mitteln zu beheben oder abzuwenden versuchen, scheint mir wirklich sehr vernünftig zu sein. Bei einer etwas grosszügigen Interpretation scheint auch die verfassungsrechtliche Grundlage gegeben zu sein. Ich bitte Sie deshalb, der Mehrheit zu folgen. Unter uns gesagt: Ich glaube, die Leute würden etwas anderes gar nicht verstehen. Es ist ja das Normalste der Welt, dass man, wenn man jetzt neu baut, eine Solaranlage aufs Dach pflastert, sofern nicht irgendwie Biberschwanzziegel und weiss der Kuckuck was im Wege sind. Diese Ausnahmen kann man regeln.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen. Ich glaube, die Leute warten auf entsprechende Entscheide.

**Noser Ruedi (RL, ZH):** Ich entschuldige mich gleich im Namen aller Sprechenden beim Präsidenten – es ist schon das Pièce de Résistance, das wir hier besprechen, und dazu wird man etwas mehr sagen müssen.

AB 2022 S 734 / BO 2022 E 734

Ich bin hundertprozentig davon überzeugt, dass man das tun muss. Ich bin aber auch hundertprozentig davon überzeugt, dass wir in der Lage sein müssen, Kompromisse zu finden. Das Votum von Herrn Zanetti beim Eintreten hat mich beeindruckt. Er hat gesagt, er springe über einen dunklen Schatten; wenn die Föderalisten hier zustimmen, springen sie nicht über einen dunklen Schatten. Auch das hat Herr Zanetti sehr gut ausgeführt. Inhaltlich hat es Herr Müller sehr gut ausgeführt; ich verzichte darauf, das zu wiederholen. Da gibt es keinen sehr dunklen Schatten.

Es gibt aber Punkte, bei welchen wir uns wirklich bewusst sein müssen, was wir tun. Wir beschliessen heute faktisch eine Beschleunigung für den Bau von Fotovoltaik-Freiflächenanlagen in den Alpen. Warum müssen wir das tun? Weil wir in den letzten zehn Jahren im Mittelland nur relativ langsam Solaranlagen zugebaut haben. Herr Fässler hat die Zahlen genannt. Sie müssen sich vorstellen: Dieses Jahr werden, wenn ich die Zahlen richtig in Erinnerung habe – die Frau Bundesrätin kann mich korrigieren –, ungefähr 60 bis 80 Megawatt pro Monat zugebaut. Das macht ungefähr 1 Gigawatt aus. Das wird im Winter schon 0,2 Terawatt ausmachen. Ihre Zahlen werden nächstes Jahr vermutlich schon doppelt so hoch sein. Das nennt man exponentielles Wachstum. Diese exponentielle Kurve war bislang zu wenig steil. Jetzt müssen wir beschleunigen. Das gehört auch dazu, das gehört meiner Ansicht nach zur Fairness.

Der Eingriff in den Föderalismus ist also klein. Was machen wir im Prinzip? Wir sagen: Der Standard ist die Pflicht, die Kantone regeln die Ausnahmen. Heute heisst es, der Standard ist nicht Pflicht, aber die Kantone können ihn verlangen. Es ist eine Umkehrung des Ganzen, mehr nicht. Darum behaupte ich auch, dass dazu die verfassungsmässige Grundlage vorhanden ist.

Aber an die Adresse der Föderalismus-Fans möchte ich noch etwas loswerden. Kollege Zopfi hat darauf hingewiesen, dass es zwischen dem jungen und dem alten Fässler Unterschiede gibt. Ich möchte darauf hinweisen, dass es auch zwischen dem alten und dem alten Fässler Unterschiede gibt. Schauen Sie die nächste Vorlage an. In der nächsten Vorlage wird die Axpo, die kantonalen Unternehmen gehört und an kantonale Stromabnehmer Strom abgibt, vom Bund gerettet. Was ist denn das für ein Föderalismus? Ich frage Sie ganz konkret an: Was ist das für ein Föderalismus? Sie wollen die Freiheit, und die Probleme schicken Sie nach Bern. Sie vertreten hier die Vorlage. Mehr kann ich dazu nicht sagen.

Ich bin felsenfest davon überzeugt: Wer hier nicht zustimmt, muss bei der nächsten Vorlage Nein stimmen – das wäre Föderalismus. Aber wer hier unterschiedlich stimmt, der ist definitiv kein Föderalist, der ist vermutlich ein Opportunist.

Ich bitte Sie, hier mit der Mehrheit zu stimmen.

**Sommaruga Simonetta, Bundesrätin:** Ich habe Ihnen im Eintretensvotum bereits ein paar Überlegungen zu dieser Bestimmung mitgeteilt. Es geht hier eigentlich darum, dass bei Neubauten Fotovoltaik auf Dächern oder an Fassaden zum Standard wird. Darum geht es hier. Man kann Fotovoltaik einbauen, um Strom zu produzieren oder um mittels Solarthermie Wärme zu generieren. Letztlich ist es aber lediglich das, was wir eigentlich erwarten dürfen. Fotovoltaik ist heute Standard, wenn Sie ein neues Gebäude bauen.

Ich habe Ihnen aber auch gesagt, was heute der Stand der Dinge ist. Wie ich gehört habe, hatten viele Kantone 2020 bereits betreffende Bestimmungen. Wenn aber von 12 000 Neubauten gerade einmal 3000 solche





Fotovoltaikanlagen eingebaut haben, dann muss ich Ihnen sagen, dass es einfach nicht funktioniert. Es tut mir sehr leid. Es funktioniert nicht, auch wenn verschiedene Kantone bereits Bemühungen unternommen haben; ich will das überhaupt nicht in Abrede stellen. Es gibt aber kantonale Bestimmungen, bei denen Sie sich freikaufen können, obwohl die Fotovoltaik wirtschaftlich sinnvoll wäre. Ich glaube, man muss sich hier einfach mit der Realität konfrontieren: Von 12 000 Neubauten sind 3000 mit Fotovoltaik ausgestattet – wir sind einfach nicht dort, wo wir angesichts der Versorgungssicherheitsdiskussion stehen müssten. Deshalb begrüsse ich es, wenn Ihre Kommission diesen Aspekt doch auch in die beschleunigte Vorlage aufnimmt.

Ich sage gerne noch etwas zu Herrn Ständerat Fässlers Überlegungen zur Kompetenz der Kantone. Ihre Kommission beantragt, dass der Bund den Grundsatz bestimmt und dass die Kantone die Ausnahmen regeln, und zwar können die Kantone dies in der Verordnung tun. Es müssen nicht 26 kantonale Gesetze geändert werden. Vielmehr können die Kantone in den Verordnungen festlegen, wo Ausnahmen bestehen. Aus diesem Grund kommen wir zum Schluss, dass das, was Ihnen Ihre Kommission beantragt, auch verfassungsrechtlich zulässig ist und dass die Kantone eben nach wie vor ihren Spielraum haben. Ich denke, es ist auch die richtige Verteilung. Der Standard gilt, aber selbstverständlich gibt es Situationen, in denen es Ausnahmen geben soll. Die Kantone können diese gemäss ihren Vorstellungen auch umsetzen.

Zu einem Aspekt, der mich beschäftigt: Wenn Sie heute beschliessen, dass Sie alpine Freiflächenanlagen möglichst schnell bauen wollen, und wenn Sie den Prozess beschleunigen und ein bisschen an die Grenzen des Vertretbaren in Bezug auf Umweltschutzgesetzgebung und Raumplanungsgesetzgebung gehen, können wir das unterstützen. Wenn Sie aber gleichzeitig den Strom nicht auch dort produzieren, wo es wirklich unbestritten, unproblematisch, sinnvoll und ökonomisch ist und wo er tatsächlich gebraucht wird, dann ist hinsichtlich der Balance etwas nicht mehr gegeben; Frau Ständerätin Mazzone hat es gesagt. Das wird die Bevölkerung schwer verstehen können, denn es wird Leute geben, die sich mit diesen alpinen Freiflächenanlagen schwer tun. Das ist unbestritten. Es ist so, und es ist auch ein Stück weit nachvollziehbar. Man kann trotzdem dafür einstehen, sollte aber gleichzeitig das tun, was jetzt wirklich Standard ist.

Herr Zanetti hat es gesagt, in der Kommission mussten sich alle ein bisschen aufeinander zubewegen. Sie haben ja noch das dritte Element, das war weniger bestritten oder unbestritten. Ich denke, wir kommen in der Energiepolitik in diesem Land nur weiter, wenn alle bereit sind, dann im entscheidenden Moment auch einen Schritt aufeinander zuzugehen. Ich habe das beim runden Tisch Wasserkraft erlebt. Das ist dort auch passiert, und wenn das möglich ist, ist es auch eine wichtige Botschaft an die Bevölkerung: Diese Politik ist in der Lage, sich rasch zu finden, sich auf Kompromisse zu einigen, und zwar auf Massnahmen, die rasch wirken. Das ist das Gute daran: Es sind Massnahmen, die für die Versorgungssicherheit rasch wirken. Ich denke, in einer Zeit, in der die Bevölkerung und die Wirtschaft beunruhigt sind, könnte das ein wichtiges Signal sein, das Sie aussenden: Man ist in der Politik auch in der Lage und willens, sich mit Kompromissen aufeinander zuzubewegen und gute Vorschläge zu machen, die diesem Land, der Versorgungssicherheit und dem Klimaschutz tatsächlich etwas bringen.

Deshalb unterstützen wir den Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5273)

Für den Antrag der Mehrheit ... 25 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 19 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Die Abstimmungsanlage unserer ersten Vizepräsidentin, Frau Häberli-Koller, hat nicht funktioniert. Sie hat mit Nein gestimmt. Auf den Antrag der Minderheit entfallen also nicht 18, sondern 19 Stimmen.

#### **Art. 45b**

##### *Antrag der Kommission*

##### *Titel*

Nutzung der Sonnenenergie bei Infrastrukturen des Bundes

##### *Abs. 1*

Die Sonnenenergie ist auf den dafür geeigneten Infrastrukturoberflächen des Bundes bestmöglich zu nutzen.

##### *Abs. 2*

Der Bundesrat regelt die Rahmenbedingungen und Einzelheiten.

AB 2022 S 735 / BO 2022 E 735





**Art. 45b**

*Proposition de la commission*

*Titre*

Utilisation de l'énergie solaire pour les infrastructures de la Confédération

*Al. 1*

L'énergie solaire doit être utilisée au mieux sur les surfaces d'infrastructures de la Confédération qui s'y prêtent.

*Al. 2*

Le Conseil fédéral règle le cadre légal et les détails.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 71a**

*Antrag der Kommission*

*Titel*

Übergangsbestimmungen zur Produktion von zusätzlicher Elektrizität aus Fotovoltaik-Grossanlagen

*Abs. 1*

Für Fotovoltaik-Grossanlagen mit einer jährlichen Mindestproduktion von 20 Gigawattstunden, wovon mindestens 45 Prozent im Winterhalbjahr (1. Oktober – 31. März) anfallen, und die dazugehörigen Anschlussleitungen gilt, bis schweizweit insgesamt solche Anlagen bis zu einer Gesamtproduktion von 2 Terawattstunden erstellt sind, dass:

- a. ihr Bedarf ausgewiesen ist;
- b. sie standortgebunden sind;
- c. für sie keine Planungspflicht und UVP-Pflicht besteht; und
- d. das Interesse an ihrer Realisierung den anderen nationalen und kantonalen Interessen vorgeht.

*Abs. 2*

Die Bewilligung wird durch den Kanton erteilt, wenn die Standortgemeinde und die betroffenen Grundstückseigentümer der Fotovoltaikanlage zugestimmt haben.

*Abs. 3*

Anlagen nach Absatz 1, die bis zum 31. Dezember 2025 mindestens teilweise an das Stromnetz angeschlossen werden, erhalten vom Bund eine Einmalvergütung von 50 bis 60 Prozent an die effektiven Investitionskosten. Die Netzanschlussinvestitionskosten werden vollständig dem Netzzuschlagsfonds belastet. Der Bundesrat legt die Ansätze fest.

*Antrag Würth*

*Abs. 1 Einleitung*

Für Fotovoltaik-Grossanlagen mit einer jährlichen Mindestproduktion von 10 Gigawattstunden ...

*Antrag Z'graggen*

*Abs. 1*

...

- c. ... besteht;
- d. sie von nationalem Interesse sind; und
- e. sie in Mooren und Moorlandschaften nach Artikel 78 Absatz 5 der Bundesverfassung ausgeschlossen sind.

*Abs. 1bis*

In Landschaften und Naturdenkmälern von nationaler Bedeutung nach Artikel 5 des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über den Natur- und Heimatschutz (NHG) und in Biotopen von nationaler Bedeutung nach Artikel 18a NHG darf bei Anlagen gemäss Absatz 1 vom Grundsatz der ungeschmälernten Erhaltung abgewichen werden, sofern die grösstmögliche Schonung und Wiederherstellungs- oder angemessene Ersatzmassnahmen sichergestellt sind.

*Abs. 4*

Die Anlagen nach Absatz 1 werden bei endgültiger Ausserbetriebnahme ersatzlos zurückgebaut und die Ausgangslage wiederhergestellt.

*Antrag Heggin Peter*

*Abs. 3*

Anlagen nach Absatz 1, die bis zum 31. Dezember 2025 mindestens teilweise an das Stromnetz angeschlossen





sen werden, erhalten vom Bund eine Einmalvergütung an die effektiven Investitionskosten. Die Vergütung orientiert sich an der Wirtschaftlichkeit der Investition. Alternativ könnte auch eine Abgeltung mittels gleitender Marktprämie gewährt werden. Die Netzanschlussinvestitionskosten können anteilmässig dem Netzzuschlagsfonds belastet werden. Der Bundesrat legt die Ansätze fest.

#### **Art. 71a**

*Proposition de la commission*

*Titre*

Dispositions transitoires relatives à la production supplémentaire d'électricité provenant de grandes installations photovoltaïques

*Al. 1*

En attendant la création, en Suisse, de grandes installations photovoltaïques garantissant une production totale d'au moins 2 térawattheures, pour les grandes installations photovoltaïques qui produisent annuellement au moins 20 gigawattheures, dont au moins 45 pour cent durant le semestre d'hiver (1er octobre – 31 mars), ainsi que pour les lignes de raccordement correspondantes, les règles suivantes s'appliquent:

- a. leur nécessité est démontrée;
- b. elles sont imposées par leur destination;
- c. elles ne doivent pas être soumises à une obligation d'aménager le territoire ni à une obligation d'étude de l'impact sur l'environnement; et
- d. l'intérêt lié à leur réalisation prime sur d'autres intérêts nationaux et cantonaux.

*Al. 2*

L'autorisation est délivrée par le canton lorsque la commune où est implantée l'installation et les propriétaires du terrain concernés ont donné leur accord à l'installation photovoltaïque.

*Al. 3*

Les installations visées à l'alinéa 1 qui sont raccordées, au moins en partie, au réseau électrique d'ici au 31 décembre 2025 reçoivent de la Confédération une rétribution unique de l'ordre de 50 pour cent à 60 pour cent des coûts d'investissement effectifs. Les coûts d'investissement pour le raccordement au réseau sont entièrement à la charge du fonds alimenté par le supplément. Le Conseil fédéral fixe les taux.

*Proposition Würth*

*Al. 1 introduction*

... pour les grandes installations photovoltaïques qui produisent annuellement au moins 10 GWh ...

*Proposition Z'graggen*

*Al. 1*

...

- c. ... sur l'environnement;
- d. elles revêtent un intérêt national; et
- e. leur mise en place est exclue dans les marais et les sites marécageux visés à l'article 78 alinéa 5 de la Constitution.

*Al. 1bis*

Lors de la mise en place d'installations au sens de l'alinéa 1 dans des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale au sens de l'article 5 de la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN) et dans des biotopes d'importance nationale au sens de l'article 18a LPN, il peut être dérogé au principe de conservation intacte pour autant qu'il soit garanti que l'objet concerné est ménagé le plus possible ou que des mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates sont prises.

*Al. 4*

Lorsqu'elles sont définitivement mises hors service, les installations au sens de l'alinéa 1 sont démantelées sans être remplacées et la situation antérieure est rétablie.

*Proposition Hegglin Peter*

*Al. 3*

Les installations visées à l'alinéa 1 qui sont raccordées, au moins en partie, au réseau électrique d'ici au 31 décembre 2025 reçoivent de la Confédération une rétribution unique pour les coûts d'investissement effectifs. La rétribution est déterminée en fonction de la rentabilité de l'investissement.



AB 2022 S 736 / BO 2022 E 736

Il serait aussi possible de prévoir une indemnité au moyen d'une prime de marché flottante. Les coûts d'investissement pour le raccordement au réseau peuvent être imputés proportionnellement au fonds alimenté par le supplément. Le Conseil fédéral fixe les taux.

*Abs. 1 Einleitung – Al. 1 introduction*

**Würth** Benedikt (M-E, SG): Zur Ausgangslage ist jetzt sehr viel gesagt worden. Wir haben langfristige Herausforderungen, wir haben kurzfristige Herausforderungen. Sie kennen die Empfehlung der Elcom, dass wir in der Winterstromsituation nicht über 10 Terawatt importieren sollten, weil wir sonst Stress haben. Diesen Stress hatten wir in den Winterhalbjahren 2016/17 und 2020/21. Das hat eigentlich nichts mit der Ukraine-Situation zu tun.

Hier setzt das Konzept Ihrer Kommission zu diesem Artikel an. Dieses Konzept ist bestechend, ich gratuliere der Kommission für diese Schritte. Es ist quasi parlamentarisches Notrecht, um rasch das Ziel zu erreichen. Das ist unabdingbar, und den Kritikern ausserhalb dieses Saals sage ich: Muss uns zuerst der Strom ausgehen, bis uns ein Licht aufgeht? Wir müssen jetzt handeln. Dieses faktische Notrecht setzt Rahmenbedingungen: ein Zubauziel von 2 Terawatt, ein Winterstromanteil von 45 Prozent – das ist alles gut – und eine Leistung von 20 Gigawatt.

Hier, bei diesem letzten Wert, setzt mein Antrag an, weil ich der Überzeugung bin, dass er zu hoch ist. Mit einer Senkung können wir das Ziel rascher erreichen, und das muss unser zentrales Interesse sein. Es gibt in diesem Rat ja nicht viele Ingenieure, darum ist es auch schwierig, sich 20 Gigawatt konkret vorzustellen. Anhand bekannter Projekte lässt sich aber eine Annäherung machen, ich nenne im Folgenden drei Beispiele.

1. Seit Ende August 2022 läuft auf 2500 Metern über Meer, an der Mutsee-Staumauer im Glarnerland, die aktuell grösste alpine Solaranlage der Schweiz. Leistung: 3,3 Gigawatt – 5000 Solarpanels, 10 000 Quadratmeter, das sind etwa 1,5 Fussballfelder. Das ist die Ausgangslage, das ist die aktuell grösste Anlage, die wir haben.

2. Das gescheiterte Projekt im stillgelegten Steinbruch Schnür in Quinten im Sarganserland – in meinem Kanton, darum habe ich auch einen direkten Bezug zu diesem Thema -: 80 000 Quadratmeter, etwa 11 Fussballfelder, 12 Gigawatt.

3. Ich gehe jetzt ins Unterland: 2013 wurde auf den Dächern des Migros-Verteilzentrums Neuendorf die grösste Solaranlage – ich weiss nicht, ob sie das immer noch ist – in Betrieb genommen. Die Anlage wurde zwischenzeitlich auf rund 40 000 Quadratmeter erweitert. Die Produktionsleistung beträgt 6,5 Gigawattstunden.

Was zeigt das? Selbst wenn wir den Schwellenwert auf 10 Gigawatt senken, ist das immer noch – das muss ich unterstreichen – ausserordentlich ambitionös. Die Lücke zum Zielwert von 2 Terawattstunden ist erheblich. Vor diesem Hintergrund ist es zentral, dass wir hier diese Justierung machen.

Was ist der Effekt? Alle haben vorhin von Beschleunigung gesprochen. Auch Bundesrätin Sommaruga hat die Beschleunigung, die diesem Konzept hier inhärent ist, positiv gewürdigt. Mit Blick auf die kurzfristige Winterstromlücke müssen wir dieses Ziel von 2 Terawattstunden sicherer und schneller erreichen. Das ist ein enorm ambitionöses Ziel. Es ist wichtig, dass wir das mit verschiedenen Grossprojekten anstreben, nicht nur mit Grossprojekten über 20 Gigawattstunden, sondern auch mit Grossprojekten über 10 Gigawattstunden. Das ist ein immer noch sehr, sehr ambitionierter Schwellenwert.

Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie, dieser Vorlage mit der Zustimmung zu meinem Einzelantrag nochmals zusätzliche Power zu verleihen.

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Effectivement, cette disposition est limitée dans le temps. On peut voir que la commission a souhaité mettre l'accent sur les grands projets. L'idée était de ne pas disperser quantité de petits projets, en raison d'une certaine cohérence et d'une certaine pertinence par rapport aux questions de territoire et de patrimoine paysager.

Il est clair, comme l'a relevé notre collègue Würth, que 10 gigawattheures est une valeur déjà grande. Quand on voit les propositions et projections relatives à différents projets, la différence n'est pas gigantesque. Il faut bien voir que la commission n'a pas pu se prononcer sur votre proposition, Monsieur Würth, mais le point important est que vous ne contestez aucunement le principe de soutenir ces grandes installations au niveau des territoires libres, en particulier dans les Alpes et les montagnes.

J'aurais tendance à dire que, étant donné que j'ai vu que mon collègue Rieder allait s'exprimer, on peut laisser une liberté, le principe étant de soutenir de grandes installations.





**Rieder** Beat (M-E, VS): Ich bitte Sie, dem Antrag Würth zuzustimmen. Ich habe mich von den Ingenieuren zwischenzeitlich ebenfalls eines Besseren belehren lassen: Wir sind bei 10 Gigawattstunden Jahresproduktion bereits im sehr grossen Bereich. Wir haben genügend Sicherheitsmittel eingebaut. Wir haben diese Massnahme, dass die Anlagen 45 Prozent des Stroms im Winterhalbjahr produzieren müssen. Das können sie nicht überall tun, und das ist eine grosse Einschränkung für diese Anlagen. Das fokussiert auf das Ziel, die Anlagen auch zum Dienst für die Ausfüllung der Stromlücke im Winterhalbjahr zu nutzen. Wir wollen hier also nicht einen Erlass für überschüssige Sommerenergie formulieren, sondern wir produzieren hier einen Erlass, der uns helfen soll, dieses Loch zu stopfen. Dabei bleibt es bei den 45 Prozent. Also können wir auch mit den absoluten Grössen der einzelnen Anlagen durchaus herunterkommen. Wir sind damit immer noch im Bereich von Fotovoltaikanlagen, die es in der Schweiz bis heute nicht gibt.

**Schmid** Martin (RL, GR): Seit Längerem darf ich, auch beruflich, das Projekt der alpinen Solaranlage in Gondo begleiten – das zu meiner Interessenbindung.

Ich bin überzeugt, dass die Kommission hier einen richtigen Ansatz wählt. Die Frau Bundesrätin hat darauf hingewiesen: Wir befinden uns höchstwahrscheinlich in der grössten Energiekrise seit dem Zweiten Weltkrieg. Die Ausgangslage ist vielleicht nicht nur für diesen Winter schwierig, sie könnte auch für die nächsten Winter schwierig werden. Ich möchte einfach darauf hinweisen, dass sich diejenigen, die jetzt davon ausgehen, dass wir im Frühjahr sämtliche Themen rund um Strom oder Gas bewältigt haben werden – was ich auch hoffe –, bewusst sein müssen, dass das im gegenwärtigen Umfeld nicht gesichert ist.

Das war auch die Ausgangslage in der Kommission. Wir sagten, dass wir im Bereich der Solaranlagen keinen zweiten Fall Grimsel erleben möchten. Schauen Sie, über das Grimsel-Wasserkraftprojekt sprechen wir seit nunmehr zwanzig Jahren; wir haben Anwälte, die seit zwanzig Jahren gutes Geld damit verdienen, Beamte, die planen, und Richter, die entscheiden und zurückschicken. Ist das unsere Energiepolitik der Zukunft? Wie gesagt, das war die Ausgangslage in der Kommission.

Das heisst, in der Schweiz realisieren wir keine Projekte. Deshalb müssen Sie etwas Verständnis dafür haben, dass wir diese Themen nun aufgegriffen haben. Als Kommission haben wir, glaube ich, einfach die Zeichen der Zeit erkannt. Ich bin auch überzeugt, dass uns die Bevölkerung in dieser Analyse folgen wird.

Wenn wir nun zu den Details kommen, ist es mir wichtig, den Winterstrom zu erwähnen. Da liegt, das haben wir vorhin diskutiert, der Unterschied zu den Gebäuden. Der Zwang bezüglich der Gebäude wird höchstwahrscheinlich dazu führen, dass wir vielleicht einen Drittel des Stroms im Winterhalbjahr auf Dächern im Mittelland produzieren werden. Wir haben aber gesagt, bei alpinen Solaranlagen wollen wir, dass 45 Prozent des Stromes im Winterhalbjahr entsteht. Das erklärt auch unseren Fokus, denn die Winterstromlücke wird nach heutigem Erkenntnisstand unser Problem sein. Diese Anlagen werden höchstwahrscheinlich bifaziale Solarpanels benötigen, die – technisch gesehen – wohl horizontal in die Landschaft gestellt werden.

AB 2022 S 737 / BO 2022 E 737

Ich gebe es offen zu: Wir haben über Grenchiols diskutiert, wir haben über Gondo diskutiert. Das sind die Projekte, die heute auch öffentlich in den Medien diskutiert werden und die, neben dem von Kollege Würth erwähnten Projekt am Walensee, am weitesten fortgeschritten sind. Es gibt höchstwahrscheinlich nur wenige Möglichkeiten für so grosse Anlagen.

Dann haben wir nachgerechnet: Die 20 Gigawattstunden Jahresproduktion sind natürlich vom Projekt Gondo abgeleitet worden. Nachrechnungen haben ergeben, dass noch nicht einmal bei diesem Projekt sicher ist, ob man die 20 Gigawattstunden erreichen wird. Es ist einfach so: Es braucht unglaubliche Flächen. Wir sind uns gar nicht bewusst, wie gross diese sind. Eine solche Anlage benötigt vielleicht 150 000 Quadratmeter. Hier setzt Kollege Würth an, indem er sagt, 10 Gigawattstunden seien die richtige Messgrösse. Das würde höchstwahrscheinlich auch Projekte wie jenes am Walensee ermöglichen, die weit entwickelt sind, aber heute nicht realisiert werden können.

Aus meiner Sicht spricht nichts dagegen, dass wir dem Einzelantrag Würth zustimmen. Wir schaffen hier eine Möglichkeit, im Wissen darum, dass diese Anlagen immer noch etwa 70 000 Quadratmeter benötigen werden. Jetzt können Sie selbst nachrechnen, wie gross das ist; Kollege Würth hat es Ihnen aufgezeigt. Zudem muss die Anlage auch die Winterstromproduktion ermöglichen. Wir wollen keinen überschüssigen Sommerstrom produzieren, der dann wieder zu einem anderen Problem führt. Wir wollen diese Produktion vor allem im Winterhalbjahr haben.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, obwohl ich in der Kommission dem Antrag betreffend die 20 Gigawattstunden zugestimmt habe, dass wir hier den Einzelantrag Würth gutheissen. Er ist eine Verbesserung gegenüber der Kommissionsarbeit.





**Z'graggen** Heidi (M-E, UR): Unser Land, und damit möchte ich zuerst einige allgemeine Eintretensthemen zum konkreten Artikel 71a ansprechen, zeichnet sich für mich neben vielem anderen dadurch aus, dass wir Probleme gemeinsam lösen und so Interessenausgleiche ermöglichen, das heisst – die Frau Bundesrätin hat es gesagt – Schritte aufeinander zumachen. Ich bin zuversichtlich, dass uns dies auch oder gerade im Bereich der Stromversorgung zur Lösung der drängenden Probleme, insbesondere in Bezug auf die Winterstromlücke, gelingen wird. Es muss uns gelingen. Diese Zuversicht braucht unser Volk und unser Land. Die Frau Bundesrätin hat ja bereits ausgeführt, wie kurzfristig der Bundesrat die Lösungen für die drängenden Probleme in diesem Winter angehen will.

Mit Artikel 71a legt uns die Kommission jetzt einen Vorschlag vor, der die Winterstromlücke mittels Fotovoltaik-Grossanlagen beheben bzw. einen Beitrag dazu leisten will. Ich bin froh, dass Artikel 45a vorhin angenommen wurde. Das ist für mich ein Teil des Deals, ein Teil davon, Schritte aufeinander zuzumachen. Dass diese Grossanlagen Teil der Stromproduktion im Winter sein werden, war in der Sommersession aufgrund meiner Motion, die der UREK-S zugeteilt wurde, bereits kurz ein Thema. Uns war allen bewusst, dass die Erstellung dieser Grossanlagen mit der heutigen gesetzlichen Grundlage nicht möglich ist und dass es zur Lösung eine eigene gesetzliche Grundlage oder Gesetzesanpassungen braucht.

Wir sehen jetzt eine sehr schnelle Veränderung des energiepolitischen Umfelds, eine ausserordentliche Situation. Ich kann nachvollziehen, dass die Kommission nicht den ordentlichen Gesetzgebungsweg geht, sondern uns eine zeitlich beschränkte, dringliche gesetzliche Grundlage vorlegt. Die Frau Kommissionssprecherin, Ständerätin Baume-Schneider, hat es ausgeführt: Wir wollen damit ein starkes politisches Signal senden. Wir wissen alle, dass ein Strommangel für unser Land aufgrund der zu erwartenden grossen negativen volkswirtschaftlichen und gesellschaftlichen Folgen selbstverständlich abzuwenden ist.

Die Schweiz – und auch das wurde gesagt – ist das Wasserschloss Europas. Wir sind das Wasserschloss. Wo aber ist denn dieses Wasserschloss? In den Bergkantonen. 63 Prozent der so wichtigen Wasserkraft stammen aus den Kantonen Wallis, Graubünden, Tessin, Bern, Uri und Glarus; der Kanton Aargau leistet hier natürlich auch noch einen grossen Beitrag. Haben Sie gewusst, dass 40 Prozent des jährlichen Stromverbrauchs der Bahn in der Schweiz aus den Wasserkraftwerken des Kantons Uri stammen? Die Berggebiete haben also eine überaus grosse Bedeutung für die Stromversorgung der gesamten Schweiz.

Jetzt ist uns allen bewusst, dass für die Fotovoltaik-Grossanlagen einige Berggebiete – zurzeit am meisten fortgeschritten und am meisten diskutiert ist konkret der Kanton Wallis – bereit sind, unglaublich grosse Flächen für die Winterstromproduktion mittels Grosssolar zur Verfügung zu stellen. Wir reden nicht von Quadratmetern, nicht von Hektaren – wir reden von Quadratkilometern, von 700 Fussballfeldern oder fünf bis sechs Golfplätzen, 18-Loch-Golfplätzen, in grossmehrheitlich unberührter Landschaft.

Wir haben von Leuchtturmprojekten gesprochen. Ich habe die Begeisterung der Gemeindepräsidenten von Grengiols oder der Initianten von Gondo gesehen, habe mit ihnen teilweise auch persönlich gesprochen. Das hat mich auch beeindruckt. Ständerat Rieder, mein lieber Kollege aus dem Kanton Wallis, hofft, dass die Vorlage jetzt auch im Markt ankommt. Das ist sie, lieber Herr Kollege. Es seien, das entnehme ich heute der Zeitung, schon 18 Projekte für Fotovoltaik-Freiflächenanlagen in den Bergen bekannt. 18 – und es könnten noch mehr werden.

Darum glaube ich – nein, ich glaube es nicht, ich bin sogar überzeugt, dass es schon sehr wichtig ist, dass wir die Fragen, die noch offen sind, hier eingrenzen und Rahmenbedingungen setzen. Offene Fragen sind für mich: Wann ist die Obergrenze erreicht, also wann macht man einen Stopp? Welche Projekte kommen noch in die Pipeline, welche nicht? Was passiert im Bau und Betrieb, wenn es zu Lawinen im Winter und zu Steinschlag im Sommer kommt? Was ist der Einfluss auf die Biodiversität usw.? Vor allem: Wir haben vom Wasserschloss in der Schweiz, in unseren Bergkantonen, gesprochen. Natürlich, der Einbezug der lokalen Bevölkerung und die Abgeltung der Lasten analog zum Wasserzins mittels eines Baurechtszinses oder wie auch immer sind dann selbstverständlich in den einzelnen Verträgen von den Gemeinden und Kantonen zu regeln. Ich gehe davon aus, dass unsere Kantone sich gewohnt sind, hier auch hart zu verhandeln.

Wir müssen sorgsam vorgehen, und wir müssen Entscheidungen treffen, die den Beitrag zur Winterstromproduktion ermöglichen, aber gleichzeitig irreversible Schäden im sensiblen Alpenraum weitestmöglich begrenzen und natürlich auch einen grossen volkswirtschaftlichen Nutzen für die Bergkantone haben. Alternativ hätte man sich vorstellen können, dass man direkt auf die Projektebene geht und sagt: Diese Projekte nehmen wir. Aber die Kommission hat jetzt diesen Weg, ein stark abgekürztes raumplanerisches Verfahren, vorgeschlagen: nur noch auf Stufe Baubewilligung, die Verantwortung ist bei Gemeinde und Kanton, die UVP entfällt usw. Ich habe Vertrauen in unsere Gemeinden und in unsere Kantone, dass sie das sorgsam machen.

Jetzt komme ich noch zum Antrag Würth. Ich habe gesagt, dass es für mich wichtig ist, die Rahmenbedingungen zu beschliessen, die die Kommission jetzt vorsieht. Deshalb ist für mich die Untergrenze ab 20 Gigawatt



zentral. Wir haben dann wenige grosse Projekte. Die Obergrenze von maximal 2 Terawatt führt dazu, dass wir dann diese – selbstverständlich zeitlich begrenzte – Beschränkung haben. Das gibt wenige grosse Anlagen. Was wir jetzt noch anschauen müssen, ist die Verfassungsmässigkeit dieser Vorlage. Ich erinnere mich gerne an die Diskussionen über die Verfassungsgerichtsbarkeit am Montag. Diese wurde von unserem Rat deutlich abgelehnt, fast mit dem feierlichen Bekenntnis, dass unser Rat seine grosse Verantwortung in diesem Bereich selbstverständlich wahrnimmt. Darum lohnt sich der Blick auf die Verfassungsmässigkeit. In Bezug auf Artikel 78 Absatz 5 der Bundesverfassung ist die Verfassungsmässigkeit ganz bestimmt nicht gegeben. Es handelt sich um das absolute Verbot, in Moore und Moorlandschaften einzugreifen. Dazu werde ich nachher einen Antrag stellen. Weiter ist Artikel 89 Absatz 1 der

AB 2022 S 738 / BO 2022 E 738

Bundesverfassung zu erwähnen; der Absatz wurde von Kollege Zanetti schon zitiert. Er verlangt, dass Bund und Kantone sich "für eine ausreichende, breit gefächerte, sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung" einsetzen. Diese Aspekte sind als gleichrangig zu sehen.

Wir haben also in der Verfassung einen Zielkonflikt, und dieser muss nach übereinstimmender Lehrmeinung in der Rechtsanwendung zum Ausgleich gebracht werden. Weil die ausreichende Energie als vorrangig, das heisst vor den Umweltaspekten, gesehen wird, ist die Verfassungskonformität hier nicht gegeben. Auch in Bezug auf Artikel 78 ist sie nicht gegeben, weil der Natur- und Heimatschutz berücksichtigt werden und im Einzelfall eben eine Abwägung vorgenommen werden muss. Da Artikel 71a so, wie er vorliegt, nicht verfassungskonform ist, jedoch von der Kommission als dringlich vorgelegt wird, muss er innerhalb eines Jahres Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden.

Ich denke, wir müssen jetzt die heutige Entscheidung und auch die Entscheidung des Zweitrates abwarten. Den Vorbehalt des obligatorischen Referendums müssen wir meines Erachtens aber in Erinnerung behalten. Ich werde nachher bei den einzelnen Anträgen kurz noch begründen, weshalb ich meine, dass die Vorlage der Kommission mit meinen Anträgen eine gewisse Optimierung erfahren wird.

Ich teile zudem gerade mit, dass ich meinen Antrag zu Artikel 71a Absatz 1 Buchstabe d zurückziehe. Buchstabe d lautete: "sie von nationalem Interesse sind; und".

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Ich möchte Sie noch einmal darauf aufmerksam machen, dass wir dieses und auch das nächste Geschäft auf der Tagesordnung (22.031) heute zu Ende beraten sollten.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Ich kann es kurz machen; es wurden hier viele Themen angesprochen. Die Akzeptanz dessen, was Ihre Kommission hier beschliesst, ist ganz wichtig. Deshalb begrüsse ich, dass Ihre Kommission hier verschiedene Grenzen für dieses Projekt eingebaut hat, namentlich eine Obergrenze; das wurde auch so erwähnt. Der Strom muss vor allem im Winterhalbjahr anfallen. Sie haben gesagt, man könne dieses Vorgehen akzeptieren, bis eine Gesamtproduktion von 2 Terawattstunden erreicht worden ist.

Dann gibt es eine weitere Eingrenzung: Diese Anlagen müssen sehr rasch kommen, sie müssen am 31. Dezember 2025 mindestens teilweise an das Stromnetz angeschlossen worden sein. Sie können also nicht heute Abend noch Überlegungen für ein neues Projekt anstellen. Es müssen Projekte sein, die schon eine sehr grosse Baureife haben. Von daher kommen wir zum Schluss, dass wir mit dem Einzelantrag Würth ebenfalls leben können. Das Risiko, dass jetzt dort einfach zügellos gebaut wird, ist sehr klein; mit 10 Gigawattstunden sind das ja auch keine Kleinanlagen. Ich habe aufgrund der Einschränkungen, die Ihre Kommission vorgesehen hat, eigentlich keine Bedenken.

Ich werde mich nachher noch zum Einzelantrag Z'graggen äussern. Ich kann aber bereits vorwegnehmen, dass damit noch ein paar Dinge kommen, die am Schluss der Akzeptanz dieser alpinen Fotovoltaik-Freiflächenanlagen eben auch dienlich sind. Wir wollen hier ja den Boden dafür bereiten, dass es rasch geht, aber auch dafür, dass solche Projekte in Zukunft akzeptiert werden.

In diesem Sinn können wir den Einzelantrag Würth unterstützen.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5274)

Für den Antrag Würth ... 43 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 1 Stimme

(0 Enthaltungen)







*Abs. 1 Bst. d – Al. 1 let. d*

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Der Antrag Z'graggen ist zurückgezogen worden.

*Abs. 1 Bst. e – Al. 1 let. e*

**Z'graggen** Heidi (M-E, UR): Artikel 71a Absatz 1 Buchstabe e habe ich bereits ausgeführt. Es geht darum, dass gemäss Artikel 78 Absatz 5 der Bundesverfassung ein absolutes Eingriffsverbot für Moore und Moorlandschaften gilt. Ich bitte Sie, Buchstabe e neu in die Vorlage aufzunehmen, damit wir uns auch hier an die Verfassung halten.

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: En fait, on anticipe un débat qu'on imaginait peut-être par la suite ou au Conseil national. On s'était dit qu'il y aurait des principes et qu'ensuite il y aurait la possibilité de revenir sur certains éléments. Donc, en fait, la commission ne s'est pas du tout prononcée sur ces questions. Par contre, elle s'est interrogée sur la question de la conformité au droit constitutionnel.

Vous relevez un élément factuel. J'aurais tendance à dire, comme tout à l'heure, qu'il y a la liberté de vote étant donné que cela n'a pas été discuté au sein de la commission. Mais je vous remercie infiniment pour la qualité de vos propositions et l'intérêt porté à cet article.

**Schmid** Martin (RL, GR): Vorhin wurde darauf hingewiesen, dass das Problem dieser Anlagen auch bei der Verfahrensdauer liege. Der Wille der Kommission war, die Planungspflicht zu ersetzen und die UVP-Pflicht zu streichen, um diese überlangen Verfahrensdauern zu verkürzen. Das war eigentlich auch die Zielrichtung, weil wir in der Schweiz sonst nie zu Baubewilligungen kommen. Vor dieser Krise war das der Ansatz.

Aber Sie, Frau Z'graggen, bringen nun zu Recht die aktuelle Situation ein. Ich unterstütze Ihren Antrag, und ich möchte auch dem Rat beliebt machen, bei Buchstabe e dem Einzelantrag Z'graggen zuzustimmen. Der Moorschutz steht in der Verfassung und gilt, wie Sie gesagt haben, absolut. Meines Wissens hat man bei den bestehenden Projekten, die ich kenne, auch kein Problem damit. Wir schützen hier diesen Teil der Landschaft. Das ist richtig, das steht in der Verfassung. Deshalb möchte ich beliebt machen, diesem Antrag Z'graggen zu Buchstabe e zuzustimmen.

Bei Absatz 1bis möchte ich Ihnen bereits – damit ich dann das Wort vor der nächsten Abstimmung nicht mehr ergreifen muss – beliebt machen, bei der Kommission zu bleiben. Denn es sind ja gerade die Probleme bei der Abwägung im Natur- und Heimatschutz, welche die Projekte heute verhindern. Also: Bei der kommenden Abstimmung zu Absatz 1bis würde ich Ihnen – damit ich dann nicht mehr das Wort ergreifen muss – beliebt machen, bei der Kommission zu bleiben.

Umgekehrt bin ich dann wieder versöhnlich bei Absatz 4. Die Rückbaufrage haben wir in der Kommission nicht diskutiert. Aus Sicht der Projektanten ist das nicht das Problem. Dem kann man zustimmen.

Damit hätten wir, wenn der Rat jetzt diesen Anträgen folgen würde, wie ich sie vorgeschlagen habe, eine Ausgangslage, welche es sicher auch dem Nationalrat ermöglichen würde, hier Ja zu sagen. Denn letztlich, die Frau Bundesrätin hat das gesagt, braucht es immer noch ein BaB-Verfahren. All diejenigen, die jetzt behaupten, das wäre alles ausgeschlossen, haben die Vorlage nicht richtig verstanden. Denn es sind die Kantone, die letztlich immer noch ein BaB-Verfahren durchführen müssen. Die Interessenlage ist anders, diese Interessen haben Vorrang. Aber letztlich braucht es eine Bewilligung. Wenn der Kanton keine Bewilligung erteilt, dann wird die Anlage nicht gebaut. Es braucht auch die Zustimmung der Stimmbevölkerung, der Gemeindebevölkerung. Das ist auch demokratiepolitisch die Sicherheit dafür, dass ein Projekt nicht gegen den Willen der Bevölkerung durchgesetzt werden kann.

Ich möchte Ihnen hier beliebt machen, bei Absatz 1 Buchstabe e, den Moorlandschaften, dem Antrag Z'graggen zuzustimmen, Absatz 1bis aber abzulehnen und dort bei der Kommission zu bleiben. Bei Absatz 4, dem Rückbau, würde ich den Antrag Z'graggen ebenfalls unterstützen.

AB 2022 S 739 / BO 2022 E 739

**Rieder** Beat (M-E, VS): Ich mache es sehr kurz. Ich unterstütze das Vorgehen, wie Kollege Schmid es geschildert hat. Buchstabe e, den Kollegin Z'graggen beantragt, ist eindeutig eine Verbesserung dieser Vorlage. Man kann ihn problemlos akzeptieren. Absatz 1bis würde zu einem kompletten Stillstand führen. Wenn Sie diesen Absatz aufnehmen, dann wird sich in weiten Teilen der Schweiz nichts ermöglichen lassen. Das müsste man dringendst ablehnen. Absatz 4 ist unproblematisch.

Noch eine kleine Richtigstellung: Wir fokussieren uns jetzt auf bestehende Projekte. Das Projekt Grengiols





liegt entgegen Ihren Informationen, Frau Bundesrätin, nicht in einem Schutzgebiet. Es gehört weder zum Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler, noch liegt es in einem Hochmoor oder überhaupt in irgendeinem Schutzgebiet. Es liegt ausserhalb von jeglichen Schutzgebieten. Aber wir machen eine abstrakte, generelle Gesetzgebung. Wir müssen allen Kantonen, allen möglichen Standorten eine Chance geben, Projekte umzusetzen. Es kann sein, dass es bessere, effizientere und noch schneller zu verwirklichende Projekte in der Schweiz gibt als diese, die jetzt bereits bekannt sind. Daher dürfen wir Absatz 1bis keinesfalls annehmen. Wenn Sie das annehmen, dann haben wir weitere zehn Jahre Stillstand. Ich sage das offen.

Eine letzte Bemerkung betrifft Artikel 102 der Bundesverfassung. Der Herr Kollege hat vorhin aus der Bundesverfassung zitiert. Ich zitiere Ihnen auch einen Artikel der Bundesverfassung, nämlich Artikel 102, "Landesversorgung". Dieser entspricht genau unserer Situation: "Der Bund stellt die Versorgung des Landes mit lebenswichtigen Gütern [...] sicher", insbesondere "in schweren Mangellagen, denen die Wirtschaft nicht selbst zu begegnen vermag."

Das müssen wir doch jetzt begreifen. Diese Situation haben wir heute auf dem Markt, und jetzt schlagen wir hier einen Pflöck ein.

Ich bitte Sie, wie es Kollege Schmid ausgeführt hat, entsprechend abzustimmen.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Ich erlaube mir, mich gleich zu den drei Punkten des Einzelantrages Z'graggen zu äussern, dann geht es vielleicht etwas schneller.

Zu Absatz 1 Buchstabe e: Wir können das unterstützen, weil uns keine Projekte bekannt sind, die in einer Moorlandschaft gebaut werden sollen. Ich denke, das ist sinnvoll und richtig. Noch einmal: Wir brauchen hier auch Akzeptanz. Die Angst der Bevölkerung, dass man jetzt plötzlich die Alpen mit Fotovoltaikanlagen zu kleistern würde, wird zum Teil bewusst geschürt. Deshalb ist es wichtig, dass wir hier die Schranken genau setzen.

Zu Absatz 1bis: Wir kommen zu einer etwas anderen Einschätzung als die Redner, die sich bisher geäussert haben. Wir kommen zum Schluss, dass man mit dieser Bestimmung, wie sie Frau Ständerätin Z'graggen vorschlägt, in Landschaften und Naturdenkmälern von nationaler Bedeutung und in Biotopen von nationaler Bedeutung eben Anlagen erstellen kann. Dabei soll aber die grösstmögliche Schonung sichergestellt werden, auch mit Wiederherstellungs- oder Ersatzmassnahmen. Wir halten es für eine vertretbare und recht milde Einschränkung, indem man in der Interessenabwägung eine klare Aussage macht und sagt: Doch, in diesem Bereich sind eben Anlagen auch möglich. Die beiden genannten Walliser Projekte sind sowieso nicht davon betroffen. Wir hätten eher den Eindruck, dass man damit nicht wieder alles blockiert, sondern auch Akzeptanz schafft, Ausgleichsmöglichkeiten und Ersatzmassnahmen verlangt. Im Grundsatz öffnet man hier eine Türe, die auch vonseiten des Umwelt- und Landschaftsschutzes ein Entgegenkommen darstellt.

Zu Absatz 4 zum Rückbau: Ich habe es auch so verstanden, dass es für Ihre Kommission klar ist, wenn man das hier noch festhält. Es ist auch sinnvoll.

#### *Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5275)

Für den Antrag Z'graggen ... 44 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

#### *Abs. 1bis – Al. 1bis*

**Z'graggen** Heidi (M-E, UR): Gerne sage ich noch ein paar Dinge zu meinem Einzelantrag. Zuerst eine Frage an Sie – Sie müssen sie nicht beantworten, weil wir ja keine Fragen stellen dürfen, aber ich stelle sie jetzt trotzdem -: Können Sie sich vorstellen, dass am Lauenensee bei Gstaad eine mehrere hundert Fussballfelder grosse hochalpine Solaranlage erstellt wird? Nein, das will niemand. Können Sie sich vorstellen, dass eine solche in einem schweizerischen Nationalpark erstellt wird? Nein, das will auch niemand. Das würde auch der Kanton Graubünden nie zulassen, oder wie sehen Sie das, Kollege Schmid? Ich habe auch gelesen, dass der Kanton Graubünden zu seinem Richtplan eine wunderbare, sehr sorgfältige Abhandlung bezüglich des Umfangs von grossflächigen Solaranlagen gemacht habe – sie ist wirklich sehr, sehr gut gemacht. Können Sie sich vorstellen, dass eine solche Anlage im Walliser Aletschgebiet, im Tessiner Bavonatal, im Säntisgebiet, im Alpstein oder im Maderanertal erstellt wird? Wir sind uns einig, dass das Gebiete sind, in denen das die Gemeinden, die Kantone und auch die Bevölkerung nicht wollen und auch nicht zulassen werden. Wenn ich jetzt diese Beispiele gebracht habe, dann deshalb, weil es solche sind, wo Sie rein intuitiv eine Interessenabwägung machen und sagen: da nicht!





Wir haben jetzt gehört, dass die Vorhaben im Wallis diese Schutzgebiete nicht beschlagen. Es kann aber sein, dass es manchmal am Rande eines solchen Gebietes ein Problem oder so gibt. Darum kann gemäss meinem Absatz 1bis "vom Grundsatz der ungeschmälernten Erhaltung abgewichen werden, sofern die grösstmögliche Schonung und Wiederherstellungs- oder angemessene Ersatzmassnahmen sichergestellt sind".

Mir geht es bei Absatz 1bis auch darum, Druck von den Gemeinden und Kantonen zu nehmen. Es wird einen wirtschaftlichen Druck zur Erstellung dieser Anlagen geben. Deshalb mein Antrag und meine Bitte – dies auch zu meinen Interessenbindungen – als Präsidentin der Eidgenössischen Natur- und Heimatschutzkommission: Nehmen wir diesen Absatz auf! Der Bau der Anlagen, die bereits weit fortgeschritten sind, ist möglich. Bei den anderen können dann die Kantone und Gemeinden auch mit dem Schutz des Bundes sehr gut arbeiten. Denken Sie daran: Es geht um die landwirtschaftlichen Kronjuwelen unseres Landes.

Ich danke Ihnen, wenn Sie Absatz 1bis zustimmen.

Absatz 4 ist für mich, das ist klar, wichtig. Dieser Absatz ist nicht nur unproblematisch, sondern zentral. Ich danke Ihnen, wenn Sie auch diesem zustimmen.

**Mazzone** Lisa (G, GE): Je vais personnellement soutenir la proposition de notre collègue Z'graggen, car elle apporte justement la pondération qui manquait probablement à notre projet ici aussi. Cela a été dit de manière très pertinente: les territoires qui sont mentionnés ici sont les territoires les plus précieux et les plus rares de la Suisse. On n'a pas idée d'y mettre en oeuvre un tel projet, ou alors il faut prendre des mesures de remplacement.

J'ai entendu M. Rieder dire: "Oui, mais il y aura peut-être d'autres projets." Oui, mais pour les autres projets, on aura un autre cadre; cela, c'est une loi urgente et on va avancer rapidement avec des projets qui ont déjà une certaine forme, en tout cas dans les esprits. Cela ne concerne pas des idées que l'on pourrait avoir plus tard, un jour. Pour les idées que l'on pourrait avoir un jour – c'est un élément que j'aimerais beaucoup amener dans ce débat –, on a dans le "Mantelerlass" une proposition qui pose un cadre clair et on revient à une procédure avec certains garde-fous, à une procédure dans laquelle il y a aussi des droits. Cela sera le cadre qui sera posé dans le "Mantelerlass" et c'est important de l'avoir pour la suite.

Pour ces projets rapides, on peut avancer. On sait à peu près desquels il s'agit. Pour ceux-là, fixons les garde-fous suffisants, surtout parce que ce serait se tirer une balle dans le pied, à mon avis, que d'aller trop loin ici et de risquer d'avoir des levées de bouclier sur ce projet.

**AB 2022 S 740 / BO 2022 E 740**

C'est pour ces raisons que je soutiens la proposition Z'graggen à l'alinéa 1bis et évidemment aussi à l'alinéa 4.

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: C'est à titre personnel que je vais m'exprimer. Je tiens à relever que l'article 71a tel que proposé par notre collègue Z'graggen est un modèle d'équilibre entre des priorités apportées sur une période temporaire pour donner un signal clair, comme on l'a dit, en faveur du photovoltaïque. Mais, en même temps, je trouve que le dispositif est très équilibré, parce qu'elle n'a pas supprimé la lettre c qui permet de "se passer" – c'était déjà assez excessif ou audacieux – de l'obligation d'aménager le territoire et de l'obligation d'étude de l'impact sur l'environnement. Puis, elle choisit une "Kann-Formulierung". Je trouve donc que l'effet est véritablement mesuré et que l'article est équilibré, ce d'autant plus que l'on est toujours dans la dynamique jusqu'à fin 2025.

A titre personnel, je soutiendrai donc les propositions de notre collègue Z'graggen.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Frau Bundesrätin Sommaruga verzichtet auf das Wort.

**Abstimmung – Vote**

(namentlich – nominatif; 21.501/5276)

Für den Antrag Z'graggen ... 17 Stimmen

Dagegen ... 24 Stimmen

(3 Enthaltungen)

**Abs. 3 – Al. 3**

**Heggin** Peter (M-E, ZG): Artikel 71a Absatz 3 kommt fast leichtfüssig daher. Er gleicht sich auch an Subventionsbestimmungen zur Förderung von erneuerbaren Energien in anderen Artikeln an. Artikel 71a Absatz 3 hat es aber in sich. Man muss ihn genau lesen und die Auswirkungen studieren. Er steht im Zusammenhang mit



der Realisierung von Fotovoltaik-Grossanlagen mit einer jährlichen Mindestproduktion von 10 Gigawattstunden. Wir haben diesbezüglich ja heute schon beschlossen, dass die Verfahrensdauer deutlich reduziert werden soll. Das ist eine massive Beschleunigung – wir hörten vorhin Beispiele von Projekten mit zwanzigjähriger Planungsdauer, welche dann erst noch nicht realisiert werden. Hier ist es etwas anders, wir geben den Investoren Sicherheit, sie erhalten Planungssicherheit, sie können ihre Planungskosten entsprechend reduzieren und die Projekte, sollte das Gesetz in Kraft treten, auch bald umsetzen.

Aber was heisst das für den Bund? Grossanlagen, welche innerhalb der nächsten drei Jahre ans Stromnetz gehen, erhalten 50 bis 60 Prozent der Investitionskosten vergütet. Zu der genannten Anlage im Wallis haben wir aus der Kommission ja keine detaillierten Unterlagen oder Angaben zu den Investitionskosten erhalten. Ich beziehe mich deshalb auf einen Medienbericht in einer Walliser Zeitung, welcher die Investitionskosten auf etwa 1,2 Milliarden Franken beziffert. In diesem Artikel schreiben die Investoren, dass sie mit einer Subvention des Bundes von 40 Prozent rechnen, also mit etwa 400 Millionen Franken. Mit Artikel 71a Absatz 3 würde man gerade das gegenteilige Ziel verfolgen: Der Bund würde 750 Millionen zahlen und der Investor nur noch 400 Millionen. Beim Berechnungsbeispiel der Investoren steht am Schluss, dass die Grössenordnung der Stromerträge und der potenziellen Einnahmen fast utopisch zu sein scheinen. Also schon bei einer Subvention von 40 Prozent durch den Bund wären die Erträge fast utopisch.

Der Bund sollte derart grosse Beträge nicht einfach nur bereitstellen, sondern er müsste auch die Wirtschaftlichkeit in irgendeiner Weise berücksichtigen. Für Grenchiols würde diese Bestimmung etwa 700 Millionen Franken bedeuten. Es sind aber noch weitere Anlagen möglich, mindestens deren zwei oder drei. Für den Bund hätte dies Kosten in der Höhe von 1,5 Milliarden Franken oder noch mehr zur Folge; diese wären in den nächsten drei Jahren zu leisten. Drei Jahre solche Beträge im Budget zu haben und die Schuldenbremse einzuhalten – das geht nicht, das ist einfach nicht realistisch.

Diese Bestimmung enthält eine gebundene Ausgabe, deshalb stelle ich auch meinen Einzelantrag. Antragsgemäss ist die Einmalvergütung nicht mit 50 bis 60 Prozent der Investitionskosten zu definieren, sondern sie soll sich auch an der Wirtschaftlichkeit der Investition orientieren. Dem Bundesrat gebe ich die Möglichkeit, das Ganze in einer entsprechenden Verordnung auszuformulieren. Alternativ gäbe es auch die Möglichkeit einer gleitenden Marktprämie.

In meinem Antrag habe ich Bestimmungen bzw. Regelungen vorgezogen, die nächste Woche bei der Behandlung des Stromversorgungs- und des Energiegesetzes zur Debatte stehen und wahrscheinlich angenommen werden. Ich möchte das nicht ausschliessen, deshalb habe ich es hier mit in den Antrag aufgenommen.

Am Schluss kommen noch die Netzanschlusskosten. Diese können mitunter recht erheblich sein. Auch hier, meine ich, sollte eine Beurteilung durch den Bundesrat erfolgen können, entsprechend sollte auch ein Beitrag des Bundes möglich sein. Ich sage nicht, dass keine Beiträge geleistet werden sollen, doch Umstände, Wirtschaftlichkeit usw. sollten ebenfalls berücksichtigt werden.

Ich bitte Sie, meinem Antrag zu folgen.

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: Je comprends les réserves de notre collègue Hegglin. Il est difficile sur le plan du calendrier de faire référence à la prime de marché flottante, car, en admettant qu'elle soit introduite dans le "Mantelerlass", elle ne serait en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2024 au plus tôt, et encore je suis optimiste. Mais, là, nous voulons aller "vite" et mettre sous toit un programme d'impulsion attractif. Donc, je comprends les réserves par rapport aux 40 pour cent, qui seraient importants, ou par rapport à d'autres projets.

Toutefois, et bien que nous n'ayons pas eu l'occasion d'en discuter en commission, je propose de maintenir la proposition de la commission et de voter comme à l'alinéa 3 proposé par la commission.

**Schmid** Martin (RL, GR): Ich möchte Ihnen beliebt machen, den Einzelantrag Hegglin Peter abzulehnen. Er bringt die Frage der Förderung aufs Tapet. Diese Frage ist berechtigt, aber wir haben gerade vor einem Jahr mit der parlamentarischen Initiative Girod genau diese Investitionssätze bis 60 Prozent hier drin beschlossen. Was wir einfach nicht machen dürfen, ist, hüst und hott die Regeln wieder zu ändern. Wenn nämlich Leute Projekte realisieren wollen, dann brauchen sie eine minimale Rechtssicherheit und Investitionssicherheit. Der Mantelerlass ist nicht Gesetz. Aber wir diskutieren natürlich über Marktprämien, wir diskutieren über die gleitende Einführung; das ist ein langer politischer Weg.

Gerade bei diesen Anlagen haben wir jetzt den zeitlichen Aspekt gesehen. Wenn der Absatz eine Schwäche hat, dann – das sage ich offen und ehrlich – müsste der Zweitrat noch einmal prüfen, ob der Zeitpunkt der Inbetriebnahme bis am 31. Dezember 2025 erreicht werden kann. Das ist die Schwäche, die grösste Problematik. Wenn jetzt alle mit Vollgas darangehen werden, ist das vielleicht schon möglich. Ich würde sagen, das





müsste man noch einmal anschauen. Aber wenn wir jetzt die Systeme ändern, wenn wir noch die Förderung ändern, wenn der Bundesrat wieder neue Verordnungen erlässt, dann scheitern wir; das geht nicht. In diesem Teil möchte ich Ihnen wirklich beliebt machen, auch das Thema der Netzanschlusskosten und der Netzverstärkungen anzuschauen. Wir haben in der Verordnung solche Regeln, sie sind heute teilweise widersprüchlich. Es ist heutiges Gesetz; Artikel 22 StromVV regelt diese Themen. Wir haben das einfach aufgenommen, um hier Rechtsunsicherheiten zu bereinigen. Das, was Sie, Herr Kollege Hegglin, vorbringen, sind absolut berechnete Punkte, aber die gelten bei allen Produktionsanlagen. Das ist eine systemische Frage, welche wir in Kürze im Mantelerlass diskutieren werden. Ich bitte Sie, den Einzelantrag Hegglin Peter abzulehnen.

**Stark Jakob (V, TG):** Ich möchte den Einzelantrag Hegglin Peter unterstützen, weil er meiner Meinung nach

AB 2022 S 741 / BO 2022 E 741

verhältnismässig ist. Wenn Herr Hegglin von den effektiven Investitionskosten spricht, dann bezieht sich das auf das geltende Energiegesetz, es ist die Umsetzung der parlamentarischen Initiative Girod. Meines Wissens, Kollege Schmid, heisst es dort "bis zu 60 Prozent". Aber die Untergrenze von 50 Prozent ist meines Wissens nicht vorhanden. Ich finde es jetzt wichtig, dass wir hier das Fuder nicht überladen. Selbstverständlich sollen diese Anlagen gut werden. Soweit es wirtschaftlich nötig ist, werden sie unterstützt. Mit der Ergänzung bezüglich der gleitenden Marktprämie könnte der Staat noch viel Geld einsparen. Ich bitte Sie, auch an die Bundesfinanzen und den Netzzuschlagsfonds zu denken und den Einzelantrag Hegglin Peter zu unterstützen.

**Sommaruga Simonetta, Bundesrätin:** Ich möchte doch nochmals daran erinnern: Es ist eine Übergangsbestimmung, die Sie hier beraten. Sie ist befristet. Ihre Kommission hat versucht, mit der Einmalvergütung im Umfang von 50 bis 60 Prozent der Investitionskosten auf dem bisherigen Pfad zu bleiben. Herr Ständerat Hegglin befürchtet jetzt, dass das zu hoch ist. Aber wir gehen von Folgendem aus: Wenn diese Projekte in die jetzt beginnenden Auktionen kommen, basierend auf den Entscheidungen, die Sie im Energiegesetz bereits gefällt haben, dann würde man wahrscheinlich auch etwa dort landen. Von daher gibt es aus unserer Sicht jetzt wenig Grund, an diesem System kurzfristig etwas zu ändern.

Ein weiterer Punkt ist: Sie haben die gleitende Marktprämie im Mantelerlass ausgearbeitet und, glaube ich, ziemlich viel Einigkeit gefunden. Aber wenn Sie dieses System für diese befristete Zeit hier aufnehmen, dann müssen Sie das ganze System in diese befristete Vorlage, die eine Übergangsbestimmung ist, hineinnehmen. Das macht aus unserer Sicht wirklich keinen Sinn. Denn noch einmal: Diese Vorlage ist extrem befristet, nämlich bis Ende 2025.

Ich glaube, man muss jetzt wirklich fokussieren. Diese Vorlage wird für Anlagen gemacht, die weit fortgeschritten sind und die man jetzt einfach bauen soll. Nachher kommen Sie in den normalen Rhythmus, und ich bin natürlich sehr dankbar, dass wir diesen Mantelerlass nächste Woche beraten können. Das gibt auch wieder eine Perspektive. Aber das System der gleitenden Marktprämie in diese Übergangsbestimmung hineinzunehmen, macht aus unserer Sicht wenig Sinn.

Das dritte Element des Einzelantrages sind die Netzanschlusskosten. Diese sind sowieso Teil der Investitionskosten. Das müssen Sie nicht extra hier festhalten. Falls Sie die Netzverstärkungskosten meinen, dann müsste man das in der UREK des Nationalrates noch einmal anschauen und das anders und nicht so wie hier lösen. Denn die Netzanschlusskosten sind insgesamt Teil der Investitionskosten. Das müssen Sie hier nicht hineinschreiben.

Ich komme zum Schluss: Ich würde diesen Einzelantrag ablehnen. Noch einmal, behalten Sie den Fokus weiterhin aufrecht. Es gibt Projekte, die jetzt rasch realisiert werden können. Ich würde möglichst wenig an neuen Systemen aufnehmen und vielmehr auf dem bisherigen Pfad bleiben.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5277)

Für den Antrag der Kommission ... 31 Stimmen

Für den Antrag Hegglin Peter ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)





*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5279)  
Für Annahme der Ausgabe ... 39 Stimmen  
(Einstimmigkeit)  
(6 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

*Abs. 4 – Al. 4*

**Z'graggen** Heidi (M-E, UR): Ganz kurz: Der ersatzlose Rückbau, die Wiederherstellung der Ausgangslage, ist selbstredend zwingend. Ich empfehle den Gemeinden und Kantonen, dies bereits in der Baubewilligung bzw. in der Konzession zu regeln.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Frau Bundesrätin Sommaruga wünscht das Wort nicht.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5278)  
Für den Antrag Z'graggen ... 38 Stimmen  
Dagegen ... 2 Stimmen  
(1 Enthaltung)

*Übrige Bestimmungen angenommen*

*Les autres dispositions sont adoptées*

**Art. 75a**

*Antrag der Mehrheit*

*Titel*

Übergangsbestimmung zur Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden

*Text*

Die Kantone erlassen die Ausnahmebestimmungen gemäss Artikel 45a Absatz 2 EnG bis zum 31. Dezember 2023. Gesuche, die vor diesem Zeitpunkt eingereicht werden, unterstehen der Pflicht gemäss Artikel 45a Absatz 1 EnG nicht.

*Antrag der Minderheit*

(Fässler Daniel, Germann, Reichmuth, Rieder, Schmid Martin, Stark)

Streichen

**Art. 75a**

*Proposition de la majorité*

*Titre*

Disposition transitoire relative l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments

*Texte*

Les cantons édictent les dispositions dérogatoires visées à l'article 45a alinéa 2 LEne jusqu'au 31 décembre 2023. Les demandes déposées avant cette date ne sont pas soumises à l'obligation prévue à l'article 45a alinéa 1 LEne.

*Proposition de la minorité*

(Fässler Daniel, Germann, Reichmuth, Rieder, Schmid Martin, Stark)

Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*





**Art. 45a, 45b, 71a, 75a**

*Antrag Rieder*

Streichen (Trennung der Vorlage, siehe Entwurf 4)

**Art. 45a, 45b, 71a, 75a**

*Proposition Rieder*

Biffer (séparation du projet, voir projet 4)

*Antrag Rieder*

*Titel*

4. Bundesgesetz über dringliche Massnahmen zur kurzfristigen Bereitstellung einer sicheren Stromversorgung im Winter (Änderung des Energiegesetzes) vom ...

*Ingress*

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf die Artikel 74 und 89 der Bundesverfassung, beschliesst:

AB 2022 S 742 / BO 2022 E 742

*Ziff. I Einleitung*

Das Energiegesetz vom 30. September 2016 wird wie folgt geändert:

*Ziff. I Art. 45a Titel*

Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden

*Ziff. I Art. 45a Abs. 1*

Beim Bau neuer Gebäude ist auf den Dächern oder an den Fassaden eine Solaranlage, beispielsweise eine Fotovoltaik- oder eine Solarthermieanlage, zu erstellen.

*Ziff. I Art. 45a Abs. 2*

Die Kantone regeln die Ausnahmen, insbesondere wenn das Erstellen einer Solaranlage:

- a. anderen öffentlich-rechtlichen Vorschriften widerspricht;
- b. technisch nicht möglich ist; oder
- c. wirtschaftlich unverhältnismässig ist.

*Ziff. I Art. 45a Abs. 3*

Bis zum Inkrafttreten der kantonalen Gesetzesbestimmungen zu den Ausnahmen von der Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden nach Artikel 45a regeln die Kantonsregierungen die Ausnahmen auf Verordnungsstufe.

*Ziff. I Art. 45b Titel*

Nutzung der Sonnenenergie bei Infrastrukturen des Bundes

*Ziff. I Art. 45b Abs. 1*

Die Sonnenenergie ist auf den dafür geeigneten Infrastrukturoberflächen des Bundes bestmöglich zu nutzen.

*Ziff. I Art. 45b Abs. 2*

Der Bundesrat regelt die Rahmenbedingungen und Einzelheiten.

*Ziff. I 14. Kapitel Titel*

Schlussbestimmungen

*Ziff. I Art. 71a Titel*

Übergangsbestimmungen zur Produktion von zusätzlicher Elektrizität aus Fotovoltaik-Grossanlagen

*Ziff. I Art. 71a Abs. 1*

Für Fotovoltaik-Grossanlagen mit einer jährlichen Mindestproduktion von 20 Gigawattstunden, wovon mindestens 45 Prozent im Winterhalbjahr (1. Oktober – 31. März) anfallen, und die dazugehörigen Anschlussleitungen gilt, bis schweizweit insgesamt solche Anlagen bis zu einer Gesamtproduktion von 2 Terawattstunden erstellt sind, dass:

- a. ihr Bedarf ausgewiesen ist;
- b. sie standortgebunden sind;
- c. für sie keine Planungspflicht und UVP-Pflicht besteht; und
- d. das Interesse an ihrer Realisierung den anderen nationalen und kantonalen Interessen vorgeht.

*Ziff. I Art. 71a Abs. 2*

Die Bewilligung wird durch den Kanton erteilt, wenn die Standortgemeinde und die betroffenen Grundstückseigentümer der Fotovoltaikanlage zugestimmt haben.



*Ziff. I Art. 71a Abs. 3*

Anlagen nach Absatz 1, die bis zum 31. Dezember 2025 mindestens teilweise an das Stromnetz angeschlossen werden, erhalten vom Bund eine Einmalvergütung von 50 bis 60 Prozent an die effektiven Investitionskosten. Die Netzanschlussinvestitionskosten werden vollständig dem Netzzuschlagsfonds belastet. Der Bundesrat legt die Ansätze fest.

*Ziff. I Art. 75a Titel*

Übergangsbestimmung zur Pflicht zur Nutzung der Solarenergie bei Gebäuden

*Ziff. I Art. 75a Text*

Die Kantone erlassen die Ausnahmebestimmungen gemäss Artikel 45a Absatz 2 EnG bis zum 31. Dezember 2023. Gesuche, die vor diesem Zeitpunkt eingereicht werden, unterstehen der Pflicht gemäss Artikel 45a Absatz 1 EnG nicht.

*Ziff. II Abs. 1*

Dieses Gesetz wird dringlich erklärt (Art. 165 Abs. 1 BV). Es untersteht dem fakultativen Referendum (Art. 141 Abs. 1 Bst. b BV).

*Ziff. II Abs. 2*

Es tritt am [Tag nach seiner Verabschiedung durch das Parlament] in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 2025.

*Proposition Rieder*

*Titre*

4. Loi fédérale sur des mesures urgentes visant à assurer rapidement l'approvisionnement en électricité pendant l'hiver (modification de la loi sur l'énergie) du ...

*Préambule*

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les articles 74 et 89 de la Constitution, arrête:

*Ch. I introduction*

La loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie est modifiée comme suit:

*Ch. I art. 45a titre*

Obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments

*Ch. I art. 45a al. 1*

Lors de la construction de nouveaux bâtiments, une installation solaire, par exemple une installation photovoltaïque ou une installation solaire thermique, doit être mise en place sur les toits ou les façades.

*Ch. I art. 45a al. 2*

Les cantons règlent les exceptions, notamment pour les cas où la mise en place d'une installation solaire:

- a. est contraire à d'autres prescriptions de droit public;
- b. n'est pas possible sur le plan technique; ou
- c. est disproportionnée du point de vue économique.

*Ch. I art. 45a al. 3*

Jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions légales cantonales relatives aux exceptions à l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments au sens de l'article 45a, les gouvernements cantonaux règlent les exceptions par voie d'ordonnance.

*Ch. I art. 45b titre*

Utilisation de l'énergie solaire pour les infrastructures de la Confédération

*Ch. I art. 45b al. 1*

L'énergie solaire doit être utilisée au mieux sur les surfaces d'infrastructures de la Confédération qui s'y prêtent.

*Ch. I art. 45b al. 2*

Le Conseil fédéral règle le cadre légal et les détails.

*Ch. I chapitre 14 titre*

Dispositions finales

*Ch. I art. 71a titre*

Dispositions transitoires relatives à la production supplémentaire d'électricité provenant de grandes installations photovoltaïques.

*Ch. I art. 71a al. 1*

En attendant la création, en Suisse, de grandes installations photovoltaïques garantissant une production totale d'au moins 2 TWh, pour les grandes installations photovoltaïques qui produisent annuellement au moins 20 GWh, dont au moins 45 pour cent durant le semestre d'hiver (1er octobre – 31 mars), ainsi que pour les lignes de raccordement correspondantes, les règles suivantes s'appliquent





- a. leur nécessité est démontrée;
- b. elles sont imposées par leur destination;
- c. elles ne doivent pas être soumises à une obligation d'aménager le territoire ni à une obligation d'étude de l'impact sur l'environnement; et
- d. l'intérêt lié à leur réalisation prime sur d'autres intérêts nationaux et cantonaux.

*Ch. I art. 71a al. 2*

L'autorisation est délivrée par le canton lorsque la commune où est implantée l'installation et les propriétaires du terrain concernés ont donné leur accord à l'installation photovoltaïque.

*Ch. I art. 71a al. 3*

Les installations visées à l'alinéa 1 qui sont raccordées, au moins en partie, au réseau électrique d'ici au 31 décembre 2025 reçoivent de la Confédération une rétribution unique de l'ordre de 50 pour cent à 60 pour cent des coûts d'investissement effectifs. Les coûts d'investissement pour le raccordement au réseau sont entièrement à la charge du fonds alimenté par le supplément. Le Conseil fédéral fixe les taux.

*Ch. I art. 75a titre*

Disposition transitoire relative l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments

AB 2022 S 743 / BO 2022 E 743

*Ch. I art. 75a texte*

Les cantons édictent les dispositions dérogatoires visées à l'article 45a alinéa 2 LEne jusqu'au 31 décembre 2023. Les demandes déposées avant cette date ne sont pas soumises à l'obligation prévue à l'article 45a alinéa 1 LEne.

*Ch. II al. 1*

La présente loi est déclarée urgente (art. 165 al. 1 Cst.). Elle est sujette au référendum (art. 141 al. 1 let. b Cst.).

*Ch. II al. 2*

Elle entre en vigueur le [jour suivant son adoption par le Parlement] et a effet jusqu'au 31 décembre 2025.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Wir müssen nun entscheiden, ob wir diese Bestimmungen gemäss Antrag Rieder in eine Vorlage 4 auslagern wollen. Wir werden über den Antrag Rieder als Ganzes abstimmen. Über die Ziffer II des Antrages Rieder, welche das sofortige Inkrafttreten vorsieht, würden wir in beiden Räten erst dann beschliessen, wenn die Vorlage 4 in beiden Räten übereinstimmend verabschiedet worden ist. Nach der Abstimmung über den Antrag Rieder werden wir die Gesamtabstimmung über die neue Vorlage 4 durchführen.

**Rieder** Beat (M-E, VS): Nur ganz kurz: Wenn Sie nicht abspalten, dann verlieren wir das Momentum und werden keine Wirkung bei der kurzfristigen Mehrproduktion erzielen. Ich bitte Sie wirklich, hier diesem Abspaltungsantrag zuzustimmen.

Des Weiteren, ich habe es bereits eingangs erwähnt, ermöglicht die Abspaltung, dass Sie unabhängig vom Entscheid über den indirekten Gegenentwurf zur Gletscher-Initiative entscheiden können. Es fördert also die freie Meinungsbildung.

In diesem Sinne bitte ich Sie dringend, dem Abspaltungsantrag zuzustimmen und diesen Schnellzug separat in den Nationalrat zu schicken.

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Frau Bundesrätin Sommaruga verzichtet auf das Wort.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5280)

Für den Antrag Rieder ... 43 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(1 Enthaltung)

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Wie bereits erwähnt, ist die Ziffer II des Antrages Rieder von der Gesamtabstimmung ausgenommen.



*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*  
(namentlich – nominatif; 21.501/5281)  
Für Annahme des Entwurfes ... 40 Stimmen  
(Einstimmigkeit)  
(4 Enthaltungen)

**1. Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz**  
**1. Loi fédérale relative aux objectifs en matière de protection du climat**

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Wir fahren nun mit den noch verbleibenden Bestimmungen der Vorlage 1 weiter.

**Art. 50a**

*Antrag der Mehrheit*

*Titel*

Impulsprogramm für den Ersatz von Wärmeerzeugungsanlagen und Massnahmen im Bereich der Energieeffizienz

*Abs. 1*

Der Bund fördert im Rahmen eines Impulsprogramms mit einem Betrag von 100 Millionen Franken pro Jahr und befristet auf zehn Jahre den Ersatz fossil betriebener Heizungen und ortsfester elektrischer Widerstandsheizungen durch eine Wärmeerzeugung aus erneuerbaren Energien und Massnahmen im Bereich der Energieeffizienz.

*Abs. 2*

Der Vollzug erfolgt durch die Kantone im Rahmen der bestehenden Strukturen gemäss Artikel 34 des CO<sub>2</sub>-Gesetzes.

*Abs. 3*

Die Mittel werden den Kantonen in einem Sockelbeitrag pro Einwohnerin oder Einwohner ausgerichtet. Der Bundesrat kann bei der Ausrichtung der Mittel die bisherigen Anstrengungen der Kantone im Gebäudebereich berücksichtigen.

*Abs. 4*

Er regelt die Einzelheiten, insbesondere die Höhe der Förderbeiträge, unter Berücksichtigung fehlender Wärmeverteilsysteme. Er unterstützt beim Ersatz fossil betriebener Heizungen insbesondere Anlagen im mittleren und höheren Leistungsbereich und legt die minimalen Anforderungen an das Impulsprogramm fest.

*Abs. 5*

Die Bundesversammlung spricht mit einfachem Bundesbeschluss einen zehnjährigen Verpflichtungskredit.

*Antrag der Minderheit I*

(Reichmuth, Baume-Schneider, Mazzone, Noser, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Gemäss Mehrheit, aber:

*Abs. 1*

Der Bund fördert im Rahmen eines Impulsprogramms mit einem Betrag von 200 Millionen Franken pro Jahr ...

*Antrag der Minderheit II*

(Stark, Knecht)

Streichen

**Art. 50a**

*Proposition de la majorité*

*Titre*

Programme d'impulsion de remplacement des installations de production de chaleur et de mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique

*Al. 1*

Dans le cadre d'un programme d'impulsion doté de 100 millions de francs par année et limité à une durée de dix ans, la Confédération encourage le remplacement des installations de chauffage à combustible fossile et



des chauffages électriques à résistances fixes par une production de chaleur à base d'énergies renouvelables, ainsi que les mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique.

*Al. 2*

Les cantons se chargent de l'exécution dans le cadre des structures existantes, conformément à l'article 34 de la loi sur le CO<sub>2</sub>.

*Al. 3*

Les fonds sont versés aux cantons dans une contribution de base par habitante ou habitant. Le Conseil fédéral peut tenir compte, pour le versement des fonds, des efforts déjà entrepris par les cantons dans le domaine du bâtiment.

*Al. 4*

Le Conseil fédéral règle les détails, en particulier le montant des subventions, en tenant compte de l'absence de système de distribution de chaleur. Il soutient en particulier les installations de moyenne et grande puissance pour le remplacement des installations de chauffage à combustible fossile et fixe les exigences minimales du programme d'impulsion.

*Al. 5*

L'Assemblée fédérale accorde un crédit d'engagement de dix ans par voie d'arrêté fédéral simple.

*Proposition de la minorité I*

(Reichmuth, Baume-Schneider, Mazzone, Noser, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Selon majorité, mais:

*Al. 1*

Dans le cadre d'un programme d'impulsion doté de 200 millions de francs par année ...

*Proposition de la minorité II*

(Stark, Knecht)

Biffer

AB 2022 S 744 / BO 2022 E 744

**Baume-Schneider** Elisabeth (S, JU), pour la commission: On arrive à un article central du contre-projet indirect, à savoir le programme extraordinaire de remplacement des installations de production de chaleur. Je serai assez brève étant donné que nous avons déjà eu l'occasion de discuter de l'importance de ce programme dans le débat d'entrée en matière. Je rappelle que nous avons tenu compte des points voulus par les cantons et que nous avons élargi le périmètre des projets qui peuvent être soutenus, avec notamment les centrales de chauffage à distance.

De même, nous avons pris en considération la demande de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie et de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement concernant la possibilité de soutenir des programmes dans le domaine de l'efficacité énergétique, à savoir tout ce qui relève du programme "Bâtiments" déjà mis en oeuvre par les cantons.

Vous l'aurez constaté, il y a une proposition de la majorité de la commission, une proposition de la minorité I (Reichmuth) et une proposition de la minorité II (Stark). La majorité est acquise à la dimension extraordinaire du programme. Elle estime que 100 millions de francs par année sur dix ans suffisent, mais qu'il est difficile de trouver soit les appareils et matériaux, soit les techniciens capables d'effectuer les travaux.

La minorité I (Reichmuth) reprend les 200 millions de francs qui ont été décidés par le Conseil national. Je laisse le soin à M. Reichmuth de donner plus d'explications. Par contre, je me permets d'indiquer que nous avons reçu de la part de l'Office fédéral de l'énergie un document qui mentionnait les chiffres relatifs au parc de chauffage, avec les données de base pour le programme spécial; il montrait qu'effectivement, actuellement, si on prend le modèle d'encouragement harmonisé des cantons, il y aurait lieu de doubler le nombre d'installations à remplacer et que selon cette estimation les besoins financiers supplémentaires s'élevaient à près de 200 millions de francs.

Pour la minorité II (Stark), il n'y a pas lieu de discuter des montants, parce qu'on veut simplement biffer le principe; c'est plus simple et c'est aussi plus austère, si on peut le dire ainsi.

Il ne faut pas que vous vous étonniez, parce qu'une fois qu'on aura pris une décision sur l'article 50a, on ne prendra plus en considération les articles 50b, 52a et 52b, parce qu'ils sont intégrés dans l'article 50a.

Vous l'aurez compris, la majorité vous propose de suivre une proposition à 100 millions de francs. La minorité I (Reichmuth) vous sera présentée par son auteur; elle rejoint la décision du Conseil national, tandis que la



minorité II (Stark) propose de ne rien verser.

**Reichmuth** Othmar (M-E, SZ): Wir sind wieder beim Geld und bei den Kantonen angelangt. Ich habe versucht, gesetzliche Einschränkungen zu verhindern, oute mich hier aber offen ersichtlich, dass ich für Unterstützungsmassnahmen und auch für gute Rahmenbedingungen sehr offen bin.

Meine Minderheit I verlangt die Beibehaltung der Unterstützung von jährlich 200 Millionen Franken für das Impulsprogramm während der nächsten zehn Jahre – so, wie es der Nationalrat vorsieht. Aber eben: Beachten Sie bitte, dass Ihre Kommission eine zentral wichtige Erweiterung des Impulsprogramms vorgenommen hat. Nebst dem Ersatz von Heizungsanlagen, was sicher eher einseitig sein dürfte, sollen neu eben auch Massnahmen im Bereich der Energieeffizienz unterstützt werden. Das haben wir bewusst weit gefasst, es lässt viele Handlungsmöglichkeiten offen. So können natürlich Massnahmen im Gebäudeprogramm unterstützt werden, aber nicht nur. Ich meine, wertvoll wären im Rahmen dieses Impulsprogramms auch Impulse für kantonale und kommunale Energieplanungen. Darum – einfach nur ein Beispiel – wäre ein wichtiges Thema ein quartierweiser Umbau von Gasnetzen in thermische Netze. Das würde ganz neue Möglichkeiten eröffnen, die im Ziel sehr effizient wären und eine grosse Wirkung hätten.

Jetzt aber das Impulsprogramm massgeblich auszuweiten und gleichzeitig das Geld zu halbieren, scheint mir nicht gerechtfertigt. Das marginalisiert ein solches Vorhaben erheblich, und das gerade im Gebäudebereich, der doch einen substanziellen Anteil zur Dekarbonisierung beitragen muss. Um die Richtwerte gemäss Artikel 4, die wir in dieser Vorlage selber gesetzt haben, zu erreichen, müssten wir, wenn wir jetzt einfach die Heizungen umstellen würden, von heute 14 000 Heizungen pro Jahr neu über 30 000 Heizungen ersetzen und die Anstrengungen damit mehr als verdoppeln. Wenn wir so etwas schaffen wollen, dann werden wir es mit knappen Mitteln sicher nicht erreichen.

Ich höre bereits den Vorwurf der Mitnahmeeffekte und Ankurbelung der Teuerung aufgrund der erhöhten Nachfrage. Diese Vorhaltung ist so alt wie das Gebäudeprogramm. Dass es nicht immer zwingend so ist, kann am Beispiel der Fenster nachgewiesen werden. Nach der Unterstützung von Dreifachverglasungen ist der Preis dank höherer Produktion massiv gesunken. Entsprechend konnten auch die Unterstützungen nach unten angepasst werden.

Auch die Diskussion der Mitnahmeeffekte ist ein Evergreen. Tatsache ist einfach: Wenn die Heizungen jetzt umgerüstet werden, und dies am besten mit Effizienzmassnahmen, wie ich sie z. B. vorhin erwähnt habe, mit geschickten, weitsichtigen Energieplanungen oder dann auch mit der Unterstützung des Gebäudeprogrammes, dann stellen wir den Verbrauch von fossilen Brennstoffen ab, und zwar sofort und schnell. Wir senken zudem den Energiebedarf im Ganzen. Das ist schliesslich das, was zählt.

Noch als letzter Hinweis für die Beibehaltung von 200 Millionen Franken pro Jahr bzw. 2 Milliarden über zehn Jahre: Es gibt doch immerhin klare Anzeichen vonseiten des Initiativkomitees, dass ein Rückzug der Initiative zu erwarten wäre, wenn der Betrag auf dieser Höhe bleibt. Davon müssen wir uns natürlich nicht zwingend beeindrucken lassen. Ein Rückzug würde aber doch auch einiges an Aufwand ersparen. Damit würde der höhere Beitrag doch auch Gutes bewirken.

Ich beantrage Ihnen, den Minderheitsantrag zu unterstützen.

**Stark** Jakob (V, TG): Ich möchte zuerst mein Erstaunen darüber ausdrücken, dass das Initiativkomitee, das eigentlich nur Ziele in der Verfassung verankern wollte, nun den Rückzug der Initiative an Massnahmen knüpft, die ja bei einer Annahme der Initiative erst in einigen Jahren umgesetzt worden wären.

Ich bitte Sie, Artikel 50a ff. abzulehnen. Die Massnahme, mit 2 Milliarden Franken den Ersatz von fossilen Heizungsanlagen, elektrischen Widerstandsheizungen und Warmwasseraufbereitungsanlagen zu fördern, steht im falschen Gesetz – sie gehört ins CO<sub>2</sub>-Gesetz –, und sie kommt im falschen Moment. Sie kommt finanzpolitisch im falschen Moment – 2 Milliarden Franken! –, und sie kommt auch deshalb im falschen Moment, weil wir durch den Ersatz von Ölheizungen durch Wärmepumpen den Energieverbrauch verstärken, denn Wärmepumpen brauchen ergänzend viel elektrische Energie. Bezüglich der elektrischen Widerstandsheizungen, Herr Kollege Reichmuth, wird der Mitnahmeeffekt wirklich eintreten. Wer will denn heute noch bei diesen Strompreisen an Widerstandsheizungen festhalten? Lassen Sie dort einfach den Markt wirken.

Ich bitte Sie also, Artikel 50a ff. mit einem guten Gewissen zu streichen.

**Müller** Damian (RL, LU): Sie sehen, dass es hier eine Mehrheit der Kommission gibt. Diese Mehrheit hat sich nach intensiver Diskussion und nach Streiten um die Frage, ob es Mitnahmeeffekte gibt oder nicht, auf 100 Millionen Franken geeinigt. 100 Millionen sind genug. Warum sind 100 Millionen Franken genug? Weil eben der Bundesrat in der Vernehmlassung zum CO<sub>2</sub>-Gesetz 40 Millionen Franken vorgesehen hat. Wenn jetzt die Initianten kommen und sagen, sie ziehen die Initiative nur zurück, wenn 200 Millionen Franken drinliegen, dann



sage ich ganz offen und ehrlich: Es geht hier nicht um Geld. Es geht um Massnahmen, die wir zugunsten des Klimas ergreifen.

Wir können uns die Klimagesundheit nicht erkaufen, sondern wir müssen sie mit gezielten Massnahmen erreichen. Die Verwaltung hat für die UREK-N einen Bericht gemacht,

AB 2022 S 745 / BO 2022 E 745

und ja, sie hat die Mitnahmeeffekte rausgenommen. Mitnahmeeffekte kann man abstreiten. Wichtig ist, dass wir eine Lösung haben. Die Lösung liegt bei 1 Milliarde Franken auf zehn Jahre, somit also bei 100 Millionen Franken pro Jahr. Alles andere wäre aus meiner Sicht nicht richtig, um das Ziel, ein besseres Klima, zu erreichen.

Lassen Sie hier die Mehrheit mit 100 Millionen Franken walten!

**Engler** Stefan (M-E, GR): Ich bin Mitglied des Initiativkomitees der Gletscher-Initiative, womit Sie über meine Interessenbindung im Bild sind. Dabei lasse ich mich immer von der Überlegung leiten, dass eine wirksame Klimapolitik letztlich die Freiheit schützt und das wirtschaftliche Wachstum fördert. Je später wir handeln, desto kleiner wird der Handlungsspielraum und desto tiefgreifender und radikaler müssen die Massnahmen ausfallen. Dies wäre mit einem Verlust von Freiheit und mit Einschränkung von Grundrechten verbunden.

Ich hätte es mir nicht gewünscht, dass uns das in diesen Zeiten so vorgeführt wird. Nun bedrohen nämlich plötzliche Energieknappheiten unsere Freiheiten, das erleben wir hautnah. Mit einer inländischen und dezentralen Energieversorgung gewinnen wir sowohl an Unabhängigkeit wie an Resilienz für die Wirtschaft. Die Abhängigkeit von ausländischen Energierohstoffen macht uns verletzlich und erpressbar. Wenn wir Energie im Inland herstellen, so behalten wir schliesslich auch die Wertschöpfung bei uns. Dies stärkt die Versorgungssicherheit und reduziert damit die Verletzlichkeit unserer Unternehmungen. Nochmals: Je später wir damit beginnen, umso teurer dürfte uns dieser Transformationsprozess mit Anpassungs- und Schutzmassnahmen zu stehen kommen.

Es wurde gesagt, es sei der falsche Zeitpunkt, die falsche Massnahme und auch im Kontext der Strommangelage passe diese Massnahme, wie sie von der Minderheit I hier unterstützt wird, überhaupt nicht ins Bild. Ich teile diese Auffassung ganz und gar nicht. Sie und wir wissen, dass die Heizung im Haushalt am meisten Energie verbraucht und damit auch mit Abstand am meisten CO<sub>2</sub> verursacht. Dass diese umweltschädlichen Heizungssysteme schrittweise ersetzt werden müssen, bestreitet ja kaum jemand. Die Frage ist nur, wie schnell das gehen soll.

Man weiss, dass wir in der Schweiz immer noch rund 900 000 fossile Heizungen haben, die bis zum Jahr 2050 zu ersetzen sind. Jetzt können Sie eine einfache Dreisatzrechnung machen. Wenn Sie das erreichen möchten, müssten Sie ungefähr 30 000 Heizungsanlagen pro Jahr ersetzen. Mit den 200 Millionen Franken, die hier eine Kommissionsminderheit vorsieht, wären Sie in der Lage, jeden Ersatz einer Heizungsanlage mit etwa 6600 Franken zu unterstützen. Jetzt muss man wissen, dass dieser Beitrag nicht genügt. Denn der Entscheid, ob man diese Investition tätigt, hängt letztlich davon ab, ob man als Eigentümerin oder Eigentümer die Gesamtkosten überhaupt tragen kann oder nicht. Die Erfahrung in den Kantonen, die das bereits unterstützen, ist die, dass es schwierig wird, jemanden davon zu überzeugen, seine alte Ölheizung möglichst rasch zu ersetzen, wenn der Betrag nicht mindestens 10 000 Franken beträgt. Der Ersatz der Heizungen scheitert also oft am Geld.

Ich habe mir sagen lassen, dass die Schweiz das Land mit dem höchsten Anteil an Ölheizungen in ganz Europa ist. Schweden hingegen hat eine Erfolgsgeschichte geschrieben, indem man dort bereits in den 1980er-Jahren mit einer ehrgeizigen Politik begonnen hat, fossil befeuerte Kessel durch moderne Wärmepumpen zu ersetzen. Heute sind in Schweden Wärmepumpen Standard. Entsprechend gelang es in Schweden, die Emissionen aller Treibhausgase zwischen 1990 und 2018 um 37,7 Prozent zu reduzieren.

Ich komme zum Schluss: Hier lohnt sich diese Investition, und man sollte dafür nicht kleckern, sondern muss bereit sein, die Bürgerinnen und Bürger mit Mitteln zu unterstützen, die den Anreiz schaffen, die alten Heizsysteme zu ersetzen. Es waren nicht die Initianten, Herr Stark, die "2 Milliarden Franken" ins Gesetz geschrieben haben; es war der Nationalrat, der das so vorsieht.

Ich möchte Sie bitten, dem Antrag der Minderheit I (Reichmuth) zu folgen, weil ich überzeugt bin, dass das der wirksamste Klimaschutz ist, den wir im Moment vornehmen können.

Wenn in der Eintretensdebatte gesagt wurde, die Branche sei gar nicht in der Lage, das umzusetzen, so schreibt uns die Branche eine andere Geschichte. Sie sagt nämlich, für sie sei wichtig, die Planungssicherheit zu erhalten, dass der Staat diese Transformation über die nächsten zehn Jahre mit erheblichen Mitteln unterstützt. Dann sei man sehr wohl in der Lage, das auch umzusetzen.





**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Der Handlungsbedarf im Gebäudesektor ist auch für den Bundesrat unbestritten. Er hat deshalb in der Vernehmlassung zum CO<sub>2</sub>-Gesetz selbst ein Impulsprogramm vorgeschlagen, damit der Ersatz von fossilen Heizungen rascher vorwärtsgeht. Wir begrüssen den neu formulierten Antrag Ihrer Kommission, weil dieser an das bestehende Gebäudeprogramm im CO<sub>2</sub>-Gesetz anknüpft. Die Abwicklung über Globalbeiträge an die Kantone verbessert auch die Vollzugseffizienz. Wir begrüssen auch, dass hier eben nicht nur der Ersatz von Heizungen, sondern auch die Energieeffizienz und die Unterstützung der Fernwärmenetze ermöglicht wird. Die Mittel der kantonalen Gebäudeprogramme sind übrigens seit 2021 ausgeschöpft. Im laufenden Jahr hat sich die Situation noch verschärft. Es sind zu wenig Mittel vorhanden. Das zeigt eigentlich, dass die Bevölkerung vorwärtsmachen will. Wie Herr Engler gesagt hat, braucht es aber auch die entsprechende Unterstützung.

Der Bundesrat unterstützt hier die Minderheit I (Reichmuth). Er ist bereit, 200 Millionen Franken pro Jahr aus dem allgemeinen Bundeshaushalt zu finanzieren. Allerdings müsste man das vielleicht noch einmal anschauen, denn Sie haben vorhin gegen den Willen des Bundesrates bei der Technologieförderung bereits 200 Millionen Franken aus dem Bundeshaushalt eingesetzt. Wenn Sie heute gemäss der Minderheit I entscheiden, werden wir das Impulsprogramm sicher noch einmal anschauen und prüfen, ob wir bei diesem Programm allenfalls eine Kompensation vorsehen könnten. Das müssen Sie jetzt entscheiden.

Abschliessend nur noch einen Satz: Unser Land gibt jedes Jahr 8 Milliarden Franken für Öl und Gas aus. Wir haben in den letzten zehn Jahren 80 Milliarden Franken für Öl und Gas ins Ausland geschickt. Wenn in diesem Land Investitionen zugunsten des Klimaschutzes getätigt werden, dann tun wir nicht nur etwas fürs Klima und die Bevölkerung, sondern auch für die Volkswirtschaft in diesem Lande; Herr Engler hat zu Recht darauf hingewiesen. In diesem Sinn ist das auf jeden Fall sinnvoll investiertes Geld.

Wir bitten Sie, die Minderheit I (Reichmuth) zu unterstützen.

*Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5282)

Für den Antrag der Minderheit I ... 23 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 21 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5283)

Für den Antrag der Minderheit I ... 29 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 10 Stimmen

(6 Enthaltungen)

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5284)

Für Annahme der Ausgabe ... 32 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

(2 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

AB 2022 S 746 / BO 2022 E 746

**Art. 50b, 52a**

*Antrag der Mehrheit*

Streichen

*Antrag der Minderheit II*

(Stark, Knecht)

Streichen





**Art. 50b, 52a**

*Proposition de la majorité*

Biffer

*Proposition de la minorité II*

(Stark, Knecht)

Biffer

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 53 Abs. 2, 2bis, 3 Bst. a**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit II*

(Stark, Knecht)

Unverändert

**Art. 53 al. 2, 2bis, 3 let. a**

*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité II*

(Stark, Knecht)

Inchangé

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 21.501/5285)

Für Annahme des Entwurfes ... 39 Stimmen

Dagegen ... 4 Stimmen

(2 Enthaltungen)

**2. Bundesbeschluss über die Finanzierung der Förderung von neuartigen Technologien und Prozessen**  
**2. Arrêté fédéral sur le financement de l'encouragement de technologies et de processus innovants**

*Antrag der Mehrheit*

Eintreten

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Fässler Daniel, Knecht, Schmid Martin)

Nichteintreten

*Proposition de la majorité*

Entrer en matière

*Proposition de la minorité*

(Stark, Fässler Daniel, Knecht, Schmid Martin)

Ne pas entrer en matière

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Über das Eintreten haben wir bereits bei Vorlage 1 entschieden.





*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit  
Adopté selon la proposition de la majorité*

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

*Art. 1*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5286)

Für Annahme der Ausgabe ... 34 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 21.501/5287)

Für Annahme des Entwurfes ... 33 Stimmen

Dagegen ... 9 Stimmen

(2 Enthaltungen)

**3. Bundesbeschluss über die Finanzierung des Sonderprogrammes zum Ersatz von Heizungsanlagen  
3. Arrêté fédéral sur le financement du programme extraordinaire de remplacement des installations  
de chauffage**

*Antrag der Mehrheit*

Eintreten

*Antrag der Minderheit*

(Stark, Knecht)

Nichteintreten

*Proposition de la majorité*

Entrer en matière

*Proposition de la minorité*

(Stark, Knecht)

Ne pas entrer en matière

**Präsident** (Hefti Thomas, Präsident): Auch hier haben wir über das Eintreten bereits bei Vorlage 1 entschieden.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*







*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel**

*Antrag der Kommission*

Bundesbeschluss über die Finanzierung des Impulsprogrammes für den Ersatz von Wärmeerzeugungsanlagen und Massnahmen im Bereich der Energieeffizienz

**Titre**

*Proposition de la commission*

Arrêté fédéral sur le financement du programme extraordinaire de remplacement des installations de chauffage

*Angenommen – Adopté*

**Ingress**

*Antrag der Kommission*

... und auf Artikel 50a Absatz 5 des Energiegesetzes ...

**Préambule**

*Proposition de la commission*

... vu l'article 50a alinéa 5 de la loi du 30 septembre 2016 ...

*Angenommen – Adopté*

AB 2022 S 747 / BO 2022 E 747

**Art. 1**

*Antrag der Mehrheit*

*Abs. 1*

Für die Finanzierung des Impulsprogrammes für den Ersatz von Wärmeerzeugungsanlagen und Massnahmen im Bereich der Energieeffizienz nach Artikel 50a des Energiegesetzes vom 30. September 2016 in der Fassung vom ... wird ein Verpflichtungskredit von 1 Milliarde Franken für zehn Jahre ab Inkrafttreten des Energiegesetzes vom 30. September 2016 in der Fassung vom ... bewilligt.

*Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Antrag der Minderheit*

(Reichmuth, Baume-Schneider, Mazzone, Noser, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

*Abs. 1*

Gemäss Mehrheit, aber:

... ein Verpflichtungskredit von 2 Milliarden Franken ...

**Art. 1**

*Proposition de la majorité*

*Al. 1*

Un crédit d'engagement d'un total de 1 milliard de francs est alloué pour une durée de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie dans sa version du ... afin de financer le programme d'impulsion de remplacement des installations de production de chaleur et de mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique visé à l'article 50a de la loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie dans sa version du ...

*Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Proposition de la minorité*

(Reichmuth, Baume-Schneider, Mazzone, Noser, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

*Al. 1*

Selon majorité, mais:





## AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2022 • Vierte Sitzung • 15.09.22 • 08h15 • 21.501  
Conseil des Etats • Session d'automne 2022 • Quatrième séance • 15.09.22 • 08h15 • 21.501



Un crédit d'engagement d'un total de 2 milliards de francs ...

*Abs. 1 – Al. 1*

*Angenommen gemäss Antrag der Minderheit*

*Adopté selon la proposition de la minorité*

*Übrige Bestimmungen angenommen*

*Les autres dispositions sont adoptées*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 21.501/5288)

Für Annahme der Ausgabe ... 35 Stimmen

Dagegen ... 11 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

**Art. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 21.501/5289)

Für Annahme des Entwurfes ... 32 Stimmen

Dagegen ... 9 Stimmen

(4 Enthaltungen)

